

Séminaire des 5, 6 et 7 octobre 2001

Lille

CONSEIL

Renouvellement urbain

Renouvellement urbain

Renouvellement urbain

Séminaire des 5, 6 et 7 octobre 2001 à Lille

Conseil N° 7

Corps des architectes-conseils
du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

Ce numéro 7 de la revue *Conseil* est publié par le Corps des architectes-conseils
du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
avec le concours de la direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction

Direction éditoriale : comité du Corps des architectes conseils

Michel Regembal, *président*

Joanna Fouquier, *directrice*

Martine Pattou, *secrétaire générale*

Joël Gautier, *trésorier*

Gérard Lancereau

Serge Renaudie

Jean-Paul Scalabre

Thierry Van de Wyngaert

Transcription et mise en forme des débats : François Lamarre

Coordination éditoriale : Jean-Paul Scalabre

Secrétariat d'édition et révision : Claire Doré

Conception graphique : Camille Scalabre

Flashage et impression : Nouvelle Imprimerie Laballery (Clamecy)

Le comité remercie chaleureusement toutes celles et tous ceux
qui ont bien voulu lui confier les photos et documents
qui sont reproduits dans cet ouvrage.

S o m m a i r e

Préambule	p.7
Accueil et présentation par Michel Regembal	p.9
Introduction : contribution de Serge Renaudie «Ça mutamort!»	p.13
Intervention de Françoise Gaillard	p.28
Intervention de Pierre Dubois	p.45
Intervention de Francine Fort	p.56
Intervention de Béatrice Simonot	p.75
Intervention de Christian Girard	p.78
Présentation d'Euralille par Jean-Louis Subileau	p.92
Un moment partagé	p.104
L'album photos	p.105

Préambule

Cette septième parution de la publication *CONSEIL* rend compte du séminaire des architectes-conseils du ministère de l'Équipement qui s'est tenu à Lille et Roubaix, aux Archives du Monde du Travail (anciennement usine Motte-Bossut) le vendredi 5 octobre 2001 et à Euralille, le matin du samedi suivant, pour une visite commentée du site. Une virée en Belgique, à Gand, était également proposée aux participants dans la journée de dimanche.

Ce séminaire annuel avait pour thème les mutations urbaines. Organisé en trois temps, il a permis d'évoquer les mutations à l'œuvre dans le champ social, de manière générale, avant d'aborder plus spécifiquement les domaines de l'urbanisme puis de l'architecture. En contrepoint, des témoignages de terrain étaient apportés, émanant de différents horizons, politique, administratif et opérationnel, de la métropole du nord.

Piloté par le bureau du Corps des architectes-conseils, ce séminaire annuel a été notamment organisé dans ses contenus et sa logistique par Thierry Van de Wyngaert, Martine Pattou à Lille et Serge Renaudie pour l'introduction du thème.

Le Corps des architectes-conseils tient à remercier tous les intervenants qui ont apporté leurs concours et leur éclairage sur le thème des mutations en général et sur le terrain de la ville, notamment :

- M^{me} Françoise Gaillard, philosophe et universitaire,
- M. Pierre Dubois, maire adjoint en charge de l'urbanisme, représentant M. René Vandierendonck, maire de Roubaix,
- M^{me} Francine Fort, directrice d'Arc-en-Rêve à Bordeaux,
- M^{me} Béatrice Simonot, commissaire d'Archilab à Orléans,
- M. Christian Girard, architecte et enseignant,
- M. Jean-Louis Subileau, directeur général d'Euralille,
- Ainsi que M. Marc Dubois, architecte et enseignant, pour son accueil à Gand.

Le Corps des architectes-conseils salue également la présence des directeurs départemental et régional de l'Équipement à la journée du 5, ainsi que celle des élus et responsables locaux.

Le bureau du Corps des architectes-conseils remercie tout particulièrement Martine Pattou et son assistante Christine Thomas pour la qualité de l'organisation et de l'accueil à Lille ainsi que Serge Renaudie et Thierry Van de Wyngaert pour leurs contributions.

Les interventions et les échanges qui composent ce n° 7 de *CONSEIL* ont été retranscrits et mis en forme par François Lamarre, architecte et journaliste, animateur de la journée. L'organisation de ce document restitue le déroulé chronologique du séminaire et les propos tenus par les différents intervenants invités et les architectes-conseils participant aux débats.

Accueil et présentation par Michel Regembal

Président du Corps des architectes-conseils du ministère de l'Équipement

Bienvenue à tous pour notre séminaire 2001, à Lille et Roubaix.

Ce séminaire, dont le lieu a été choisi à l'unanimité lors de notre dernière assemblée générale, est le premier du nouveau millénaire.



Il vient immédiatement après celui qui marquait le cinquantenaire du Corps des architectes-conseils, qui s'est tenu à Paris, à la Bibliothèque de France et à Rome, l'année dernière.

Vous êtes, cette année encore, très nombreux à avoir répondu présent à ce rendez-vous. Nous accueillons aussi pour la première fois les membres de l'association des anciens architectes-conseils; leur présence montre l'attachement qu'ils portent à notre collectivité professionnelle et à sa mission de service public.

Il y a quelques jours, vous étiez déjà très nombreux à la journée de formation sur la loi Solidarité et Renouvellement Urbain, organisée à notre demande par la direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction. J'y vois le signe de la vitalité de notre groupe et c'est d'autant plus encourageant, qu'après l'imposition de nos nouveaux statuts et le large renouvellement qui a eu lieu ces dernières années avec l'arrivée de nouveaux architectes-conseils, nous aurions pu craindre moins de cohésion entre nous.

Cette année 2001 est pour les architectes-conseils, je dirais une année ordinaire. Malgré un contexte mondial troublé, ce séminaire doit être l'occasion de prendre du recul

pour réfléchir aux mutations urbaines et sociales auxquelles nous sommes, que nous le voulions ou non, confrontés. Les contraintes quotidiennes du travail dans nos agences nous empêchent sans doute de porter un regard affûté sur les évolutions de notre société. Je suis pour ma part frappé, depuis que nous travaillons en binôme avec les paysagistes-conseils, du regard différent qu'ils portent sur les questions de territoire, d'environnement. Cela doit peut-être nous conduire à nous interroger sur la façon dont nous, architectes, devrions nous situer face à ces enjeux.

François Ascher, dans son dernier livre, nous interroge de façon un peu provocatrice avec le titre suivant, s'agissant des mutations de la société : « ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs ».

Ne faut-il pas, pour nous, plutôt tenter d'en assumer une part de responsabilité et de chercher à nous situer et à agir.

J'étais il y a quelques mois en Afrique du Sud. J'ai constaté l'implosion de la ville de Johannesburg. Six ans auparavant, elle était vivante et animée. Elle est aujourd'hui vide et aux trois quarts fermée. Seuls les trottoirs sont envahis par les marchés forains de la communauté noire. À quelques kilomètres de là s'installent des lotissements luxueux, clos de mur et de fil barbelé électrifié. Les tours de bureaux du centre ville sont murées et les nouveaux programmes tertiaires s'épanouissent dans une ville nouvelle de style néo-classique. Restaurants et boutiques se concentrent autour de complexes singeant les villages provençaux et les remparts de Séville. Johannesburg est devenue une « métropole » née de la discrimination. Bien que lointaines, ces mutations nous conduisent à des questionnements.

Plus près de nous, il n'y a pas si longtemps à Roubaix, la période de réhabilitation des quartiers anciens offrait en exemple le projet de l'Alma Gare. Les revues d'architecture diffusaient largement les projets de Robert Krier. Celui-ci nous invitait à la renaissance de la ville européenne dans le climat nostalgique du post-modernisme. Ce modèle architectural est aujourd'hui considéré aux États Unis comme le must d'un certain futur américain, avec pour modèle la ville européenne.

Mutation encore... L'exposition de l'IFA sur la ville émergente et, plus récemment, l'exposition *Mutations* à Bordeaux ainsi que l'ensemble des publications et des débats

qui ont suivi, ont fait naître une prise de conscience qui dépasse le strict milieu de l'architecture.

La manifestation *Archilab*, à Orléans, nous renvoie inconsciemment aux utopies des années 1960.

Dans ce contexte d'agitation d'idées et de mutations tous azimuts, les architectes-conseils doivent se situer. Ils doivent être présents dans ces débats comme ils ont été présents au cours de ces cinquante dernières années sur les grandes questions de la reconstruction, de l'industrialisation du bâtiment, de l'ingénierie publique et du développement durable. La ville, les territoires, l'environnement, la solidarité urbaine sont autant d'enjeux qui nous imposent, plus encore qu'avant, de travailler avec des partenaires de plus en plus nombreux : sociologues, géographes, paysagistes et, bien entendu, avec l'ensemble des partenaires publics et les élus. Ceci nous impose de déplacer notre regard. C'est à ce vaste chantier, avec pour toile de fond la loi SRU, que nous sommes conviés pour les années à venir. Et nous chercherons pendant ces deux jours à nous engager dans cette démarche.

Je tiens à remercier Francine Fort à qui l'on doit l'exposition *Mutations à Arc en Rêve*, d'avoir accepté de venir dialoguer avec nous aujourd'hui. Nous serons aussi cet après-midi avec Béatrice Simonot et Christian Girard qui nous parleront d'« Archilab » à Orléans. Je compte bien entendu sur l'habituelle vivacité de nos débats pour rendre ces deux journées très fructueuses.

Je vous souhaite un bon séminaire à Lille et je passe la parole à Serge Renaudie qui a accepté de lancer, avec sa verve habituelle, le débat avec une intervention dont l'intitulé est « Ça mutamort » !

Je vous remercie.

Introduction

Contribution de Serge Renaudie,

Architecte-conseil du département de la Marne



« Ça mutàmort! »

*En essayant continuellement, on finit par réussir. Or donc :
plus ça rate, plus on a des chances que ça marche.*

Les Shadocks

Chers amis,

Pour ouvrir ce séminaire qui sera brillant par ses intervenants et également, j'en suis certain, par les réflexions profondes que vous ne manquerez pas de nous communiquer avec la verve qui caractérise nos assemblées, j'ai cherché à vous transmettre mes interrogations sur quelques termes que le monde de l'urbanisme consomme de manière effrénée et sur le glissement de certains concepts, de la « révolution urbaine » à la « mutation urbaine ».

Comment, après avoir été informés de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain, ne pas s'interroger sur le terme de « renouvellement » ?

« Renouvellement » vient compléter un vocabulaire en « re- » ou en « ré- » qui a une forte tendance à l'inflation ces dernières années dans notre confrérie.

Redynamisation, revitalisation, requalification : c'est un trio progressif. La dynamisation, nous dit le Petit Robert, c'est « l'action d'accroître l'efficacité d'un remède par des procédés de préparation spécifiquement homéopathique : dilution, trituration » ; la re-

dynamisation consisterait à s'y remettre un coup. La revitalisation c'est quand, proche de la mort, l'homéopathie ne serait plus suffisante. La qualification relève d'une qualité reconnue, la re-qualification en donnerait alors une nouvelle. (J'assistais dernièrement à une réunion où un élu tentait d'expliquer aux derniers commerçants d'un centre en déshérence qu'après avoir vainement cherché d'abord à les redynamiser, puis à les revitaliser, la commune cherchait à les requalifier. Le glissement sémantique était assez pertinent puisque cela revenait à dire qu'ayant fait le constat qu'on ne pouvait plus redonner de la vie à ces commerces moribonds, il s'agissait de trouver une nouvelle qualification et donc une vocation au centre. Les mots servent aussi à être urbain, c'est-à-dire poli).

Restructuration, réaménagement, réhabilitation... Et avant encore : **résorption, rénovation.** Cette dernière, antérieure à la restructuration, est mieux perçue par le public. Rénover, c'est remettre à neuf ; cela fait propre et brillant... Restructurer ? On ne voit pas très bien quels types d'actions le terme recouvre parce que l'on saisit mal de quelles structures il s'agit, et le plus souvent ce que pourrait être même une structure.

Renouvellement et renouveler possède le préfixe re- qui, provenant du latin exprime un retour en arrière ou la répétition. C'est bien là l'ambiguïté du terme dont la définition balance entre un pareil réactivé et un changement radical.

Notre ami Robert, nous dit que le « renouvellement » connaît trois définitions. La première consiste en un « remplacement des choses, des gens par d'autres semblables », soit le renouvellement d'un stock ou d'une provision, voire un réapprovisionnement. On imagine difficilement de porter dans les quartiers de logement social un discours sur le renouvellement des stocks ou le réapprovisionnement des locataires... Non ! On parle plutôt de « peuplement ». On parle aussi dans nos métiers du renouvellement de l'air. On pourrait alors évoquer le renouvellement d'ambiance, l'aria en italien, mais il est plus facile d'ouvrir une fenêtre qu'un quartier en difficulté. Quoique aujourd'hui, avec l'air conditionné, tous les gestes simples et spontanés d'ouverture deviennent difficiles. Les stocks pourraient aussi correspondre aux logements qu'il s'agirait de remplacer par de nouveaux types d'habitat, et cela nous rapprocherait de la seconde définition.

La seconde définition inscrit le renouvellement comme « un changement complet des formes qui crée un état nouveau », voir un re-nouveau, une rénovation, une transformation.

Il ne s'agit là que de forme — le fond n'est pas remis en cause — mais quand même complet. C'est déjà beaucoup. Budgétairement, on vous expliquera toujours que c'est impossible. De quelles formes s'agit-il dans l'urbain : d'habitat, d'équipements publics ? En combinant le remplacement des stocks de logements avec le changement complet des formes urbaines, on aboutirait alors à une vision extrêmement formaliste d'un état nouveau, proche de l'état d'esprit des années 1960. Tout le monde le sait maintenant, ce n'est pas suffisant de transformer l'architecture du logement social pour créer un nouvel état social du logement, bien que cela puisse y participer grandement, bien que cela soit une condition incontournable pour un futur du logement et de la ville. S'agirait-il de changer les formes sociales du logement pour aborder, au-delà des programmations, la culture urbaine ? Il est certain que c'est là un bel enjeu qui toucherait le fond du « comment-vivre-ensemble ».

La troisième définition nous ramène à une remise en vigueur dans les mêmes conditions, comme le renouvellement d'un bail, une prorogation ou une reconduction, voire même une confirmation pour peu qu'il s'agisse alors de vœux religieux. Cette définition est peu dynamique par rapport à la précédente ; elle est même contradictoire. Que peut-on remettre en vigueur dans les mêmes conditions tout en en changeant complètement les formes pour créer un état nouveau ? À moins qu'il ne s'agisse de remettre en vigueur les termes humanistes et productivistes qui ont accompagné la fabrication des grands ensembles dont Rem Koolhaas regrette l'extrême optimisme de *la tabula rasa*. Mais l'époque qui construisit un individu triphasé, à la fois locataire, épargnant et électeur, est révolue. Les quartiers de barres et de tours ne sont le plus souvent que les scories de cette équation ; les locataires n'y ont que peu de chance d'ascension sociale : ils sont peu épargnants, du moins sur le territoire, et ne sont souvent pas même électeurs... Mais en plus, ils rechignent maintenant à y rester. Il est donc difficile d'imaginer remettre en vigueur les termes d'un contrat social que plus personne n'a les moyens d'assurer. Égrainant les termes en re- ou en ré- contenus dans le Robert, continuons à nous interroger sur la définition de l'action à mener dans le cadre de l'urbain.

Réadapter : les premiers habitants des quartiers de logements sociaux, après un instant d'émerveillement sur l'eau courante, la cuvette des WC et le plaisir de se retrouver tous ensemble à la fenêtre à regarder les voitures jouer à saute-mouton sur les parkings, sont souvent partis. Un premier renouvellement social s'est donc déjà effectué. De

plus, les « demandes-attentes » — comme on dit — des habitants ont évolué. N'est-il pas temps de réadapter les logements sociaux à de nouvelles conditions sociales : une décohabitation difficile, des familles éclatées puis recomposées, un sens du collectif et de l'intimité en total changement, des pratiques spatiales très différentes suivant le passé culturel encore vif des habitants, etc. ? N'est-il pas temps de réadapter les modes de financement qui pèsent sur les modes de programmation ?

Retraiter, réanimer : là, il faudra faire le tri sur les types de réanimation, du bouche-à-bouche urbain au gaz hilarant.

Retoucher, réarranger, réaffirmer et renforcer : il s'agit parfois d'agir uniquement avec les forces en place, d'en réaffirmer la légitimité et forcément d'en renforcer fortement les forces.

Recentrer : la centralité, voilà un terme d'urbaniste ! La polycentralité aussi ; on devrait d'ailleurs dire « repolycentrer ».

Renverser : renverser la vapeur, la situation, la contradiction ; les marxistes — s'il en reste dans cette salle — savent que c'est le « travail du négatif » qui renverse les situations dominantes.

Restaurer : en France, cela fait Monuments Historiques, vieux salons, et Comte de Paris, ou d'Orléans... Nous ne sommes pas à une conurbation monarchique près. En Italie, Pier Luigi Cervellati engagea en 1970 une politique de restauration urbaine, sociale et architecturale du centre historique de Bologne qui consista à conserver et à remodeler un bâti ancien de manière à faire évoluer un tissu tout en lui conservant ses qualités intrinsèques tant sociales qu'architecturales. Il démontra que la question urbaine, alliant architecture et social, est une question hautement culturelle. En respectant à la fois le bâti et les habitants, il respecta la mémoire des lieux et restaura la fierté des quartiers populaires du centre ville. À la fin des années 1960, son travail avait pour vocation de montrer comment se réapproprier les villes... Trente ans après, on ne peut que lui donner raison.

Reconquérir : on parla beaucoup de reconquête urbaine mais ce terme guerrier a toujours manqué d'armée et de ravitaillement.

Restituer, rétablir : rétablir dans sa splendeur passée la ville déchiquetée par les

bombardements d'un urbanisme meurtrier, rétablir le contact, rétablir un droit... *Quand un peuple ne se venge pas, il rétablit un droit*, disait Romain Rolland. Qu'attendons-nous ?

Recycler : Oui, mais pour quels cycles ?

Récupérer : après avoir récupéré ses forces, ses moyens et ses billes, la ville essoufflée passe à l'urbain.

Réparer, retaper...

Rééquilibrer : l'ami Robert nous dit que rééquilibrer *c'est redonner un équilibre à ce qui l'avait perdu* et qu'équilibrer consiste à *opposer une force à une autre de manière à créer l'équilibre*, et que l'équilibre *c'est l'égalité des forces entre deux ou plusieurs choses qui s'opposent, c'est l'état de repos de ce qui est soumis à de telles forces*. S'agit-il alors de rééquilibrer les quartiers pour atteindre un état de repos social et urbain ou s'agit-il de rééquilibrer les forces de certains pour qu'ils puissent mieux s'opposer aux autres ?

Redécouper : le territoire est déjà découpé : zoning, parcellaire, servitude, etc. Alors on redécoupe encore un coup ! L'histoire ne dit pas ce que l'on fait des cicatrices.

Réconcilier : pour réconcilier les parties de la ville, comment fallait-il les rééquilibrer ?

Raccommoder : pouvons-nous raccommoder ou réconcilier, la nuit sur l'oreiller, les quartiers désunis dans la journée ? Solidarité érotique oblige !

Recoudre : les tissus urbains, bien entendu ! En patchwork après les avoir découpés et redécoupés.

Retisser : des liens. Plus de lieu, plus de lien, retissons !

Ravauder, rapetasser, rapiécer, : je ravaude les quartiers anciens, je rapetasse les zones, je rapièce la ville. Il faut savoir choisir son langage.

Reprendre : les chaussettes, avec les Ponts et Chaussées.

Voici tout un vocabulaire de mercerie urbaine bien en retard sur les plis d'Issey Miyake et de Gilles Deleuze.

Réintégrer : *rétablir dans la jouissance d'un droit* ; Robert est un grand urbaniste et un grand érotomane !

Recomposer : Robert nous dit que recomposer *c'est composer ce qui est décomposé ou défait*. Si ce qui est défait n'était souvent « ni fait ni à faire », faut-il s'obstiner à le recomposer ou à le refaire ?

Remodeler, avec des modèles ? **Remanier**, avec manie ? **Réaménager**, sans ménagement ? De la ZAC à la Zone d'Aménagement Reconcertée ?

Rebâtir, reconstruire : Littré, le père de Robert, nous dit que construire signifie par son étymologie *établir ensemble*. Reconstruire consisterait donc à construire à nouveau ensemble, ce qui renforcerait l'idée que dans le renouvellement urbain, il ne peut être question de renouveler sans les habitants.

Renflouer : parce qu'on ne répétera jamais assez à Bercy que pour renouveler les quartiers en difficulté, il faut renouveler les moyens pour les *sauver des difficultés financières en fournissant des fonds*, puisque c'est la définition de Robert.

Réactiver, rebooter : rebooter n'existe pas pour Robert ; on reboote un ordinateur quand il s'est planté par suite d'incompatibilités de certaines commandes effectuées et de certains programmes. Il est vrai que la rencontre de programmes incompatibles, ou l'action de programmes défectueux, voire de commandes contradictoires de la part de la maîtrise d'ouvrage, engage parfois le blocage des quartiers et le plantage des procédures en cours... et que les architectes et les urbanistes que nous sommes pourrions rêver de pouvoir rebooter l'urbain.

Si rebooter n'existe pas, rebouter existe qui décrit l'action de « remettre par des moyens empiriques un membre démis, de réduire une fracture » et qui pourrait bien définir notre action car n'est-il pas vrai que nous devenons parfois quelque peu des rebouteux à qui il est demandé de réduire les fractures sociales en remettant ensemble des fragments urbains par des moyens empiriques comme le « retrecotage des tissus urbains », le désenclavement ou la réinsertion...

Ressourcer : revenons à la source, à l'Ancien Testament. Après le Jardin d'Eden, Adam et Ève construisent la première cabane où cette dernière enfante Caïn, le laboureur séden-

taire, et Abel, le berger nomade. Caïn tue Abel pour une sombre histoire de menu à servir à Dieu mais en vérité, Caïn tue Abel parce que ce dernier n'arrête pas de se balader sur la terre ; il bouge tout le temps et ça énerve Caïn. C'est en fait un différend pré-urbain sur la question de la mobilité. Surtout que chassé par Dieu, Caïn ne trouve pas mieux que de construire la première ville à laquelle il donne le nom de son fils, Hénoc. Ne peut-on pas ainsi en déduire que la construction de la ville s'est faite contre la liberté de mouvement, contre le droit à la mobilité, au profit du « localisme », du chacun chez-soi... ?

Romulus tue Remus parce qu'il a eu le culot de sautiller au-dessus du sillon tracé par son jumeau pour marquer les limites de la ville. Aujourd'hui, dans notre société de flux et de réseaux, cette genèse de la ville fait un peu nul. (Ge. 4-17). S'il n'y avait pas eu Caïn pour tuer Abel, et ensuite Romulus pour occire Remus, il n'y aurait pas eu de ville ni d'urbanisme. La ville est donc fondée sur un meurtre, celui de la libre mobilité. Sans ville, la vie sociale se serait déroulée dans le déplacement. Les garagistes seraient dplg et les architectes sur roulettes. Peut-être la glisse urbaine tente de revenir sur ce crime impuni même par Dieu ; peut-être la « ville des flux » est le retour d'un refoulé totémique.

D'autres termes que celui de renouvellement urbain étaient-ils possibles ?

La **révision urbaine** ? Impossible. La **refondation urbaine**, également. **Renaissance urbaine** fait un peu prétentieux et déjà pris dans l'histoire. La **révolution urbaine** chère à Henri Lefebvre aurait été un peu trop audacieuse !

Henri Lefebvre parlant en 1967 de « ville renouvelée », disait ceci : *À travers les diverses tendances s'esquisse une stratégie globale, c'est-à-dire un système unitaire et un urbanisme déjà total. Les uns feront entrer dans la pratique et concrétiseront sur le terrain la société de consommation dirigée. Ils construiront non seulement des centres commerciaux mais des centres de consommation privilégiés : la ville renouvelée. Ils imposeront en la rendant « lisible » une idéologie du bonheur par la consommation, la joie par l'urbanisme adapté à sa nouvelle mission. Cet urbanisme programme une quotidienneté génératrice de satisfactions (notamment pour les femmes acceptantes et participantes). La consommation programmée et cybernétisée (prévue par les computers) deviendra règle et norme pour la société entière. D'autres édifieront les centres décisionnels, concentrant les moyens de puissance : information, formation, organisation, opération. Ou encore : répression (contraintes, y compris la violence) et*

persuasion (idéologie, publicité). Autour de ces centres se répartiront sur le terrain, en ordre dispersé, selon des normes et contraintes prévues, les périphéries, l'urbanisation désurbanisée. Toutes les conditions se réunissent ainsi pour une domination parfaite, pour une exploitation raffinée des gens, à la fois comme producteurs, comme consommateurs de produits, comme consommateurs d'espace.

La convergence de ces projets comporte donc les plus grands dangers. Elle pose politiquement le problème de la société urbaine. Il est possible que des contradictions nouvelles naissent de ces projets, gênant la convergence. Si une stratégie unitaire se construisait et réussissait, ce serait peut-être irréparable. (le Droit à la ville, p. 31)

En 1968, Henri Lefebvre ouvrait son livre *la Révolution urbaine* ainsi : *Nous partirons d'une hypothèse : l'urbanisation complète de la société.*

Et je ne résiste pas au plaisir de continuer ce florilège de citations :

Il ne s'agit pas de chercher une recette empirique pour fabriquer ce produit : la réalité urbaine. N'est-ce pas ce qu'on attend trop souvent de l'urbanisme et ce que trop souvent promettent les urbanistes ? Contre l'empirisme qui constate, contre les extrapolations qui s'aventurent, enfin contre le savoir en miettes prétendument comestibles, c'est une théorie qui s'annonce à partir d'une hypothèse théorique.

On désignera par la suite, en se servant des mots « révolution urbaine », l'ensemble des transformations que traverse la société contemporaine pour passer de la période où prédominent les questions de croissances et d'industrialisation (modèle, planification, programmation) à la période où la problématique urbaine l'emportera décisivement, où la recherche des solutions et des modalités propres à la société urbaine passera au premier plan.

Et encore :

Comment penser le phénomène urbain ? Comment construire des villes, ou quelque chose qui remplace ce que fut jadis la Ville ? [...] Quels progrès décisifs accomplir dans la théorie et dans l'action pratique, pour que la conscience parvienne à la hauteur du réel qui la déborde et du possible qui la fuit ? (p. 25).

Ou encore :

L'urbain ? C'est un champ hautement complexe de tensions ; c'est une virtualité, un possible-impossible qui appelle à lui l'accompli, une présence-absence toujours renouvelée, tou-

jours exigeante. L'aveuglement consiste en ce qu'on ne voit pas la forme de l'urbain, les vecteurs et tensions inhérents au champ, sa logique et son mouvement dialectique, l'exigence immanente; on ne voit que des choses, des opérations, des objets (fonctionnels et/ou signifiants d'une façon pleinement accomplie). Pour ce qui concerne l'aveuglement, il y a double aveuglement. Son vide et sa virtualité sont masqués par du remplissage. Que ce remplissage porte le nom « d'urbanisme » cela éclaire plus cruellement l'aveugle. De plus le remplissage s'emprunte à l'époque finissante, à l'industrialisation, aux objets et produits, aux opérations et techniques de l'industrie. L'urbain, voilé, fuit la pensée qui s'aveugle et ne se fixe que sur des clartés en retrait par rapport à l'actuel. [...] S'il n'y avait pas eu aveuglement en ce qui concerne l'industrie, ses possibilités et ses exigences, lui aurait-on laissé envahir le monde, ravager la nature, semer la planète d'horreurs et de laideurs dans une histoire sanglante? Aurait-on fait confiance sans limites à sa rationalité? [...] Aujourd'hui, la réalité urbaine elle-même, avec sa problématique et sa pratique, est occultée, remplacée par des représentations (idéologiques et institutionnelles) qui porte nom d'urbanisme. Celui-ci bouche le trou, remplit l'entre-deux. (p. 60 et 61.)

Et il rappelle :

Au cours de ce vaste processus de transformation, l'espace révèle sa nature, ce qu'il fut toujours :

- a) un espace politique, lieu et objet de stratégies;*
- b) une projection du temps, réagissant sur lui et permettant de le dominer, et, par conséquent aujourd'hui de l'exploiter à mort. Ce qui annonce la libération du temps-espace. (p. 63)*

Pour Henri Lefebvre, il y a révolution urbaine dans le sens où il y eut une révolution industrielle qui produisit une nouvelle structuration de la société, une nouvelle structuration de classes. Si de la période féodale, le mode de production passa au capitalisme puis à l'impérialisme, Henri Lefebvre nous prévient : un nouveau mode de production, gérant les relations entre les hommes et la planète, est en voie de s'affirmer ; c'est l'urbain, en nous avertissant : vous ne saurez pas le regarder ! Comment ne pas lui donner raison trente-quatre ans après !

D'ailleurs 30 ans après dans son livre *la Société en réseaux*, Manuel Castells nous prévient : *C'est le début d'une ère nouvelle, l'ère de l'information, caractérisée par l'autonomie de la culture par rapport aux fondements matériels de l'existence.* Il rappelle : *le premier mode*

dominés... c'est dans les formes que cette exploitation s'est affinée, par la capacité à gérer plus vite de tout endroit de la planète ce qui se trouve de l'autre côté. Mais cette force ne recèle-t-elle pas sa faiblesse. Il suffirait d'un grain de sable...

Oh la-la ! Mais à quoi ça sert de se préoccuper de tout ça ! Nous ne sommes que des architectes faisant bien notre boulot et puis c'est tout ! Mais c'est quoi bien faire son boulot ? Quand on fait un bilan des architectes qui ont bien fait leur boulot depuis les années 1960, n'avons-nous pas froid dans le dos ? Les erreurs commises en urbanisme et en architecture n'étaient pas inéluctables et ceux qui s'y commirent n'étaient pas innocents, sans ergoter pour savoir s'ils étaient responsables... Les problèmes que les architectes et les urbanistes ne surent ni résoudre et surtout pas concevoir font poids dans notre histoire. Les incapacités d'une architecture à se poser les bonnes questions a produit des effets de compromission qui sont responsables de son dépérissement. Aujourd'hui, ce n'est pas en passant par un rapprochement avec le produit de marketing que nous relèverons le défi posé par la mutation de la société.

Ainsi, nous est-il impossible, à nous architectes, de fermer les yeux devant « le vaste processus de transformation » dont parlait Henri Lefebvre, devant ce que d'autres appellent « la mutation urbaine », terme auquel il faut éviter de donner un sens proche de la génétique parce qu'alors serait évacuée toute question de responsabilité humaine dans le processus, car la mutation, dans son sens génétique, est le résultat du hasard et d'interventions exogènes à l'organisme muté. Dans le cas de l'urbain, rien n'est exogène : toute construction, toute infrastructure, tout aménagement d'un territoire est le résultat d'une organisation de la société, d'une décision politique et de la connivence des professionnels, architectes, urbanistes, services de l'Équipement, services municipaux, etc.. Nous aussi portons cette responsabilité.

L'autre côté de la planète étant aujourd'hui notre proximité, nous ne pouvons ignorer ce qui s'y passe et ce fut tout l'intérêt de l'exposition Mutations organisée par Francine Fort, à Arc en Rêve. Mais ne faisons pas les innocents et gardons-nous d'une fascination touristique pour les machines dominantes. Que le totalitarisme de marché rencontre le totalitarisme chinois, il n'y a pas de quoi être époustoufflé ! Hanna Arendt relevait déjà que *l'idéal de la domination totalitaire est accompli lorsqu'on a rendu tous les individus superflus*. Sur la domination totalitaire, nous en connaissons un morceau

puisque c'est en Europe qu'ont été créés les camps d'extermination nazis à partir desquels, de Hannah Arendt à Giorgio Agamben aujourd'hui, les philosophes s'interrogent sur les individus. Et nous ?

Derrière les problématiques urbaines, se fauillent malgré tout des individus, des individus qui semble-t-il ne savent toujours pas vraiment comment vivre ensemble.

Alors, arrivant à la fin de mon intervention, je ne résiste pas au plaisir de vous raconter pour la millième fois ma fable préférée, celle que concocta Schopenhauer sur les hérissons et qui dit à peu près ceci : c'est l'hiver, des hérissons rassemblés se rapprochent les uns des autres pour bénéficier de leur chaleur commune, et ainsi faisant, expérimentent subitement l'action désagréable de leurs piquants réciproques. Ils s'éloignent souffrant à nouveau du froid. Ils se rapprochent, s'éloignent, se rapprochent, s'éloignent... ainsi toute la nuit, jusqu'à trouver enfin une distance convenable qui leur permette de bénéficier de la chaleur commune sans souffrir d'une trop grande proximité.

Là où les hérissons s'arrêtent, inscrivant dans l'acquis la bonne distance, l'homme s'acharnera à réitérer l'expérience. L'homme parle, le hérisson communique ; le hérisson s'abrite, l'homme fait de l'architecture...

Chez l'homme, l'expérience à l'autre, celui en face ou celui en nous, doit être sans cesse renouvelée, répétée.

Plus l'espace permet l'enrichissement de cette relation et lui donne de la profondeur, plus elle a des chances de bien passer, de ne pas rester fixée, figée, sclérosée, refoulée. Plus l'espace tente de réduire l'individu à lui-même, à *l'idiotie des affaires personnelles*, dans l'épaisseur triste d'une vie axée sur elle-même, comme dit Hannah Arendt, plus l'espace sert à détacher, ou à protéger, l'individu de cette expérience à l'autre, plus l'individu s'étirole et dégénère.

Comment l'architecture pourrait ignorer ce perpétuel mouvement d'expérience de la distance à l'autre, cette marche en forme de démarche à l'autre, ce cheminement insatiable à expérimenter la contiguïté, à la parcourir ?

Comment l'architecture pourrait ignorer, dans l'espace, la prégnance de ces itérations, de cette compulsion à rechercher une bonne distance à l'autre ?

L'individu, sur un axe qui va du plus-intime au plus-public, traverse des espaces où s'évaluent ses rapports avec les autres et où se mesure sa place parmi les autres, comme un glissement continu et syntaxique qui irait du privé au public, de l'individuel au collectif... Qui de la chambre à coucher traverserait, pour parvenir à l'avenue, de nombreux espaces qui sont autant de dosages de nos réalités complémentaires d'individus et d'êtres collectifs.

Dans l'espace de la ville, l'individu se frotte aux autres et se frotte à lui-même ; l'homme y habite dans son rapport à l'autre, ce rapport étant, paradoxalement, constitutif de son individualité.

L'espace, tel qu'il est construit, concrétisé, est ce qui s'édifie de l'entrelacs des altérités, des expériences répétées du rapport à l'autre, de l'interstice avec soi, avec l'autre et avec l'autre de l'autre. L'espace abrite et résulte, comme en échos, de l'ensemble des expériences des distances, des écarts, des amplitudes des fréquentations dans l'enchevêtrement des relations entre individus.

C'est dans le regard porté à cette dimension de l'expérience humaine que l'architecte peut envisager une position, éthique.

Je persiste à croire que notre vocation, notre éthique, réside dans cette attention que nous portons, par delà les programmes, au libre jeu des altérités où s'enracine le jeu du désir. Et je persiste à croire que le désir et la recherche du plaisir et de son au-delà qui construisent l'individu, sauveront le monde du monde de la marchandise et du simulacre.

Mais si je me trompais par optimisme juvénile ? Si un certain urbanisme et une certaine architecture devaient devenir dominants avec la globalisation, et si la société de consommation dirigée s'installait inexorablement, il me resterait peut-être seulement à considérer avec Marcuse qu'il nous *reste la persévérance de croire que les faits ne créent pas un droit, et que la lucidité soutient le défi d'autre chose, là même où il est impossible de voir une alternative.*

Et si devant ce que j'appréhende comme un totalitarisme libéral de la marchandise, j'étais aujourd'hui pessimiste, il resterait un dernier terme commençant par re- ou ré-, mais qui ne signifie ni le retour ni la répétition. Un terme qui n'est ni concept-mar-

keting ni protégé par un copyright, un terme qu'Henri Lefebvre aurait accepté devant le constat que la révolution urbaine avait du retard, un terme qui ne nous déresponsabiliserait pas devant les changements du monde, un terme qui refuserait l'aveuglement de la shopping-planet, un terme qui nous engagerait malgré tout à penser par delà le passé et le présent, et ce terme, c'est « résistance urbaine ». Pussions-nous jamais être contraint d'en arriver là.



Intervention de **Françoise Gaillard**

Philosophe, professeur à Paris VII

Présentation par Thierry VAN DE WYNGAERT

Architecte-conseil du département de la Gironde

Françoise Gaillard enseigne à Paris VII et à l'université de New-York ; elle est membre du comité de rédaction de la revue *Esprit* et a écrit nombre d'ouvrages ou d'articles qui ont notamment pour titres « La modernité en question », « Archéologie de la modernité », « Le Beau aujourd'hui », « La culture populaire et la mondialisation », etc. Tous ces écrits, toutes ces réflexions recourent en partie celles des architectes-conseils. Je n'en dirais pas plus. J'aurais simplement envie de poser à Françoise Gaillard la question : l'architecture a-t-elle un sens ou encore, comment questionner la modernité aujourd'hui ?

Françoise GAILLARD

Bien sûr l'architecture a un sens ! Je préférerais d'ailleurs dire « du sens » pour marquer l'appartenance de cet art, ou de cette pratique, à la sphère du symbolique sans préjuger des contenus de signification dont elle est porteuse et qui, eux, sont fonction des modes de la pensée du moment. Depuis quelque temps, je travaille précisément sur cette question du sens en architecture et j'ai choisi cette période ou ce style, d'ores et déjà dépassé, que l'on a appelé postmoderne. L'exemple est intéressant parce qu'il permet de montrer comment le faire sens en architecture s'est transformé en un faire signal. Mais ce n'est pas de cela que vous m'avez demandé de vous parler aujourd'hui.

Répondant à votre invitation, je vais me livrer à un exercice difficile, à savoir parler à des architectes et à des urbanistes ni de l'architecture ni de la ville, mais aborder la question des mutations à un niveau plus général, situé quelque part entre symptomatologie survolante et réflexion socio-historique sommaire.

Il se trouve qu'hier soir je faisais une conférence au Centre National de la Photographie de la rue Berryer, à l'occasion d'une exposition du travail d'Helen Lewitt, laquelle a passé son temps à photographier la ville, essentiellement celle de New York, et que mon dernier mot, après avoir traité des mutations enregistrées par notre époque et dont la ville est le révélateur, a été pour un appel à une « résistance urbaine ».

Mutations ? Mutations sociales ? Mutations urbaines ? Qu'est-ce à dire ? Pour le petit monde auquel j'appartiens, le sentiment d'une « mutation » a précédé l'usage du mot, et ce à la toute fin des années soixante-dix quand notre paysage intellectuel s'est vu subitement transformé et que toutes nos références ont basculé. Là où était Marx, on a vu apparaître Tocqueville ; là où était Sartre, Raymond Aron ; là où était la philosophie politique, la philosophie morale ; là où était la pensée soupçonneuse, le consensus noué autour de l'évidence des valeurs... Petit à petit, l'analyse de la société en termes de domination et de lutte des classes a disparu au profit d'une vision moins agonistique et plus résignée. Des sociologues, comme Alain Touraine, ont proposé une description spatiale du social, distinguant un dedans et un dehors, et là où il y avait des dominants et des dominés, ils n'ont plus vu que des « inclus » et des « exclus ». Mais ces termes oppositionnels sont eux-mêmes, à l'heure de *Loft story*, déjà caduques. Il n'y a plus aujourd'hui que des « visibles » et des « invisibles ».

La mutation a été encore plus radicale dans nos modes de pensée. Lors d'un colloque consacré à Michel Foucault en juillet dernier, il m'est apparu que le signe le plus évident du changement d'époque, n'était pas le remplacement de certains noms propres par d'autres (idéologiquement opposés), mais le retour chez les jeunes philosophes des mêmes références mobilisées à des fins si différentes, que ce retour marque la liquidation de ce qui nous a nourri et, ce qui est pire encore, l'effacement de nos réflexes intellectuels.

Est-ce parce que j'ai été soumise récemment à des expériences qui prédisposent à la nostalgie (laquelle n'est jamais bonne conseillère) ? Toujours est-il que je partirai d'un diagnostic sommaire, sans être pour autant faux, porté par tous les symptomatologues sur les sociétés démocratiques avancées comme la nôtre. Ce qui les caractériserait, ce serait le vide ! *L'Ère du vide*, tel était le titre de l'essai dans lequel Gilles Lipovetsky analysait le triomphe de la banalité et l'aplatissement, pour ne pas dire l'effondrement, du sens dans tous les domaines, particulièrement dans ceux de l'art et de l'architecture. Il faut

cependant rendre justice à l'auteur de l'essai en précisant que ce constat pessimiste était contrebalancé par une exaltation de la montée de l'individualisme. Au même moment certains philosophes (Vattimo et Alii) déploraient ce qu'ils appelaient « la pensée molle » — traduction de l'italien désignant le contraire de la pensée « forte » —, autrement dit de la pensée qui prenait appui sur de grands systèmes d'interprétation du monde et qui les faisait travailler. Avec l'avènement de « la pensée molle » est devenue forclosée toute possibilité d'interpréter le monde aux fins de le changer... Toute velléité même, puisque le but de la pensée molle est de nous interdire mollement de le vouloir.

On peut caractériser autrement ce grand changement et parler de la fin du paradigme critique, c'est-à-dire de la sortie de la pensée du soupçon qui, nous rendant rétifs à tout « cela-va-de-soi », nous faisait interroger non seulement le sens mais la fonctionnalité de tout discours ou de toute pratique. Ce réflexe intellectuel avait des ancêtres dont le nom est attaché au paradigme critique et donc à une certaine conception de la modernité : Marx, Freud, Nietzsche... Les Bourdieu, Foucault, Barthes, Derrida savent ce qu'ils leur doivent. La pensée soupçonneuse nous apprenait à débusquer les idées reçues, à les retourner sur elles-mêmes, et à les déboulonner. Son plus grand ennemi c'était la *doxa*, autrement dit l'opinion en tant qu'elle s'imposait sous la forme de l'évidence. Roland Barthes s'est illustré dans ce combat. Roland Barthes devenu illisible pour nos étudiants non du fait d'un jargon obsolète — rien n'est plus clair que sa prose — mais en raison précisément de son attitude soupçonneuse. Dès *les Mythologies*, Roland Barthes nous a alerté sur la nécessité de questionner toutes nos évidences (nos petites mythologies) pour découvrir le processus idéologique de naturalisation du sens (historique) qui est à l'origine de l'imposition de cette évidence. Partout où vous croyez qu'il y a de la nature, il y a de l'histoire. Telle était la leçon de ce non donneur de leçons. Sa voix nous manque...

Puisque l'on parlait de mutation, vous savez qu'aujourd'hui nous sommes entrés dans une époque où il n'y a plus que de la nature et plus d'histoire. Perdant son origine historique, toute valeur est naturalisée et donc absolutisée. Il y a le Bien, il y a le Mal. Pas étonnant que l'on fasse retour à la notion de droit naturel, si critiquée par Marx, Nietzsche... Dans le même temps que l'on assistait au raz-de-marée de la pensée molle, on a vu se mettre en place l'adhésion, elle aussi molle, à la pensée libérale et à la religion des droits de l'homme, alias de « la pensée unique ». En 1981, peu de temps après que l'on ait commencé à prendre conscience du changement de paradigme intellectuel, Marcel Gauchet,

le rédacteur en chef de la revue *le Débat*, faisait part de son étonnement réjoui à constater le revirement des intellectuels dont il disait qu'ils étaient passés du clan des plus farouches adversaires des droits de l'homme — et cela dans le droit fil de la pensée soupçonneuse — à leurs meilleurs défenseurs. On a vu naître une sorte de religion des droits de l'homme s'affirmant sans Autre et sans Dehors, ce qui est le propre de l'idéologie. Qui a dit de notre époque que c'était celle de la fin des idéologies ? Il s'est alors instauré dans le domaine de la pensée comme ailleurs, une sorte de confusion fâcheuse entre libéralisme politique et libéralisme économique, confusion à laquelle la philosophie morale importée des États-Unis n'est pas tout à fait étrangère même si on ne peut pas totalement la lui imputer.

Autre diagnostic, ou plutôt autre facette du même : l'effondrement du sens. Cet effondrement est une conséquence de la perte dans notre société de l'intelligibilité de l'histoire, de notre propre histoire, de son mouvement, de son sens. Cette perte de l'intelligibilité de l'histoire provient moins de la disparition du sens de l'histoire, c'est-à-dire de sa finalité, de sa signification finale, que de la disparition de l'historicité en tant que composante majeure du sens de tout fait. C'était pourtant un des acquis forts de la modernité. Du coup, face à tout événement tragique se produisant sur la planète qu'il soit d'origine naturelle ou historique et politique, apparaissent dans nos sociétés démocratiques avancées des réactions purement émotionnelles dictées par la seule réactivité affective. Au fond ce sont les mêmes larmes qui sont versées devant les images des tueries du Rwanda, de l'attentat du World Trade Center, d'un tremblement de terre en Inde ou de la mort de la Princesse de Galles. Le grave dans cette affaire c'est que cette montée en puissance de l'affect et de la réaction immédiate traduit la ruine du symbolique. J'insiste sur le caractère grave de la chose, car la ruine du symbolique (qui est de l'ordre de la médiation) entraîne à terme l'effritement du sentiment de ce qui fait lien dans une société, de ce qui justement y fait symboliquement communauté. En vient du coup à disparaître la notion de bien commun, pilier même de toute conception républicaine de la société. Et la disparition du bien commun me paraît un symptôme de nature à interroger les architectes et les urbanistes que vous êtes...

J'avais initialement prévu de vous parler des conséquences architecturales de cette disparition en opposant l'architecture utopique des Lumières — laquelle cherchait à affirmer ce souverain bien (commun) qu'est la raison, en participant au projet de rationalisa-

tion de l'espace public et en incarnant la rationalité dans le visible — à l'architecture post-moderne des deux dernières décennies qui témoigne par son désir de jouer sur les stimuli (privilège accordé au signal sur le symbolique) de cet effondrement de l'idée abstraite et médiante, de bien commun. Ce sera pour une autre fois.

À la place de ce qui fédérait (utopiquement ?) la communauté, le bien commun, a surgi, sur fond de montée en puissance de la pensée morale, l'évidence du Bien. Les événements dits du 11 septembre l'ont bien montré. Ils ont ressoudé la communauté autour de cette évidence partagée : le Bien (et de son opposé : le Mal), mais ce Bien, valeur morale, n'a rien à voir avec le bien commun tel que l'entendaient les philosophes des Lumières. J'aurais presque envie de dire que c'en est le contraire s'il ne s'agissait pas de deux ordres différents, moral et politique. On pourra y revenir dans la discussion. L'essentiel pour l'heure, est de faire comprendre que ce qui fédérait la communauté dans l'esprit des tenants des Lumières et des partisans de la République, à savoir le bien commun (souvent confondu avec l'intérêt général), a été remplacé par un consensus faible autour de l'évidence du Bien (entendu comme valeur morale). Comme je le disais tout à l'heure, les événements du 11 septembre sont venus confirmer cette mutation qui s'accompagne d'une montée de ce que Castoriadis a nommé l'insignifiance. On attribue généralement la responsabilité de l'effondrement du paradigme critique à la faillite des grands systèmes donateurs de sens et aux récits qui les soutenaient, autrement dit à la faillite des grands mythes émancipateurs hérités de la modernité. Sont ainsi montrés du doigt le marxisme et l'héritage des philosophies de l'histoire, accusés d'avoir débouché sur une barbarie à visage même pas humain. L'historien François Furet dans, son analyse implacable du marxisme et de sa forme politique le communisme, *le Passé d'une illusion*, s'est fait fort de le démontrer. Mais s'il dénonce, après d'autres, cette utopie de la raison que fut selon lui le communisme, il exhorte cependant les démocraties à s'inventer une utopie, sachant trop bien dans quelle résignation à l'insignifiance les sociétés peuvent tomber lorsqu'elles n'ont plus d'horizon d'utopie. Exhortation restée jusque-là lettre morte... Si François Furet, pourfendeur de tout romantisme révolutionnaire, exhorte la démocratie à s'inventer une utopie, c'est qu'il sait trop bien que la seule passion démocratique c'est le bien-être et le confort : la mollesse de la couette des évidences auxquelles on adhère mollement, c'est-à-dire affectivement et non rationnellement. Ce cocooning de la pensée est, en effet, le grand danger qui menace les sociétés démocratiques avancées. Tocqueville l'avait bien

compris en observant la société américaine au début du XIX^e siècle. Ce bien-être, ce confort, on l'attend aussi beaucoup des architectes, des urbanistes, de tous ceux qui modèlent l'espace public et le risque est grand pour eux de répondre à cette demande molle de non dérangement et de satisfaction immédiate.

François Furet, du moins je le pense, savait très bien que sans horizon d'utopie, l'individualisme démocratique risque de basculer dans un hédonisme sans principe et purement jouisseur. Pour ma part, allant souvent aux États-Unis où j'enseigne régulièrement, je me plais à dire que la trilogie qui a remplacé celle dont s'honorait notre République : « Liberté, Égalité, Fraternité », est désormais : « *easy, free, fun* ». Est-ce que l'on peut refonder un contrat social sur une telle trilogie ? Permettez-moi d'en douter fortement.

Il y a grand risque, sans invention d'une utopie qui la refonde fortement, de voir nos sociétés démocratiques basculer dans l'éphémère et le frivole, avec des accès de prurit émotionnel provoqués par des événements tragiques, mais sans suite. On ne peut pas ne pas être frappé de constater qu'après de grands élans d'émotivité publique, de fortes réactions émotionnelles collectives, rien ne s'en suit. Tout ce qui est arrivé est vécu sur ce mode qui servait de titre à certains chapitres de romans au XIX^e siècle, chapitres déconnectés de l'intrigue, et donc du sens de l'histoire : « D'où rien ne s'en suit ». L'Afghanistan fait disparaître le Kosovo, lequel fait disparaître le Rwanda, lequel fait disparaître...

Même les idéologies se trouvent recyclées pour être prises dans l'orbite de la mode. En fait, ce changement, cette mutation est profonde, lourde de conséquence et beaucoup moins frivole que le mot de « mode » pourrait le laisser penser. Certes, la mode est devenue le principe recteur ou, si l'on préfère, le principe axial de nos sociétés, ce qu'avait déjà anticipé Baudelaire et son meilleur interprète, Benjamin, mais sa promotion accompagne et favorise la montée en puissance de l'individualisme et le sacre de la société civile. Car c'est bien à un tel sacre que nous assistons, et c'est lui que nous ressentons, à tort ou à raison, comme la fin du politique. Certes la société civile n'est pas exempte d'attachements forts à certaines valeurs qui trouvent à s'inscrire dans l'idéologie des droits de l'homme : l'équité (terme qui a significativement remplacé celui, républicain d'« égalité »), la solidarité (terme qui lui aussi a remplacé de façon significative un autre principe républicain, la « fraternité »), mais elle est avant tout soucieuse d'elle-même et de son fameux « bien-être ». Ce qui la fait réagir, c'est tout ce qui la touche ou pourrait la toucher au sens

psychologique du terme (ce qui l'émeut) mais aussi au sens physique (ce qui pourrait la frapper, l'atteindre). Avez-vous noté la réaction des gens interrogés au lendemain de l'attentat contre les Twin Towers : « Il faut être avec eux parce que cela pourrait nous arriver » ? Le souci ou le concernement s'arrête à la proximité. Mais, droits de l'homme aidant, cette proximité s'élargit à l'humanité souffrante (et non combattante ou militante). L'humanitaire a fait son beurre de la débâcle des discours ou des aspirations à référent révolutionnaire ou, à tout le moins, manifestant une volonté de mutation de l'organisation économique et sociale.

Normal que l'on assiste (dans les démocraties avancées !) à la fin de l'âge héroïque des idéologies qui exigent l'abnégation voire le sacrifice de l'individu pour des valeurs collectives supérieures au nombre desquelles la liberté, la patrie... On veut des guerres zéro mort... Ces idéologies qui transcendaient l'individu ont été minées par l'individualisme hédoniste. La solidarité a remplacé l'exigence de justice sociale, l'associativisme a remplacé le militantisme syndical ou politique. On ne rêve plus d'une société autre — cette finalité des utopies révolutionnaires — et on travaille encore moins à son avènement ! Avant les attentats du 11 septembre, j'avais regardé sur une chaîne de la télévision américaine, un débat opposant politologues et hommes politiques démocrates et républicains, lesquels s'entendaient au moins sur ce point : l'Amérique était désormais sans Autre. Cela peut faire sourire aujourd'hui, sauf à comprendre que cela signifiait moins que l'Amérique n'avait plus d'ennemis, que le fait qu'il n'y avait pas d'alternative à la démocratie libérale exemplairement représentée par l'Amérique, en un mot qu'il n'y avait pas d'alternative au mode de vie américain. C.Q.F.D. Inutile de se bercer d'utopies : la démocratie libérale est sans ailleurs. Tel est le credo actuel. Nous sommes arrivés au bout du chemin tracé par la modernité lumineuse. Certes, tout ne va pas pour le mieux au sein de la démocratie libérale mais c'est affaire de réformes, d'aménagement, de médecine douce. Pour le reste, résignons-nous : il n'y a pas de contre modèle, du moins pour nous occidentaux. C'était déjà la leçon administrée par Fukuyama, d'où le succès rencontré par son essai *la Fin de l'Histoire*. Il nous y était dit que nous étions arrivés à la fin de l'histoire et que la démocratie (qui marque en occident cette fin) n'avait plus qu'à s'étendre sur toute la surface du globe. C'est cela aussi la globalisation. Aujourd'hui Fukuyama persiste et signe.

Conséquence de l'effacement de l'ailleurs et de la fin de tout rêve d'alternative sociale et politique, tout est désormais vécu sur le mode de la fatalité. La démocratie libérale transforme en effet le libéralisme en loi naturelle. Et la loi du marché s'impose (et s'intériorise) comme une nouvelle loi transcendante contre laquelle on ne peut rien. La politique ou plutôt les politiques y sont eux-mêmes asservis. Voici pour les aspects négatifs à méditer...

En contrepartie, on peut constater que la société civile devient plus autonome (à l'intérieur bien sûr du cadre contraignant de la loi naturelle du marché). Elle sait mieux se mobiliser autour de ce qui la touche, à savoir l'environnement, l'école, l'enfant, la sécurité... surtout la sécurité! Proximité, proximité! Le côté positif d'une mutation envisagée jusque là sous ses aspects négatifs, c'est l'orientation vers une démocratie de participation très attachée aux droits des particuliers. Très attachée aussi à la qualité de la vie; vers une société qui exprime ses aspirations en dehors des organisations syndicales et politiques traditionnelles; vers une société qui sait à tout moment saisir le droit pour se défendre, même contre l'État, voire contre toute les collectivités organisées.

Corrélativement, la chute du militantisme, comme a pu le montrer Lipovetsky, suppose moins d'investissement des causes politiques sur un mode religieux — on ne peut que s'en réjouir — moins aussi de vulnérabilité aux délires hystériques de la mobilisation totale ou aux discours eschatologiques des guerres saintes (révolutions). Cela ne va pas sans creuser l'écart avec des cultures différentes de la nôtre comme les récents événements l'ont montré. L'*homo democraticus* n'est pas prêt à mourir pour ses idées. Un récent sondage l'a confirmé.

La fin des grands systèmes de pensée et le phénomène de globalisation qui a suivi ont eu pour effet un repli sur l'espace privé, lequel a tendance à tout absorber. On pourrait donner de nombreux exemples empruntés au domaine de la famille, du travail, des loisirs... Nulle part les finalités supérieures ne semblent surplomber. Ce qui compte désormais, c'est le bonheur privé. C'est aussi l'affirmation de l'individualité d'où la mode de la « customerisation ». D'où aussi la mobilisation passagère pour des causes dictées par la réactivité émotionnelle, ce que l'on pourrait appeler le fonctionnement au feeling. On est plus disposé à faire la charité qu'à se battre pour l'effectivité de la justice. Et l'on devrait relire la petite mythologie que Roland Barthes consacra en 1954 à l'abbé Pierre, elle semble

écrite pour nous, surtout dans son final : « et je m'inquiète d'une société qui préfère les signes de la charité à la réalité de la justice. »

Or telles sont nos sociétés. Sociétés de pragmatisme, lesquelles acceptent tout naturellement la compétitivité dérégulée comme l'a bien montré le jeu télévisuel *Loft story*. Sociétés qui acceptent la loi du profit pour en avoir fait une loi naturelle. Sociétés où le luxe peut s'étaler sans complexe. Sociétés qui trouvent ses repères sociaux dans l'affichage des marques ; rien là que de normal puisque ce qui la surplombe c'est la loi de l'économie marchande et sa volonté de puissance globale.

Mais dans le même temps, ces sociétés (les nôtres) sont traversées d'inquiétudes nouvelles, de mal-être, de frustrations, de fragilisations psychologiques comme l'ont montré les travaux du sociologue Ehrenberg. Pour preuve la solitude éprouvée au moindre choc du réel. Le besoin de refaire corps par les larmes, par le deuil. Dès que se produit une catastrophe, on recourt aux psychologues, ces chamans des démocraties avancées, aux psychotropes, ces remèdes de l'âme. Cette fragilisation est le revers de l'individualisation, le revers de l'effondrement du lien collectif, le revers du lien communautaire, le revers de la perte du sens — du sens historique notamment —, le revers de la ruine du symbolique. Privées d'accès à l'intelligibilité de ce qu'elles vivent, esclaves d'une conception fataliste des maux qui les frappent et des lois qui les régissent, nos sociétés s'arc-boutent sur leur foi dans la valeur de la morale. La seule chose susceptible de les rassurer et de les conforter, c'est de croire à l'évidence du Bien, de ce bien que leur modèle politique, la démocratie libérale, incarne. On a récemment vu à l'œuvre aux États-Unis le pouvoir galvanisant de la certitude, de l'auto évidence du Bien, d'être du côté de ce Bien.

Une question grave se pose alors et je terminerai sur son énoncé. La mutation que nous constatons est-elle due à la faillite des grands systèmes et d'une certaine façon à l'échec du paradigme moderne, ou n'est-elle qu'une étape dans l'évolution de ce même paradigme ? Pour répondre à une telle question, il faudrait d'abord pouvoir dire ce qu'est la modernité. Or on le sait, c'est une notion très difficile à cerner. Nos vieux manuels d'histoire désignaient sous le nom de « temps modernes » la période qui succédait au Moyen âge. La modernité, toutefois, ne se laisse pas si facilement tracer. Ses moments d'émergence varient selon que l'on considère tel ou tel de ses domaines d'application. Ainsi la modernité philosophique peut-être dite contemporaine de Descartes ; la modernité poli-

tique de la philosophie des Lumières ; la modernité esthétique du XIX^e siècle. Mais toutes ces modernités ont un point en commun, que résume peut-être l'attitude de Descartes. Qu'a fait Descartes ? Il n'a pas dénoncé comme faux tout ce qu'un enseignement scolastique lui avait appris, il a simplement déclaré qu'il le mettait en doute et que désormais il ne tiendrait pour vrai que ce qu'il aurait refondé par le seul exercice de son jugement. Cette revendication de la liberté du jugement, cela s'appelle l'autonomie. Et c'est cela la modernité : l'accès à l'autonomie. La sortie hors d'une société hétéronome, c'est-à-dire d'une société où les valeurs ne sont telles que pour être imposées par la tradition et transmises par les pères, où les valeurs ne sont telles que parce qu'elles sont inquestionnables. La modernité, au contraire, est une remise en question permanente des évidences et une refondation constante des valeurs par le jugement. Autonomie, tel est le maître mot de la modernité, on le voit à l'œuvre jusque dans le domaine esthétique. Autonomie contre hétéronomie. Cela veut dire aussi que la modernité est une laïcisation de la vision du monde. Le raccourci est peut-être un peu brutal mais il s'entend pour peu que l'on comprenne que la laïcité n'est pas le combat contre la religion mais la séparation des sphères d'activité. Pour le dire autrement : le fait que la vie sociale et politique ne soit plus structurée par le religieux. La conséquence pour l'individu, de cette autonomisation des sphères de l'activité sociale, c'est qu'il a à se construire par l'appropriation du privé, par la conquête de son intériorité. Le moi moderne est né de cette appropriation et de cette conquête. Le prix à payer pour cette naissance c'est le sentiment d'une détotalisation du monde, d'un éclatement des valeurs, mais l'angoisse et l'impression de solitude qui pourraient en résulter ont été longtemps compensées par une double promesse qui fait aujourd'hui figure de mythe : le mythe réunificateur par sa portée universelle du progrès ! Et le mythe, lui aussi universalisable, de l'émancipation. Ce sont ces deux mythes qui ont fait long feu. La culture individuelle tend à se recomposer autour de la construction de son image et autour de la consommation (notamment des marques). Alors que l'individu moderne, comme je l'ai dit, se construisait par la conquête de son intériorité (voir tous les romans du XIX^e et même du XX^e siècle), l'individu (postmoderne ?) tente de se construire par projection d'images de soi en extériorité (*Loft story*, jeux de rôles...). Il s'affirme dans un usage purement consommatoire des choses, ce qu'ont bien compris les industriels du loisir et de la culture qui exploitent ce nouvel ethos démocratique qui veut qu'hédonisme rime avec consommation. Le président des États-Unis, dans son cynisme apparemment naïf, touchait juste en invitant les Américains à consommer pour manifester leur civisme. La

consommation est au cœur de la démocratie libérale qui, à force d'être « avancée », est « arrivée » et devenue hédoniste.

Comment nos sociétés en sont-elles venues à troquer l'idéal d'émancipation dont se fortifiaient les aspirations individuelles et se consolidait le lien social, à ce repli individualiste sur les jouissances de type consommation ? L'émancipation n'était peut-être une valeur forte que pour autant que l'on croyait aux promesses d'un futur à construire. Si tel est le cas, l'effondrement des grands récits de type messianique ou eschatologique en a sapé les fondements. Toute la réflexion conduite par les intellectuels sur les perversions de l'utopie aussi. Mais il y a sans doute une autre raison qui explique l'individualisme actuel, cet individualisme d'un type tout nouveau qui ne se reconnaît pas dans la chose publique parce que pour lui le collectif ne représente plus un enjeu comme c'était le cas aux temps modernes, quand il ouvrait la porte à l'autonomie. Autrefois l'affirmation de soi supposait qu'on s'arrache à toutes les pesanteurs. L'individualisme se confondait alors avec l'émancipation. L'école jouait alors un rôle important. Aujourd'hui l'individualisme apparaît comme une chose acquise (et non plus à conquérir), à la limite, comme le dit Gauchet, une chose subie plus que voulue. Voilà pourquoi on assiste à la réappropriation de tout ce que les philosophes de l'émancipation avaient voulu dépasser, à savoir les réenracinements dans des appartenances communautaires ou religieuses. Autrement dit l'hétéronomie n'est plus une menace comme au moment militant de la modernité. Elle ne représente plus ce contre quoi il faut lutter. Cela entraîne une conception nouvelle de l'individualité et une autre façon de l'affirmer. Alors qu'on ne devenait individu qu'en s'arrachant à tous les déterminismes afin de s'élever jusqu'à l'universalité (époque moderne), aujourd'hui les identités se construisent, au contraire, par ce à quoi on appartient, par ce à quoi on croit, par ce dans quoi on choisit de se réenraciner (époque postmoderne). D'où ce phénomène nouveau qui n'est pas la moindre des mutations de nos sociétés : les croyances, les appartenances jugées autrefois par la modernité comme aliénantes et revendiquées aujourd'hui comme individualisantes. Ce n'est pas un retour en arrière. L'Histoire ignore ces retours. Il s'agit, comme le dit encore Gauchet qui tire la sonnette d'alarme, d'une revendication, d'une volonté affichée par les individus de faire de leurs appartenances et de leurs croyances, notamment religieuses, la marque même de leur identité. Mais cette foi revendiquée et non plus imposée par les pères, a toute chance d'être plus intransigeante. Là est le danger. Danger dans les pays où les individus ont le

sentiment de ne pas voir leur identité reconnue ; danger dans nos sociétés démocratiques avancées qui laissent une part de la population en mal d'identité.

Un remède : redonner du sens et de la valeur au principe d'autonomie, lequel a pour corollaire l'émancipation. Mais pour cela il faut que les démocraties avancées trouvent une façon non mythologisante de travailler à reconstruire ce qui a été détruit par la perte de l'horizon d'utopie promis par la modernité. Cela passe avant tout par la reconstruction de la voie d'accès à l'intelligibilité du réel, c'est-à-dire par la restauration du paradigme critique et par la réappropriation de la dimension historique du sens. C'est à ce prix que nous aurons une approche historique de ce qui nous arrive et que nous sortirons du fatalisme postmoderne. Mais commençons par nous défaire de nos prurits de mémorisation. Arrêtons de jouer la mémoire, cette crispation archaïque sur le passé, pour accéder à l'histoire et à ce qui en elle produit du sens. Sinon nos sociétés courent deux risques : soit d'être plongées dans une mélancolie inguérissable, soit de basculer dans la légèreté de l'être. Dans les deux cas, de devenir des proies faciles pour ceux qui confusément ont compris à quelle fragilisation nous exposait la définition nouvelle de l'individualisme, de cet individualisme qui se construit en se réappropriant tout ce à quoi la modernité en quoi se confond notre culture, a voulu nous arracher.

Il y a là une tâche urgente. Et urbanistes et architectes sont parmi les mieux placés pour s'y atteler.

D é b a t s

Rémy BUTLER

Architecte-conseil (sans affectation)

Merci au bureau de nous avoir fait un tel panel d'intervenants et, puisque l'on parlait à l'instant d'appartenance à une collectivité, je me réjouis beaucoup de faire partie de la nôtre et de voir à quel niveau vous avez placé les débats. Tellement haut que j'ai simplement peur que l'on se casse les chevilles en redescendant dans nos pratiques. Cette conscience de l'univers dans lequel on évolue me semble extrêmement profitable. Et pour continuer de dévider le fil dans notre direction, je pose la question de savoir quel rapport a le bien commun dont parle Françoise Gaillard avec la notion d'intérêt général qui est le fondement de l'intervention de l'État sur le terrain, qui est aussi le référent — par une loi ancienne — de notre métier dit « d'intérêt public » ?

Jean-Paul SCALABRE

Architecte-conseil du département de la Somme

Je souhaite simplement obtenir ou risquer un éclaircissement quant au statut du rationalisme. Si la modernité est l'avènement d'une autonomie — donc d'une démarche rationnelle — on pourrait formuler l'hypothèse que l'échec des grands récits messianiques évoqué n'est que l'échec d'un certain type de rationalisme, celui d'une pensée dogmatique qui prétend exprimer une vérité scientifique de la nature humaine et de l'histoire. La reconstruction d'un discours intelligible sur l'histoire passe par la défense d'un nouveau type de rationalisme qui ferait une fois pour toute son deuil des utopies pour adopter une démarche rationnelle basée sur une approche sceptique et critique du réel et userait ainsi de la raison avec prudence. Ce rationalisme critique s'oppose à la logique en vigueur aujourd'hui, celle d'un nihilisme ou d'un relativisme absolu des valeurs. Une confrontation, un débat doit s'engager entre ce nihilisme contemporain hérité du postmodernisme et le rationalisme critique.

Joanna FOURQUIER

Architecte-conseil du département du Rhône

Vous nous avez brossé le portrait d'une société qui touche à sa fin, dont l'individualisme est en réalité un égoïsme, dans un tableau plutôt pessimiste. Aussi j'aimerais que vous reveniez sur l'une de vos dernières phrases, plus tournée vers l'avenir, quand vous parlez de travailler sur la reconstruction de l'intelligibilité du réel. Pourrait-on aller plus loin dans ce sens ?

Françoise GAILLARD

La première question est extrêmement difficile. Qu'appelaient-on le bien commun ? Cette idée est d'ailleurs héritée de la pensée des Lumières qui stipule que la raison est la chose du monde la mieux partagée du monde et donc doit surgir de la confrontation des individus — qui ont tous des intérêts particuliers à défendre — quelque chose qui excède ces intérêts particuliers et qui n'est pas l'intérêt général, mais qui serait de l'ordre de la rationalité. Le souverain bien serait la somme des intérêts particuliers, du moins l'espèce de compromis qui pourrait être fait à partir d'intérêts particuliers. Le bien commun transcenderait l'intérêt général pour en faire quelque chose qui serait de l'ordre du souverain bien : quelque chose qui est au cœur même de cette notion de *res publica* que la culture anglo-saxonne, d'ailleurs, ne comprend absolument pas. L'intérêt général chez elle a tendance de plus en plus à s'émietter en guerres de lobbying, l'intérêt général étant pour finir le lobby qui l'emporte sur les autres. Je distinguerais cette idée du bien commun et du commun bien, comme une catégorie transcendante de l'intérêt général qui aurait, lui, une dimension plus pragmatique et qui entrerait dans des discussions où un compromis peut être passé. Dangereux, le bien commun peut tirer du côté de ces utopies, avec tout ce qu'elles ont représenté de catastrophique au xx^e siècle, mais rejoint aussi la notion de l'universel. Et je crois qu'on ne peut pas jeter le bébé de l'universel avec l'eau du bain de la faillite de certaines utopies de la raison.

Ce que vous dites — deuxième question — à propos de la rationalité est vrai : il y a eu, à la relecture de l'histoire et au vu des faillites des utopies de la raison, des systèmes totalitaires — ce moment où la raison semble se retourner contre elle-même — transformation de la raison qui est le propre de l'homme en quelque chose de proprement

inhumain. Dans le domaine qui est le vôtre, on peut aussi voir les dérives de cette rationalité. Dérive déjà en germe à l'émergence de cette conception lumineuse du monde dans la Cité idéale représentée par ce magnifique tableau du Quattrocento. De la Cité idéale jusqu'à la Cité radieuse et aux tours de Sarcelles, on verra se dessiner une dérive qui apparaît presque inéluctable. Faut-il dès lors basculer dans le nihilisme ? Je ne le crois pas. Ce penchant de la rationalité est-il inéluctable ? Pas sûr ! Opposer à cette rationalité un système de valeurs morales n'est pas une manière de répondre à la question. Pas plus que le doute, la suspicion sur la raison nous permet de construire un futur. Je pense que la seule manière de s'en sortir — et c'est une réponse à la troisième question — est d'avoir en permanence une attitude critique. Ce qui a le plus disparu de notre horizon, c'est véritablement la dimension critique : ne plus être dans un système d'adhésion aux valeurs sur le modèle de la foi mais être dans un questionnement permanent et donc, porter la question sur la rationalité elle-même : sur son pouvoir, sur ses limites, comme une sorte de contrôle.

Alors nos sociétés sont-elles égoïstes ? On pourrait soutenir le contraire. Voyez comme elles sont pleines d'altruisme : il se produit une catastrophe et elles donnent de l'argent, des vêtements, du sang... Elles donnent mais en dehors de l'efficacité de ce geste, sans réelle interrogation sur les raisons pour lesquelles on en est arrivé là ! Ces gestes altruistes — et je pense à ces sacs de riz collectés pour tel ou tel pays d'Afrique — me font penser à ces chats qui machinalement grattent le sol pour enfouir leurs excréments sans jamais se retourner pour constater l'efficacité de ce geste, même quand ils s'oublient sur le carrelage de la cuisine... Ils grattent par simple habitude : ils ont accompli le geste et le reste est sans importance. Je vise encore, dans ce retournement de l'histoire en nature, le fait que tout est vécu aujourd'hui sur le mode d'une catastrophe naturelle. Jean-Paul Sartre nous disait : « il n'y a pas de catastrophe naturelle ». Il entendait par là que les conséquences ne sont pas du tout les mêmes selon les différents points du monde, revenant au « tout est historique » de Barthes, Foucault... Ce qui s'est produit est l'inverse, par effondrement, justement, du lien d'intelligibilité à l'historique de l'événement. Si vous essayez aujourd'hui d'intégrer un événement dans une chaîne signifiante — et c'est ça l'histoire — on va vous accuser de le justifier, donc de l'excuser, donc de le légitimer... L'intelligibilité est maintenant frappée de soupçon. Donc, il ne peut plus y avoir que de l'émotionnel. Il faut retrouver le sens de l'intelligibilité par la distanciation, par l'analyse, par la critique, c'est-à-

dire par la mise en crise de ce qui nous apparaît évident : une interrogation permanente du réel. Rien à voir avec cet aplatissement qui nous oblige aux réactions que nous constatons et qui produit toutes sortes d'amalgames. Nous sommes de fait privés de la possibilité même de commencer à accéder à l'intelligibilité. Partout et dans votre travail : interrogez la ville comme concept auquel il faut redonner de la lisibilité. Que ceux qui l'habitent accèdent à l'intelligibilité du lieu ! Un petit exemple remontant à la Rome antique où officiait l'aruspice en charge de prédire l'avenir. Pour ce faire, il traçait avec un bâton un espace sur le ciel (*templum*) et considérait comme signifiant toute apparition dans ce cadre : et c'est à partir du vol des oiseaux dans le *templum* que l'avenir pouvait être lu. À son image, l'urbaniste trace au sol une sorte de *templum* où il doit se reconstituer du sens, un espace fortement chargé de densité symbolique et signifiante. Et c'est de cette manière là que pourra se reconstruire de l'intelligibilité.

Bertrand DUBUS

Architecte-conseil du département du Haut-Rhin

Est-ce dans le consensus que l'on doit pouvoir trouver les prédispositions à inscrire ce *templum*, ce lieu chargé de sens ?

Marie-Hélène BADIA

Architecte-conseil du Pas de Calais

Il y a un mot que vous n'avez pas prononcé, c'est le mot travail. Quelle intelligibilité du réel peut-on espérer trouver quand il n'y a pas d'intelligibilité du travail pour bon nombre de gens ? Mon autre question concerne les quartiers d'habitat social : l'individualisation n'aurait-elle pas conduit à l'explosion, du moins à la perte de sens de ces quartiers qui réunissaient hier des gens d'une même classe sociale et souvent autour d'un même employeur ? Par rapport à toute cette cohérence aujourd'hui révolue, où nous mène l'individualisation à l'œuvre dans ce patrimoine ?

Françoise GAILLARD

On a malheureusement l'impression que l'individu n'est plus défini par le travail. On a assisté sur ce point à une mutation du vocabulaire : par exemple, on parlait autre-

fois de « travailleurs immigrés » puis le mot travailleur est tombé et il n'y a plus eu que des immigrés ! Parce qu'il n'y avait plus de travail, bien sûr ! C'est une réalité mais c'est aussi symboliquement signifiant. L'individu dans la mutation de nos sociétés ne se définit plus par le travail mais plutôt par le loisir ou différents types d'appartenance, sportive ou autres... Le travail comme valeur constituante de l'individu a disparu. Cela crée d'ailleurs des traumatismes profonds : c'est toute une culture qui disparaît. Le travail devient presque accessoire.

Concernant ces quartiers d'habitat social, l'intégration se faisait par l'accès au travail et l'idée d'une sorte de promotion à travers le travail : quelque chose de l'ordre de l'émancipation. Que reste-t-il quand tout cela s'effondre ? Une sorte de désespérance ou bien une tentative de reconstitution d'une individualité par la récupération, elle post-moderne, de lambeaux d'une culture de type hétéronome que l'on revendique volontairement et à partir de quoi l'on essaie de se re-fabriquer une identité que le modèle d'intégration par le travail — ou d'émancipation par l'universel — ne peut plus fournir. Et c'est là le drame.

Intervention de **Pierre Dubois**

**Maire adjoint en charge de l'urbanisme,
représentant René Vandierendonck, maire de Roubaix**



Je suis très heureux de vous accueillir à Roubaix en lieu et place de Monsieur Vandierendonck retenu par des travaux en communauté urbaine et qui m'a demandé de venir vous parler. Je le ferai sur plusieurs registres : celui d'une personne arrivée à Roubaix en 1962 et très vite devenu un modeste acteur dans la transformation et le renouvellement de cette ville. Je mettrai donc dans mon propos beaucoup de vécu et de ressenti par rapport à ce travail de près de quarante ans accompli dans cette ville. Je vous ferai part également d'un certain nombre de convictions mais aussi d'interrogations.

La première chose que je voudrais vous dire c'est que vous êtes ici dans une ville qui depuis quarante ans n'arrive pas, n'arrête pas de se transformer, de se renouveler et ce n'est pas fini.

La ville de Roubaix s'est construite en pratiquement cinquante ans, entre 1830 et 1880 : une cité qui a littéralement explosé à l'occasion de la révolution industrielle et qui depuis quarante ans n'arrête pas de se transformer. Quand je suis arrivé à Roubaix, j'habitais juste à côté d'ici, dans ce que l'on appelle « l'os à moelle », cet énorme immeuble collectif qui livrait ses premiers logements alors que l'on creusait le centre commercial de Roubaix 2000 aujourd'hui occupé par un centre de magasins d'usine. Pendant les premières années de ma vie roubaisienne, j'ai entendu les métiers à tisser de cette usine où nous sommes aujourd'hui, Motte-Bossut, château d'industrie alors actif : on y tissait et y faisait les trois huit, quelques années avant que ce bâtiment ne devienne les Archives du monde du travail. C'est une première impression que j'aimerais vous livrer : celle de la durée. Je suis extrêmement frappé par l'importance de la durée dans cette exigence de

renouvellement, dans ce sentiment extrêmement prégnant pour des responsables locaux de traiter à la fois l'urgence, de rattraper les erreurs de l'histoire et d'apporter, très modestement mais aussi de façon très volontariste, un certain nombre de réponses ou de solutions aux transformations d'une ville et aux conditions de vie de ses habitants... Action qui s'opère avec des exigences de qualité, de modernité, d'innovation en rapport avec la réalité de cette ville — certes à nulle autre pareille — qui vit nombre de problèmes bien connus : une ville de culture d'immigration avec un tissu social composé de représentants de plus de quarante nationalités. Et c'est là le deuxième élément sur lequel je voudrais attirer votre attention.

Le troisième, c'est le dynamisme d'une ville — et je pense qu'il n'y en a pas beaucoup comme cela — qui depuis quarante ans a expérimenté, mis en œuvre mais aussi subi les politiques publiques en matière d'habitat, d'urbanisme, d'aménagement... quand elle ne les a pas anticipées, éprouvées ou élaborées. On a tout connu ; on a tout essayé à Roubaix. On a connu aussi pas mal d'échecs. On a vécu dans les années soixante l'une des plus grandes opérations de rénovation urbaine au cœur de la ville, ici même, laquelle a consisté à démolir et reconstruire quatre mille logements qui enserraient précisément cette usine au centre de Roubaix. Une opération de rénovation urbaine de même type que celles de Saint-Sauveur à Lille, Mériadeck à Bordeaux... C'est le premier épisode de cette longue story en matière de renouvellement. Nous avons ensuite connu des opérations massives de résorption d'habitat insalubre dans les années soixante, début soixante-dix, pour remédier à cette situation choquante, la ville comptant des milliers de ces logements insalubres et vétustes — douze mille exactement — pour lesquels il était à l'époque impensable d'imaginer d'autres partis que la démolition. Soit dit en passant, il y a aujourd'hui sur le territoire de la métropole une opération programmée d'amélioration de l'habitat portant sur la restructuration et la réhabilitation des courées, témoignant s'il le faut de l'évolution de l'action et d'un autre regard posé sur le bâti. Autre épisode dans cette longue histoire de la transformation de la ville, les balbutiements et les questionnements émis dans les années soixante-dix, quatre-vingt, sur la fabrication de la ville nouvelle dans une ville ancienne pour coller à la stratégie mise en place par les pouvoirs publics de l'époque — avec le Fonds d'aménagement urbain — de développement des villes nouvelles, dont celle de Villeneuve d'Ascq à côté de chez nous, laquelle suscitait un certain complexe et

nous incitait à vouloir disposer des mêmes moyens pour essayer de tricoter, rattraper, réaménager notre ville.

De cette action et de ces interrogations est née l'idée de disposer de moyens spécifiques avec la revendication d'un établissement public d'aménagement sur Roubaix, puis Roubaix-Tourcoing, qui a débouché et s'est inscrit dans le grand projet urbain à la fin des années quatre-vingt-dix, devenu aujourd'hui grand projet de ville.

Tout cela pour vous dire qu'on a tout essayé en quarante ans : nous nous sommes battus pour mobiliser le maximum de moyens et d'intelligence mis à disposition par les politiques publiques dans une ville qui a eu à assumer, dans le même temps, les conséquences de la disparition d'une industrie textile qui représentait encore trente mille emplois il y a vingt-cinq ans et aujourd'hui quatre mille emplois. Dans une ville qui a eu également à assumer une transformation sociale extrêmement forte, avec des situations critiques qui l'ont bousculée et mise dans l'obligation de réagir.

Il n'y a pas de hasard dans les réponses apportées : celles-ci reposent sur une nécessité et une obligation d'être sous-tendu par un projet politique et une volonté politique forte. Traiter l'urgence, anticiper sur des évolutions profondes, impose d'être clair dans sa tête, clair sur son projet et de s'entourer d'un maximum de compétences. Au bout d'une trentaine d'années, nous pouvons considérer que nous avons acquis un peu de savoir-faire, beaucoup d'exigences et une volonté redoublée pour s'arc-bouter sur quelques éléments simples et clairs qui sont autant d'exigences :

- Dire que Roubaix a besoin dans l'ensemble de ses projets d'une exigence globale de qualité : qualité de l'habitat et de l'espace public, car nous avons à faire face à un certain doute de la part des habitants quant à la qualité de leur cadre de vie.

- Prendre appui sur nos ressources, à commencer par notre population dans sa diversité, ses problèmes et son exigence à participer dans l'élaboration et la conduite des projets urbains. L'Alma-Gare évoquée tout à l'heure fut ainsi un symbole de cette participation qui doit conduire à une maîtrise d'ouvrage collective, à une véritable coproduction.

- Avoir la possibilité de travailler dans la durée avec des moyens contractualisés, sur des règles du jeu stables, sans remise en cause perpétuelle au nom de telle ou telle logique d'institution ou de pouvoirs publics ou à l'occasion de tel ou tel événement conjoncturel. Inscrire notre action dans la durée dans le cadre d'un projet de territoire reposant sur

une règle du jeu claire et avec des moyens partagés avec nos partenaires, communauté urbaine, région, département, pouvoirs publics.

Avoir une capacité d'évaluation de nos pratiques pour éviter de répéter un certain nombre d'erreurs. L'expérience nous a conduit à beaucoup d'humilité et de lucidité. Ainsi l'Alma-Gare considérée dans les années soixante-dix comme une opération phare en matière de concertation et de participation des habitants, est une opération que nous revisitons aujourd'hui pour savoir comment reprendre, restructurer cette même opération dans un contexte urbain qui a complètement changé.

Quel est maintenant le résultat de cette politique ? Je vous répondrai qu'au bout de quarante ans, nous sommes arrivés à 40 % de ce qu'il y faudrait faire ; nous ne sommes même pas arrivés au milieu du chemin... Nous devons tous les jours nous battre, véritablement nous inscrire dans une course contre la montre, gérer des phénomènes qui parfois nous dépassent... Constater que l'inertie ou les contraintes de telle ou telle politique publique ou institution ne sont absolument pas adaptées au rythme de notre ville. C'est un combat permanent et passionnant dont on ne sait pas bien s'il en sortira le Roubaix du XXI^e siècle. Roubaix qui s'est faite à l'origine en moins de cinquante ans...

Un dernier point pour terminer sur une note optimiste : il était impensable il y a trente ou quarante ans de parler aux habitants de Roubaix de la qualité de leur ville, de la qualité du bâti, des espaces. Aujourd'hui, vous voyez dans des comités de quartier des gens discuter et débattre au niveau même des procédures, de ZPPAUP... Se mobiliser pour le réaménagement du canal de Roubaix ! Un canal hier oublié parce que complètement associé au travail d'autrefois, un travail ouvrier sur lequel on a longtemps fait l'impasse. On rencontre aujourd'hui des gens parmi les plus modestes qui ont des avis sur des sujets apparemment techniques et professionnels et qui font preuve par leurs remarques d'une sensibilité extrêmement forte ou qui expriment une fierté sur des transformations d'usage de bâtiments industriels. C'est vrai pour Motte-Bossut comme pour La Condition Publique, énorme structure ancienne de conditionnement de la laine appelée à devenir lieu culturel dans le cadre de l'année 2004 avec Lille, capitale européenne de la Culture. Vrai aussi pour la piscine devenu un musée inauguré ces jours-ci. Il y a véritablement une capacité de regard des habitants de cette ville sur leur ville qui me rend très optimiste.

Autre élément d'optimisme : la richesse des cultures de l'immigration que je vois à l'œuvre chaque jour, en termes de vitalité et de lien social, quelles que soient les difficultés qui parfois font la une des journaux. Cet apport de l'immigration dans une ville comme Roubaix fait partie de la ville, de l'histoire de cette région au carrefour de plusieurs pays. Je voulais terminer par cette note d'optimisme car on peut trouver à Roubaix beaucoup de motifs à nous désespérer mais tel n'est pas du tout mon cas.

D é b a t s

Pierre BOLZE

Architecte-conseil du département de la Sarthe

La loi SRU (solidarité et renouvellement urbain) qui se met en place essaye de prendre en compte la complexité de l'urbanisme. À votre avis et de votre expérience de plusieurs décennies, qu'est-il préférable : avoir un cadre législatif très structuré qui canalise l'action mais qui peut aussi empêcher certaines initiatives ou bien – et peut-être est-ce ce que vous avez vécu ? — une absence de cadre compensée par une volonté politique et locale forte où toutes les expériences sont possibles ?

Pierre DUBOIS

Vous abordez là un point vraiment important. Nous nous sommes battus sur la loi SRU avec Alain Cacheux, parlementaire lillois qui fut à plusieurs reprises rapporteur sur le budget du logement, sur deux points essentiels dont un nous tient particulièrement à cœur et nous correspond : le fait d'accentuer ou d'élargir en terme de décentralisation la compétence logement et habitat au niveau des structures intercommunales parce que c'est ici le problème majeur. Comme dit René Vandierendonck : « on joue aux quatre coins ». Que se passe-t-il tous les jours dans la métropole lilloise ? Chacun essaie de se refiler ses pauvres ! On va même jusqu'à proposer aux communes voisines de payer pour prendre

ses pauvres. La mixité sociale est un concept creux et la SRU est totalement insuffisante à ce niveau-là : on reste au milieu du gué.

Deuxième point sur lequel nous nous sommes battus : le logement insalubre et indécemment. Avec une revendication précise : introduire dans la loi une notion équivalente à un permis de louer. Parce que dans un certain nombre de secteurs de cette métropole nous constatons qu'un propriétaire indélicat peut louer n'importe quoi à n'importe quel prix. Tous les contrôles plus ou moins resserrés mis en place n'y peuvent rien : il y a aujourd'hui à l'œuvre des propriétaires ou des margouliniens qui organisent des meublés et développent un sous-parc qui génère des situations épouvantables. La SRU constitue, certes, une évolution intéressante mais certainement insatisfaisante sur la façon d'aborder le logement insalubre — même si le décret qui doit sortir sur le logement décent est une vraie avancée — et le pouvoir conféré aux agglomérations et aux structures intercommunales.

Sur un plan plus général, que doit faire ou ne pas faire l'État ? Il doit en tout cas être capable d'édicter des principes et de vérifier la façon dont se gère et s'organise la solidarité sur le territoire. Encore une fois, vous savez, il n'y a pas de loi idéale et je considère que nous avons une fâcheuse propension, en France, à vouloir faire des lois de plus en plus globales et lourdes. Combien de décrets d'application à venir derrière les 200 articles et plus de la loi SRU ? Voyez la lourdeur des dispositifs législatifs aujourd'hui. Prenez la loi sur les exclusions qui comporte moitié moins d'articles : tous les décrets ne sont pas encore sortis ! On a la fâcheuse habitude de vouloir tout mettre, tout régler, par des textes de loi et, en définitive, on se perd dans des réglementations qui sont parfois incohérentes. Et dans le même temps, on perd du savoir-faire à différents échelons. Prenez pour exemple l'habitat insalubre, action mobilisatrice à la fin des années soixante : dites-moi où sont aujourd'hui les compétences dans les services de l'État et les ressources pour gérer une procédure de RHI (résorption de l'habitat insalubre) ? Les savoir-faire se sont perdus. Pour l'ensemble des départements du Nord, il y a un seul juge d'expropriation ! Voyez le rythme des procédures...

De toutes façons, ce n'est pas parce que les lois sont trop lourdes, pas toujours adaptées, quelquefois contradictoires et incohérentes, que nous n'avons pas les moyens d'agir. Ce qui est important, je crois, c'est la volonté, le projet : être clair sur sa stratégie, ses objectifs, ses programmes d'action. C'est encore mobiliser des équipes et travailler

dans la durée. Il n'y a pas d'autres méthodes. Restent les outils qui sont plus ou moins adaptés — souvent pas du tout — mais on fait avec.

Pierre COLBOC

Architecte-conseil du département de la Saône-et-Loire

Je ne referai pas derrière toi l'historique de ce cheminement mais je me souviens de 1977, avec l'arrivée d'une nouvelle génération d'élus — dont tu faisais partie — qui se reposait la question de la ville à la lumière du patrimoine de Roubaix : redécouverte ensemble de l'îlot, de la courée. Cette ville comme tu l'as dit était une ville nouvelle en 1860-1890, une ville remarquable dans sa structuration de voies principales, de quartiers autour de places, d'îlots avec l'usine intégrée, les maisons d'employés en front de rue et celles d'ouvriers en fond de courée. Ces courées dont tu dis qu'elles font l'objet d'une nouvelle attention. Tout cela, nous l'avons revisité ensemble avec passion, à l'époque. Alors ma question est la suivante : après quarante ans de bons et loyaux services auprès de la municipalité, que penses-tu pouvoir faire en termes de typologie urbaine au regard de ce bâti centenaire et de celui des générations suivantes fait de barres, de tours, de modèles Innovation et autres bricoles ? Penses-tu pouvoir continuer avec le canevas que nos ancêtres nous ont laissé ou bien que le Roubaix du XXI^e siècle doit inventer une nouvelle typologie urbaine ?

Pierre DUBOIS

Entre 1970 et une époque pas si lointaine, nous avons fait pas mal d'erreurs. Entre autres, ce que nous avons rebâti à l'occasion de la rénovation urbaine d'Edouard Anseele, en dépit de tout bons sens, avec une inconscience totale, à l'emplacement des courées, des forts... Nous avons mis vingt-cinq ans pour trouver les voies et moyens de redémolir et de reconstruire. Ce que l'on a reconstruit dans l'Alma-Gare sans s'assurer de l'exigence de la gestion — c'est-à-dire de l'apprentissage par un bailleur de gérer une nouvelle façon de vivre — pose aujourd'hui problème. Nous sommes d'ailleurs dans l'obligation de revisiter cette opération. Cette cité qui était la nôtre nous oblige aujourd'hui à des efforts de rattrapage gigantesques. Mais il faut comprendre cette difficulté à voir la richesse de l'habitat traditionnel roubaisien : culturellement, pour les habitants, il n'était pas possible de percevoir la qualité de cet habitat de courée tellement attaché à un

monde et un mode de travail. Nous avons ainsi géré les conséquences d'erreurs multiples et répétées que nous avons poursuivies avec beaucoup d'obstination et que nous avons inscrites dans le tissu de cette ville... La stratégie du GPV (grand projet de ville) consiste justement à retrouver des modes d'intervention compatibles avec la continuité de cette ville, à poser un nouveau regard sur le parc privé, de manière à revisiter un habitat d'îlot, de rue ou de courée en préservant sa qualité. Pas facile. Ce qui nous conduit à un rapport très exigeant avec les maîtres d'ouvrages publics et privés. Je vous passe les débats entre les services municipaux et ces bailleurs ou investisseurs pour introduire de la qualité dans ces opérations que l'on souhaite plus modestes et mesurées. Pour autant, il ne faut pas être prisonnier de son histoire comme dirait mon collègue Jean-François Boudaille qui a beaucoup œuvré sur la mise en place de la ZPPAUP. Il faut encore être capable de gestes forts et innovants, voire provocateurs entre guillemets au niveau architectural. Voilà le débat. Je parlais d'humilité au vu des erreurs commises qui ont été tragiques. Cela nous rend malade de devoir rattraper des situations incombant à nos prédécesseurs mais aussi les nôtres : corriger ses propres erreurs à quelques décennies de distance, l'exercice n'est pas simple.

Gilles BOUCHEZ

Architecte-conseil du département du Nord

Je suis content que vous ayez abordé le sujet de l'Alma-Gare qui est un modèle du genre, à la fois îlot fermé et îlot ouvert puisqu'on peut le traverser. C'est un village qui était exactement le contraire de tout le système HLM précédent. On m'a demandé un avis, l'autre jour, sur la démolition d'un morceau de l'Alma-Gare et j'ai été extrêmement surpris par les arguments produits. Évidemment, on m'a parlé de rodéos automobiles et d'une occupation épouvantable, ce que je conçois sans peine... Bref, que cela ne fonctionnait pas, que tout était un peu dégradé sinon démoli... Un tableau apocalyptique pour justifier la démolition d'une partie de ces logements et reconstruire à la place une sorte de centre administratif pour la collectivité. La cause du problème disparaît donc avec la démolition et la disparition même de la population incriminée. Alors, l'acte fort dont vous parliez tout à l'heure me semble s'apparenter à l'amputation du chirurgien, avec conservation d'une moitié de l'opération initiale jugée sans problème. Ce carré urbain va donc être complètement amputé d'un côté avec des bâtiments collés qui recon-

tent une autre histoire. Au sortir, ce bâti qui est un modèle du genre – le témoignage d’une certaine utopie — va devenir incompréhensible. Ne serait-il pas préférable de revitaliser cet existant plutôt que de le réformer ou de le re-former, de le reconfigurer de la sorte ?

Joanna FOURQUIER

Achitecte-conseil du département du Rhône

Je voudrais de manière plus générale demander à Monsieur le Maire comment ont été vécues jusqu’à présent les opérations démolition-reconstruction dans la métropole du Nord ? Quelle est l’expérience de Roubaix en la matière, sachant que la commune est un partenaire privilégié dans cette procédure ? Et comment percevez-vous l’accélération récemment insufflée à cette procédure par le ministère ? Comment allez-vous y faire face ?

Pierre DUBOIS

Au risque de vous surprendre, quant à l’annonce de Marie-Noëlle Lienemann de simplifier et accélérer la procédure de démolition-reconstruction, je vous dirais que nous n’avons pas attendu cette mesure pour savoir sur quels ensembles ou quels secteurs faire porter l’action dans le cadre de notre réflexion sur la politique de l’habitat de Roubaix. Nous ne sommes pas à la traîne ou à la remorque de cette politique publique. Sont visés dans Roubaix uniquement quelques ensembles reconstruits dans le cadre des opérations de résorption de l’habitat insalubre datant des années soixante-dix, et en nombre très limité. Nous sommes plutôt dans une stratégie d’ensemble de requalification et d’amélioration, qu’il s’agisse du parc locatif social ou bien qu’il s’agisse du parc privé.

Concernant l’Alma-Gare, je ne pense pas que je vais réussir à vous convaincre. Tout d’abord, l’opération dans son ensemble reste une réussite et l’ensemble mentionné en constitue certes le phare. Ironie de l’histoire, un certain nombre des sujets abordés aujourd’hui avaient fait l’objet d’un compromis passé avec les habitants en 1977 lors du débat sur le schéma directeur. Dans ce quartier, il y a une vraie continuité de la lutte urbaine, d’une exigence de participation intéressante à souligner avec une population largement renouvelée. Nous avons en 2001 des gens qui sont nés dans ce quartier et qui participent réellement de cette transformation qui se poursuit aujourd’hui. Alors, la démolition de 110 logements sur les 370 de l’ensemble Alma-Fontenoy s’explique pour diverses raisons.

La première, c'est un échec patent dans la gestion de cet ensemble. Car on ne sait toujours pas gérer certains types d'ensembles immobiliers, copropriétés dégradées ou ensembles locatifs qui demandent plus que de la finesse, plus que de l'attention, plus que de la proximité... Nous sommes ainsi allés d'échec en échec jusqu'au constat d'un refus, le coût économique de la gestion posant véritablement problème.

La deuxième tient à la localisation d'équipements majeurs en partant du postulat qu'il s'agit d'un quartier stratégique pour la ville. Nous avons donc décidé d'y re-localiser un certain nombre de services publics tels que le siège de Roubaix-Habitat, l'office public d'HLM de la commune ainsi replacé en position centrale, la maison d'initiatives et de l'emploi regroupant tous les dispositifs liés à la mission locale et à l'accompagnement des demandeurs d'emploi ainsi que le service territorialisé de l'action économique de la métropole et celui de la ville. Ces choix peuvent être contestés ou sont contestables mais on les a fait. Et j'aurais tendance à dire qu'en les faisant nous préservons et renforçons l'essentiel des acquis du quartier. Mais je ne prétends pas vous convaincre.

Philippe DUBOIS

Architecte-conseil du département de la Haute-Corse

De votre expérience, Monsieur le Maire, quel regard portez-vous sur l'action des services de l'État comme partenaire de la politique urbaine que vous impulsez ? Qu'en attendez-vous et qu'avez-vous reçu de l'État et de ses services ?

Pierre DUBOIS

Je ne sais pas si je suis le meilleur juge pour en parler et, ici présent, il y a Monsieur le directeur régional de l'Équipement... Écoutez, je suis de ceux qui rêvent, ou plutôt qui pensent que renouveler une ville demande à la fois des habitants impliqués, des politiques qui vraiment se mouillent la chemise — passez-moi l'expression — et des partenaires publics au niveau des services de l'État qui puissent véritablement être des hommes de terrain, des hommes de conviction mobilisés et compétents pour agir. Je pense qu'au regard des problèmes que nous avons à traiter dans une ville comme Roubaix, nous sommes malheureusement dans des situations en dents de scie : nous avons tantôt de très bons interlocuteurs et tantôt des passages à vide. C'est la vie... Mais

ces passages à vide sont tragiques. Une année ainsi passée compte double ou triple. Ne pas avoir en face de nous des partenaires convaincus, qui soient en capacité parfois de transgresser leur propre service, de secouer le cocotier, c'est vraiment difficile à supporter. Cela ne se programme pas. On ne programme pas l'intelligence locale... Il y a des moments où les conditions sont réunies, d'autres où cela ne fonctionne pas... Je n'ai pas de recette ; je constate seulement que sur trente ou quarante ans, il y a des moments privilégiés. Je ne peux pas vous répondre autrement. Je souhaite seulement que chacun soit bien là où il doit être.

M. PARENT

Directeur régional de l'Équipement

Je n'ai rien à ajouter sur ce que vient de dire Monsieur Dubois. Il y a des fluctuations inévitables liées aux hommes. Juste un commentaire plus local concernant Roubaix : on a trouvé les moyens de mettre en place une OPAH dans des conditions dérogatoires importantes et ce fut un combat qui a associé la préfecture, les services de l'État et la ville de Roubaix en premier lieu. Ce n'est pas un miracle, seulement un exemple pour montrer qu'on peut aller au-delà des limites habituellement admises. Je sais bien qu'on est encore très loin du compte. Il faut noter qu'il y a des moments où ça marche : le haut des dents de scie dont parle Monsieur Dubois. Et il faut faire en sorte que les dents soient le plus souvent tournées vers le haut... et affûtées.



Intervention de **Francine Fort***

Directrice d'Arc-en-Rêve, à Bordeaux

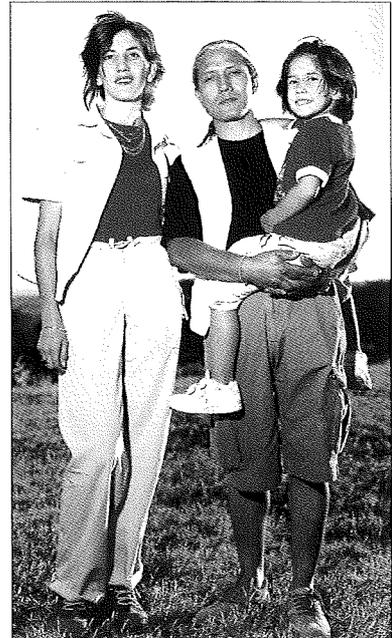
Le shopping est-il devenu le dernier cérémonial de la vie urbaine ? Comment faire le partage entre nos désirs et notre réalité ? Comment les différences locales s'affirment-elles face à la globalisation ? La guerre économique sera-t-elle l'horizon indépassable de notre temps ? Une écopolis est-elle un futur enviable pour le développement d'un territoire ? Jusqu'où médias et publicité investiront-ils l'espace public ? Comment l'urbanisme et la citoyenneté sont-ils remodelés par le Web ? L'Europe inventera-t-elle une nouvelle dimension de la citoyenneté ? Comment l'état sauvage est-il entré dans la ville ? Comment le 11 septembre va-t-il changer nos sociétés ? Comment la ville est-elle redéfinie par le virtuel ? Les situations d'urgence sont-elles le germe d'une nouvelle condition urbaine ? Jusqu'où iront les limites de la ville ? La ville européenne deviendra-t-elle un centre touristique international ? Le spectacle des deux tours du World Trade Center s'effondrant, va-t-il changer notre vision du monde ? Le centre se perd-il dans la périphérie ?

** Francine Fort est commissaire général de Mutations, événement culturel sur la ville contemporaine. L'exposition a été conçue avec Rem Koolhaas, Stefano Boeri, Hans Ulrich Obrist, Nadia Tazi, Sanford Kwinter. Les conférences et les rencontres ont mobilisé une centaine d'intervenants.*

Mon intervention est adossée à des images qui sont celles de l'exposition *Mutations* dont vous avez entendu parler — en bien ou en mal-. Il s'agit d'un diaporama qui va se dérouler sans commentaire, avec sur la gauche une série de questions concernant le devenir de la ville. Il y a encore des phrases qui émanent d'enfants. Je rappelle que l'exposition n'était qu'une partie de *Mutations* dont le programme comportait aussi des conférences, des rencontres avec des débats contradictoires et un

Photo de Francesco Jodice extraite de l'exposition Temporary habits

grand jeu enquête, *city-city*, qui consistait à interroger des enfants aux quatre coins du monde sur leur vision de la ville, celle qu'ils habitent comme celle qu'ils ont dans la tête. Les phrases que vous allez voir défiler sont issues de cette enquête ; elles sont montées avec des photos qui nous ont été envoyées avec les réponses, lesquelles ont fait l'objet d'édition de cartes postales qui sont envoyées en retour : autant d'images documentaires, photos d'artistes ou d'amateurs, de villes européennes, asiatiques ou africaines qui illustrent les mutations à l'œuvre.



S'agissant des mutations, on distingue celles qui agissent dans le temps long, qui transforment les villes et la transformeront encore et encore, et il y a les mutations actuelles qui travaillent nos sociétés et les territoires, dans l'accélération du temps présent.

Les mutations lentes qui modifient la ville de façon lisible dans son sol, dans sa forme et ses contours sont représentables par la cartographie. Les outils classiques de la géographie et de l'urbanisme peuvent en rendre compte. Ce sont des outils de connaissance riches d'enseignement qui ont permis en son temps de projeter des scénarios d'évolution possible.

Les mutations rapides produites sous les effets conjugués de la mondialisation de l'économie, et de l'information instantanée agissent, elles, dans le mouvement des flux et des réseaux. Elles opèrent dans la vitesse et l'immédiateté, dans le champ de l'invisible. Elles sont par là même difficilement identifiables et représentables. Elles sont imprévisibles, inconcevables, on ne peut les saisir qu'en instantané.

Je vais vous lire le début d'un petit texte d'introduction rédigé il y a trois ans quand nous avons commencé à réfléchir à sur ce thème, « Imaginer les inimaginables mutations » : *Constat : une série d'événements nous propulsent et décomposent un cadre constitué millénaire. La structure agricole se démantèle ; la structure urbaine du XIX^e siècle est caduque ; la structure urbaine se délite ; les centres villes implosent ; les périphéries prospèrent. Les utopies urbaines sont mises à mal par la pression des groupes de distribution, le phéno-*

mène automobile, l'enfermement télévisuel et l'individualisme. Le paysage dominant du xx^e siècle est celui banalisé, dilué et répétitif des banlieues, celui plus confus, complexe, ambigu des centres commerciaux, des péages autoroutiers, des lotissements industriels et résidentiels... La sociabilité de la ville de la fin du siècle marquée par la violence, lieu de pauvreté et d'exclusion menacé par les pollutions, s'émiette, se dissout. Simultanément se déploient les nouvelles technologies, vecteurs des processus accélérés de mondialisation qui favorisent la concentration des forces économiques et, par là même, accentuent la ségrégation sociale. Magiques ou inquiétants, ces réseaux sont aussi une chance d'accéder à des nouvelles appartenances et connaissance. Les nouveaux réseaux de communication ouvrent un espace de inter connexion illimité. La globalisation de l'économie abolit les frontières. L'incertitude infiltre toutes les activités.

Le caractère invisible de ces mutations impose de se donner des clés de lecture. Nous avons proposé trois clés qui ouvrent la problématique :

- *le shopping*, dans le sens du commerce et de la consommation, mais aussi la globalisation, l'américanisation du monde, indifférenciation des espaces et homogénéisation culturelle avec toujours son envers : les identitarismes et les phénomènes de résistance, de détournement, de création...

- *l'information* : ce sont les nouvelles technologies de communication, l'information instantanée, avec tout ce que cela entraîne d'ambiguïté, ubiquité, réversibilité....

- *la guerre*, c'est la troisième entrée, véritablement politique : la guerre économique, les violences urbaines, le terrorisme. Avec le 11 septembre, l'actualité a rattrapé les questions de Mutations.

Cette approche, sous trois angles indissociables, soulève encore la question de la démocratie, des inégalités du monde...

Ce sont ces mutations-là que nous avons voulu montrer : voir, observer, comprendre, les forces qui font la ville et les nouvelles formes de vie, telle était l'orientation commune des recherches développées dans *Mutations*. La concentration des forces transnationales du commerce et de l'information ordonne la ville en créant une *autre* centralité urbaine déconnectée du territoire. L'efficacité des dispositifs commerciaux façonne la ville, et la performance des mécanismes de l'information la modélise. La puissance et la conjonction de ces deux phénomènes participent d'une autre continuité urbaine déterritorialisée.

Pour faire image, il y a les infrastructures visibles au sol et il y a les « info-structures », nouvelle strate qui se superpose à la précédente, qui ne la remplace pas mais qui crée un nouvel espace virtuel et dynamique, change la donne et remet en cause nombre de savoir-faire et d'habitudes. C'est pourquoi nous employons le terme urbain de préférence à celui de ville lequel désigne dans le sens commun une entité qui associe un espace limité à une communauté d'habitants associé à un espace et une communauté d'habitants. Le phénomène urbain précisément est un processus qui échappe à la réalité physique de cette ville et ses contours.

C'est pourquoi je parle d'une réalité déterritorialisée. On peut avoir un comportement plus urbain en vivant à la campagne qu'en ville dans ses pantoufles. Le virtuel dispense du dehors.

Quel rapport avec le travail de l'architecte et de l'urbaniste ? Les questions soulevées par ces mutations sont au cœur des préoccupations des responsables de l'aménagement, des professionnels et des politiques car elles posent la question de la maîtrise du développement urbain, de la planification, de la composition. Elles remettent en cause la définition même de la ville au sens traditionnel du terme et la définition de l'espace. Désormais, il faut compter avec la quatrième dimension : le temps court, la vitesse. Il faut prendre la mesure des mutations à l'œuvre. Il y a quelque chose de brutal, de radical, dans ces changements d'échelle et de vitesse. La fulgurance du phénomène a des effets sans comparaison avec ceux bien connus de la révolution industrielle d'autrefois.

Quelques chiffres : chaque seconde, trois personnes de plus sur la terre, deux en ville, une à la campagne. Au-delà du phénomène démographique, on assiste à une inversion du processus de peuplement : l'époque industrielle plaçait l'économie comme facteur inducteur de peuplement et du développement des villes ; aujourd'hui, la croissance urbaine est exponentielle et ignore les indicateurs économiques. L'économie est le produit du fait accompli et de la dynamique de survie. Quant à la vitesse, c'est une donnée nouvelle de notre temps. Déjà, l'automobile, la télévision, le téléphone et la télécopie ont entraîné des transformations urbaines bien connues. La mobilité a généré l'étalement de nos agglomérations. Les nouvelles techniques de communication et d'information opèrent un changement plus radical encore. La vitesse, l'information instantanée nous font perdre pied avec le lieu, au sens strictement fonctionnel, car elles nient la distance et court-circuitent l'expérience corporelle de l'espace physique.

Essayons de comprendre ce qui éloigne désormais nos cités du concept même de ville. Les villes ne fondent plus leur croissance sur les fonctions de commandement ; la fin de l'opposition ville/campagne... pour reprendre la formule d'un chercheur, Philippe Haeringer, qui dit en substance : *la ville n'est plus ce point d'excellence niché au cœur d'un paysage rural*. Les villes ont cessé d'être des chefs-lieux, des marchés au centre d'un territoire. Elles sont devenues des univers dont on ne sort plus : elles sont devenues le monde ! Avec l'information instantanée et l'accroissement irrépressible de la démographie urbaine, la ville se fait monde... Et le monde, c'est la ville ! On assiste à la « mégapolisation » du monde, processus sauvage, informel, spontané... Que dire ? Toujours est-il que la mégapole échappe à la planification. La mégapole ne se laisse pas dessiner ; elle n'est pas un espace délimité et fini. La mégapole ne se laisse pas connaître non plus.

La ville comme espace des transformations anciennes se lit au fil des rues. Elle s'est inscrite au sol avec ses remparts qui ouvraient des portes sur les faubourgs, avec ses monuments qui mettaient en scène les espaces publics. Elle s'est écrite avec les usages, les anciens peuvent raconter que dans cette rue, passaient les troupeaux... La vitesse aujourd'hui efface ces repères et supprime l'émerveillement du changement car il est immédiat. Je m'accorde à dire, toujours avec Philippe Haeringer que la croissance mégapolitaine, en intensifiant le présent, fait perdre la conscience du passé et symétriquement celle de l'avenir. Une illustration concrète de ce rétrécissement du temps sensible est, à l'amont, la disparition soudaine du patrimoine ancien, au Caire comme à Sao Paulo, avec en corollaire ce fétichisme du patrimoine dont parle très bien Françoise Choay. Et, à l'aval, l'échec récurrent des planifications prospectives.

Revenons à la question du commerce et de la consommation, ces deux ressorts de la ville depuis toujours. Avec la prolifération des centres commerciaux s'est développée une multitude de centres et de délaissés entre eux. L'attractivité du centre ancien s'est déplacée : on ne va pas dans les centres commerciaux que pour acheter ; on y fait du skate, on y va pour déjeuner en famille, pour sortir... Les anciens lieux de référence communautaires qui étaient l'église, la place du marché, de la mairie ou l'école sont relayés par ces nouveaux lieux de sociabilité. À cela s'ajoutent l'hyper mobilité et la prolifération des nouveaux outils de communication.

Les outils électroniques sont d'une autre nature que celle des machines de l'ère industrielle. Ils fonctionnent comme des prothèses qui remettent en jeu les rapports mêmes du corps à la technique. Françoise Choay souligne *la multiplication des médiations et des écrans que les dites prothèses introduit entre les hommes et le monde, et entre les hommes entre eux.*

L'incidence des progrès techniques c'est la généralisation d'un urbanisme de réseau, c'est la généralisation des réseaux en tout genre : fluides, énergies, transports, informations... Le fait significatif de cette mutation réside dans le processus de réticulation de l'espace physique naturel selon une logique de branchements à l'efficacité redoutable. Je cite encore Françoise Choay : *il suffit à n'importe quel établissement humain, minuscule ou gigantesque, singulier, isolé ou agrégé, de se brancher pour pouvoir fonctionner.* Telle est la base de la nouvelle économie du territoire.

Nier la fracture provoquée par les mutations en cours, c'est conjurer ses effets et ses dangers. Ceux qui ont le souci d'agir, ceux qui se coltinent l'aménagement des lieux de vie et des territoires ne peuvent pas faire l'économie de rechercher ailleurs des voies nouvelles d'interprétation et d'identification. La question du devenir de la ville est-elle celle de la forme urbaine ou bien celle de la fabrication de l'espace humain ? Pour ma part, je choisis la deuxième voie. Au risque de vous choquer, je dirais que la ville en tant que cadre bâti est une image, une image à laquelle nous sommes attachées et que j'aime profondément, mais une image qui ne représente pas la réalité de l'urbain. En revanche, l'épaisseur de l'urbain est le lieu de l'expérience corporelle : l'espace et le temps qui conforment nos vies.

Mais les repères se perdent entre le local et le global. Le local c'est le lieu, avec ses plans, son cadastre, c'est l'espace public. Le global se sont les flux, les échanges de savoir et de marchandises. C'est l'image publique. La condition urbaine contemporaine se joue à l'intersection des deux.

Ce point de vue appelle au renouvellement du lexique théorique que je vois comme un grand chantier sur lequel tous les professionnels de l'aménagement doivent investir. Il s'agit bien de mettre en œuvre de nouveaux concepts de base. Interrogeons-nous encore avec Françoise Choay : l'expression « espace public » pourrait bien désigner, comme celle de ville, une réalité en voie de disparition. Il est urgent que les pouvoirs et les profes-

sionnels remettent en cause les méthodes héritées de la ville classique. Il faut réviser les protocoles d'intervention sur la ville car ceux-là mêmes qui campent sur leurs certitudes cèdent devant la sauvagerie du marché tout puissant. L'appareillage des communications est un matériau dont les architectes doivent s'emparer. Voilà, je préfère m'arrêter là pour laisser la place aux images.

(Commentaires sur les images du diaporama issu de l'exposition *Mutations*)

D é b a t s

Michel REGEMBAL

Président du Corps des architectes-conseils

Pour réagir sur la question des espaces publics et de leur signification, n'y aurait-il pas une contradiction à rechercher toujours plus d'individualisation dans les modes d'habiter et, en même temps, plus de solidarité et de mixité dans les rapports sociaux ? Cela pose la question du rôle de l'espace public dans nos villes et de la manière dont il faut l'envisager par rapport à des phénomènes qui nous dépassent complètement. Je citais ce matin Johannesburg dont je reviens pour parler d'une ville qui implose complètement et qui, aujourd'hui, traduit une nouvelle forme de ségrégation exacerbée.

Francine FORT

La ségrégation existe aussi dans nos petites villes européennes ; elle est plus seulement moins évidente. Sur ce plan, les centres commerciaux sont des lieux de mixité beaucoup plus forts que certains quartiers d'habitation et autres lieux. Les phénomènes dont on parle et qui sont bien visibles dans des métropoles récentes telles que Lagos, Johannesburg ou Tokyo sont beaucoup moins apparents dans nos vieilles cités européennes constituées par la stratification historique et sur laquelle ils viennent se superposer. L'observation de ces métropoles nous renseigne sur ce qui se passe également

chez nous de manière plus lente et diffuse. Il est bien dommage que les architectes et les urbanistes ne soient pas plus attentifs à ces phénomènes et aux lieux où ils s'opèrent. Il y a aujourd'hui des tas d'autres lieux que la place publique de centre ville qui sont des lieux de rencontre dont les architectes doivent s'occuper. Les architectes qui s'attachent à la forme, à l'urban design comme formes d'accueil, doivent précisément s'intéresser aux formes de ces espaces là.

Françoise GAILLARD

Le problème de la ville — et cela ressortait de l'exposé — ce n'est pas qu'elle s'agrandisse mais plutôt le fait qu'elle perde ses limites, qu'elle devienne cette mégapole illimitée. Prenez par exemple Marne-la-Vallée. Il y a bien une sortie d'autoroute et une gare qui portent ce nom mais elles ne nous renseignent en rien sur Marne-la-Vallée et sur l'endroit où cette ville se trouve. Un autre exemple serait — plus que Los Angeles — la ville de Las Vegas qui surgit du désert sans que l'on comprenne pourquoi cela commence là et pourquoi cela s'arrête là. Ou simplement pourquoi cela est là puisque rien ne l'explique : aucun accident de terrain, rien ? Ce matin, le premier exposé faisait allusion à la construction de Rome et à la légende de Remus et de Romulus qui veut que Romulus ait tué son frère justement parce qu'il avait franchi le sillon qui délimitait le futur emplacement de la ville de Rome. Il faut s'attarder sur cette légende. Selon le rite étrusque, Romulus a tracé avec une vache et un bœuf blanc le pourtour de quelque chose ; il a marqué par cette limite un espace différencié, un lieu potentiellement riche de sens et de symbolisation : une sorte de cercle de craie caucasien. À l'intérieur de cet espace pouvait se produire du sens humain, en dehors non ! Rémus est mort d'avoir nié cela : ce qui est à l'origine de l'érection même de la ville et de sa prise de sens humain. Là se produit du sens et le dehors n'est qu'une étendue sans plus de signification.

Francine FORT

Mais que faites-vous de tous les gens qui sont en dehors du cercle ? On s'en occupe ou pas ?

Françoise GAILLARD

Ces mégapoles qui échappent au bornage, à la limitation même de la ville, ont transformé l'agglomération urbaine en ce qui n'était pas elle, condamnant à une forme d'inhumanité à la fois le dedans et le dehors puisqu'il n'y a plus de dedans et de dehors. Au fond, la ville est retraduite en quelque chose privée de sens et de symbolisme qui est de l'ordre d'une étendue quasiment proche du désert.

Christian KOCH

Architecte-conseil du département de la Nièvre

Le sens n'est plus là. Madame Guigou nous a expliqué, au lendemain du 11 septembre, qu'il fallait résister à l'invasion de la grande sauvagerie et qu'une façon de résister consistait à consommer, à aller dans les magasins pour acheter... Autrement dit : « je vais reprendre du homard pour résister à la sauvagerie talibanesque ». Certes, j'ai un plaisir considérable à me figurer en résistant, moi qui n'ai pas connu la guerre... Ce dont les architectes discutent, la forme et la trace, ne sont que des histoires désuètes du XIX^e siècle : des histoires d'architectes et d'urbanistes qui n'intéressent personne. La ville vivante se fait autrement et ailleurs, en d'autres lieux, sous la poussée de l'économie et du commerce. Nous avons fabriqué ce monde de la marchandise et on y est heureux. On fait donc des villes qui ressemblent à cela : un immense centre commercial. Proposer aux architectes de s'intéresser aux parkings des centres commerciaux est un contresens ; une erreur intellectuelle qui relève du romantisme — et on vous le pardonnera volontiers car nous sommes tous de grands romantiques — mais cela n'a aucun intérêt : ce qui est bien — et apprécié de tous — dans le parking du centre commercial, c'est précisément qu'il y ait des bagnoles en pagaille et le centre commercial juste derrière.

Francine FORT

C'est là un propos trop cynique.

Serge RENAUDIE

Architecte-conseil du département de la Marne

Une bonne image n'est qu'une image, disait Jean-Luc Godard. Il faut se méfier des images : de cette attitude touristique qui consiste à voir dans beaucoup de mégalo-poles les mêmes processus avec les mêmes effets. Une lassitude s'établit alors. On a l'impression d'avoir compris alors que nous sommes dans l'aveuglement de l'urbain, comme disait Henri Lefebvre. Nous ne savons pas regarder aujourd'hui. Ce qui se passe en Asie n'est pas comparable à ce qui se passe chez nous : les relations à l'espace, les relations à l'autre et à soi-même ne sont pas les mêmes. Plus les limites de la ville s'estompent, plus on enferme l'individu chez lui, sur lui, et c'est là le drame ! L'extension urbaine qui s'opère de Tokyo à Osaka n'est pas du même ordre que celle qui sévit entre Canton et Hong-Kong. Tout mélanger pour tout désigner uniformément comme étant de la ville, c'est du tourisme ! Les faits n'ouvrent aucun droit. Je critique une accumulation de faits présentée comme une sorte de démonstration.

La notion de limite mérite aussi d'être revisitée. L'individu fait monde dans l'espace des flux mais c'est là une perception occidentale. Je m'inquiète d'une vision de la réalité terriblement simplifiée et schématisée, avec un effet « prêt à vendre ». Il convient d'analyser comment chacun depuis sa culture d'origine perçoit ce qui se passe chez lui.

Francine FORT

Vaste débat... Je disais que les architectes doivent se coltiner ces questions mais il faut bien comprendre qu'il n'y arriveront pas tout seuls. Il leur faut travailler avec d'autres types de savoirs... Plus que jamais, nous sommes confrontés à l'interdisciplinarité, à l'hybridation des pratiques. Tout ça n'est pas simple... Il n'en est pas moins vrai que le monde des flux s'uniformise. Partout les médias véhiculent les mêmes signes. Tous les enfants du monde portent des tennies aux pieds et même un enfant d'Afrique ne sachant pas lire connaît le sigle, la virgule de Nike. Et nous ne pouvons plus dire que chez nous, ça ne se passe pas comme partout ! J'ai voulu mettre en évidence ce qui est commun de par le monde, à Lagos comme à Tokyo ou à Carcassonne... Car même là, dans ce centre historique, nous sommes aussi dans un supermarché et les mêmes enseignes fleurissent en périphérie. Cela existe et cela échappe ou dépasse toute pla-

nification. Oui le chaos résulte de processus fort différents ici et là. Il y a une très grande diversité dans la fragmentation et si on y regard de plus près il y a de la cohérence. En quoi ce qui se passe de façon extrême ailleurs nous renseigne sur ce qui se passe ici de façon plus insidieuse. Comment faire pour générer de la qualité avec nos savoir-faire ? Voilà la question...comment ça marche et qu'est ce qui nous fait marcher ?

Serge RENAUDIE

Oui, on peut même faire de beaux supermarchés ! Mais ce qui compte vraiment, c'est comment vit l'individu dans ces lieux. Rien ne ressemble plus à un supermarché qu'un autre supermarché et, peut-être, consommons-nous tous de la même manière ? Il faut aller chercher dans la profondeur de l'être et de la culture de chacun ce qui le sauvera du monde de la marchandise.

Francine FORT

Je vois qu'il reste encore des architectes qui veulent changer le monde, et c'est bien.

François LAMARRE

La difficulté réside bien dans l'articulation du global au local, chaque lieu conservant sa spécificité et son identité sous l'emprise des mutations.

Rémy Butler

Architecte-conseil

Ne prenez surtout pas mon intervention pour une critique : je pense que le travail accompli par Arc-en-Rêve est magnifique mais que l'exposition *Mutations* est une merveilleuse catastrophe. Je suis professeur et tous mes étudiants sont allés la voir. Bravo pour avoir posé le problème de la ville de demain mais l'exposition suscite des attitudes ou des prises de conscience extrêmement difficiles et souvent hasardeuses, en particulier dans la population étudiante. Parler d'un antagonisme entre le modèle de la ville européenne dite historique et les villes à développement rapide — pour reprendre la terminologie de Choay — est juste. Les ériger à travers un système de représentation en collection documentaire

d'images, sanctifiées par la parole des enfants porteurs d'avenir – puisque l'on fait dire aux enfants ce que l'on ne sait pas dire – est beaucoup plus tendancieux. Certes, les architectes font avec la réalité telle qu'elle est, avec la société comme elle est, celle qui génère échangeurs, centres commerciaux, etc., et qui génère aussi ses marges et ses délaissés. François Gaillard parlait des limites, mais il est faux d'imaginer que les villes autrefois étaient toutes encloses. Les faubourgs ont toujours existé et les villes antiques étaient ouvertes et non pas des villes à remparts... Il y a toujours eu ce problème de limites et les limites ont toujours été celles de l'autre classe sociale : de la classe sociale non dominante. Présenter comme une fatalité du progrès la Bigness chère à Koolhaas et passer ensuite à cette notion de shopping est d'une extrême pauvreté par rapport à ce qu'a pu écrire Debord, ou Lefebvre en 1967 sur la société de consommation...

Nous avons tendance dans notre conscience d'architecte et d'urbaniste à croire que nous avons une mission globalisante vis-à-vis du territoire et de la société. Mes étudiants sont revenus de *Mutations* en disant : d'un côté il y a la réalité des vieux schnocks traditionnels avec leur nostalgie de la ville historique et de l'autre la vraie réalité, celle plus hard de l'urbanisation sauvage et c'est elle qu'il faut prendre en compte. On en vient ainsi à valoriser comme telles des réalisations non maîtrisées, exécutées sans souci du bien commun, et leurs formes sauvages. Cela reviendrait, si l'on était au XVI^e siècle, à valoriser le faubourg contre la ville. Je ne pense pas que ce soit là le sens de l'histoire... Comme nous sommes dans un vide théorique préoccupant, avec un manque de référents et de guides, cette avalanche d'images et cette injonction de la réalité représentée tend à dire : quittez vos revendications, quittez vos opinions politiques, pour rallier l'état de fait et le pragmatisme des échangeurs et des centres commerciaux. Telle est la perception des étudiants et voilà pourquoi je dis que l'exposition *Mutations* était dangereuse.

Francine FORT

Ce que vous dites, d'autres l'ont dit, enseignants ou étudiants. Mais je peux vous dire que le public non spécialisé n'a absolument pas vu dans l'exposition une valorisation du capitalisme, des supermarchés et des échangeurs. Des gens simples de tous les milieux sont venus de toute la région - et sont même revenus - ceux-là ont pris le temps de voir les films et de lire les textes et ils n'ont pas eu l'impression que l'on faisait l'apo-

logie du chaos. Que les enseignants en architecture aient cette lecture-là se comprend aisément car ce constat les dérange par rapport à leurs convictions, leurs références et leurs pratiques.

J'ajoute que si les étudiants n'ont fait qu'une lecture lisse de ces images, il appartient tout de même aux enseignants de les exercer à la critique comme nous l'avons fait avec les centaines de groupes ayant participé aux visites commentées.

François LAMARRE

Merci toutefois à Rémy Butler de s'être fait l'interprète du malaise ressenti par beaucoup devant un propos qui semble passer du constat à la célébration d'un ordre sauvage et marchand.

Jean-Pierre CAMBOURNAC

Architecte-conseil du département de la Savoie

J'ai vu ces projections comme un formidable documentaire : un voyage rapide sur des villes du monde dont chacun connaissant un peu le contexte politique, historique et géographique pour avoir voyagé, peut s'expliquer les images. Néanmoins chacune de ses images aurait mérité un long commentaire. Par exemple, pour comprendre Séoul il faut savoir que l'ouvrier qui travaille bien pendant la semaine gagne le droit de travailler le week-end, donc de gagner plus d'argent et d'avoir ainsi le privilège d'accéder par tirage au sort à la 61^e tour, identique aux soixante précédentes, pour obtenir un appartement qu'il aura le droit d'habiter dans quatre ans... De telles pratiques expliquent aussi l'organisation physique d'une ville qui sinon reste incompréhensible. Sans cela, on en reste au spectacle d'images versées en vrac, même quand l'auditoire est réputé spécialisé comme le nôtre. Ce documentaire pourrait aussi être réduit aux frontières de l'Hexagone où nous intervenons et nous constaterions alors que des villes nouvelles sont aussi différentes des bastides, que Roubaix de Versailles, et Versailles de Villepinte...

Ensuite, il ne faut pas nous créditer d'un pouvoir que nous n'avons pas : les architectes ont toujours été les bras exécutifs des princes qui nous gouvernent, lesquels déterminent toujours les programmes qui font les villes, ou entérinent l'absence de programme

tant l'impression est forte à travers ces images de voir des choses subies plus que voulues. Ce qui importe, c'est de savoir si c'est la reine qui fait l'essaim ou bien les abeilles ? Les deux, bien sûr ! Mais quand la reine n'est pas là, il n'y a pas d'essaim. Par comparaison, en l'absence du prince, pas de dessein ! La ville est alors subie et non pas voulue. Notre rôle, c'est d'agir comme conseiller auprès des princes — lesquels ont changé — pour essayer de leur parler de la ville, pour faire en sorte qu'il y ait un dessein qui la détermine... Pour que la ville soit moins subie. Car dans tout ce que l'on a vu défiler, rien n'est voulu, tout est subi. Rien n'est Saint-Petersbourg ! Rien n'est Washington, rien n'est Paris ou Versailles... Est-ce que l'on peut encore avoir des villes où quelque chose serait voulu et non pas subi en totalité ? Voilà ma question.

Borja HUIDOBRO

Architecte-conseil du département du Var

Ce qui m'a intéressé dans l'exposition — moi qui viens des villes émergentes d'Amérique du Sud — c'est le constat d'un fourmillement communautaire. Chez nous, en Amérique, il y a des milliers de communautés différentes, de toutes les tailles, ethniques ou religieuses, qui vivent dans des agglomérations de contiguïté. C'est-à-dire où l'on est tous ensemble, mais où l'on ne se parle pas. Dans de telles agglomérations, on se moque de la question des limites de la ville parce que l'on crée des espaces de cohésion citoyenne où s'organise la résistance urbaine. On y fait des révolutions ou des coups d'État, on change de gouvernement, etc. Et c'est là que cela se passe : dans cette communauté globale de la ville, entre des tas de communautés différentes.

Francine FORT

Oui, plus la ville est grande, plus se recréent de petits périmètres. Comment une construction de dizaine de millions de gens tiendrait-elle sans système organisé ? L'être humain réagit toujours de la sorte, même chez nous. Les espaces intercalaires se diffusent au même rythme que les centres apparaissent. Nos lotissements résidentiels et nos villages de vacances ne sont-ils pas une forme de ségrégation ?

Jean MAGERAND

Architecte-conseil du département de l'Allier

On ne peut que s'accorder sur le constat de cette grande mutation rapide que nous sommes en train de vivre et sur le mérite d'Arc-en-Rêve à aborder cette problématique. Je crois que les architectes n'ont pas attendu cette invitation pour s'en préoccuper ; certains d'entre nous travaillent sur ces thème depuis longtemps déjà. Concernant les mutations, nous sommes à un tournant de l'histoire et de notre civilisation d'ordre scientifique et technique qui n'est pas sans rappeler celui de la révolution industrielle de la fin du XIX^e siècle, avec l'apparition d'un grand mouvement social qui se crée à la fois en opposition et en osmose avec ce qui se passe alors dans l'industrie. Les syndicats se créent alors sur les mêmes principes d'organisation que les chaînes de montage. Il y a des corrélations entre tous ces systèmes et les luttes sociales d'aujourd'hui s'organisent avec les mêmes outils que ceux qui sont accusés de nous aliéner, notamment l'informatique et l'internet dont certains disent qu'ils vont faire de nous des navets. Une organisation comme Attac utilise les mêmes moyens et méthodes que les organisations internationales globalisantes contre lesquelles elle lutte. De même, on ne peut pas isoler le phénomène de l'architecture. L'exposition me semble un effet de façade. Je crois qu'il faut aller voir derrière le miroir et se poser les questions de fond, tous ensemble, pour avoir quelque chance de trouver des éléments de réponse. Nous autres architectes, nous aurons un grand plaisir à participer à ce débat. L'histoire montre que les architectes ne se sont jamais dérobés. De là à croire que l'on peut reconstruire l'avenir d'une société autour de la fonction commerciale, avec les centres pour points d'ancrage, il y a une méprise qui n'honore pas cette exposition. Surtout quand on sait que le commerce fonctionne toujours avec une propension au monopole et au conditionnement de l'individu : autant de systèmes d'aliénation peu glorieux au regard des réalités que cette exposition semble porter au pinacle.

François LAMARRE

Il serait bénéfique de revenir sur la distinction faite par Jean-Pierre Cambournac entre situation subie et situation voulue, et sur l'intervention possible des architectes-urbanistes. Y aurait-il une démission implicite des professionnels de l'urbanisme derrière le constat planétaire qui est fait ? Sinon quelles sont les marges de manœuvre dont ils disposent ?

Ruth MARQUES

Urbaniste de l'État, DGUHC

On fait tous ici partie d'une génération formée dans les écoles d'architecture en réaction aux grands ensembles — lesquels ressemblent étrangement à nombre d'images présentées à l'instant — et nous avons tous entrepris un voyage dans l'histoire pour redonner du sens à l'intervention urbaine, pour redéfinir la ville. Nous avons ainsi réappris la primauté du public sur le privé, la mise en scène des institutions dans la ville traditionnelle, et toutes sortes de notions qui ont fabriqué la ville par le passé. Et finalement, nous les avons apprises presque trop tard ! Et quand nous avons voulu réutiliser ce savoir pour fabriquer de la ville, celle-ci se faisait déjà avec les infrastructures, les centres commerciaux et les lotissements. D'où un certain malaise... Ensuite est venue l'école de « la ville émergente », nous disant « tout va très bien ; on est content comme ça » Troisième école, celle des paysagistes, une profession jeune qui regarde la ville d'un œil neuf, sans cette prégnance historique qui est la nôtre. « La ville appartient à celui qui la regarde », a dit Adolphe Loos. Si ce regard peut sembler éminemment privé, subjectif et individuel, il est cependant communément admis que ce qui est regardé appartient à tout le monde. Le regard est aussi une façon de réintroduire la notion de bien public. Les paysagistes ont donc fait cette intrusion et les architectes les plus en pointe sur la chose urbaine se sont saisis de ce regard-là pour réintervenir de façon pertinente sur la ville, avec les outils de la connaissance historique qui est la leur et la fraîcheur du regard apporté par les paysagistes. À la manière de ce *templum* évoqué ce matin par Françoise Gaillard, les paysagistes nous ont invité à simplement regarder.

S'il existe aujourd'hui quelque chose d'éminemment européen, c'est bien la manière dont les élus envisagent l'intervention urbaine. Les élus se retrouvent devant un héritage plus ou moins subi et s'attachent à recoudre. Il existe aujourd'hui des gens qui savent faire ce que j'appellerais de l'aïkido territorial : prendre les forces du marché et jouer avec pour produire du sens perceptible par tout citoyen. Cette question de l'action publique est une affaire de politique locale et tous les élus s'en saisissent. La spécificité européenne tient à cela : mettre des fonds publics et de l'action publique pour corriger ce que le marché a parfois mal fait. N'est-ce pas cela le renouvellement urbain ?

Jean-Paul SCALABRE

Architecte-conseil du département de la Somme

La question est posée des outils de l'urbanisme. Vous avez pris le parti avec cette exposition de renouveler le lexique théorique et de réviser les protocoles d'intervention. Vous n'êtes pas seulement dans une entreprise de description, avec une grille globalisante sur l'ensemble de la planète. Vous pensez également qu'il convient de renouveler les outils de l'urbanisme. Je serais tenté de dire « ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain » car j'ai peur qu'une grille aussi large nous laisse quelque peu désarmés, sauf à produire des effets idéologiques. Je voudrais encore rappeler que nous ne sommes pas dans la toute-puissance mais simplement en capacité d'agir ici et maintenant. Méfiance donc envers les discours globalisants qui ne sont souvent que des légitimations de stratégies qui, elles, opèrent de façon bien précise dans le champ de nos préoccupations.

Jean FRÉBAULT

Membre du Conseil général des Ponts et Chaussées

D'abord merci à Francine Fort de nous provoquer. Je fais partie de ceux qui refusent la ville subie mais je pense que la question n'est pas tant la qualité des lieux que le sens qu'ils peuvent avoir pour les gens qui les habitent ou les fréquentent. La question est à poser à ceux qui habitent Lagos comme à ceux qui habitent Carcassonne... Je reconnais la nature des faits constatés et montrés tout comme il est vrai que ces phénomènes se manifestent aussi en Europe, mais dans un contexte très différent car nous avons un héritage patrimonial fort et des modes de vie différents. Nous sommes à une époque où nous avons besoin d'une grande liberté individuelle — besoin de bouger, d'être nomade, de court-circuiter l'espace et le temps — mais aussi besoin de repères. Nous autres, urbanistes, sommes interpellés en premier chef par ces repères et je pense qu'il n'est pas possible d'opposer cet espace périurbain que nous avons du mal à déchiffrer à la ville patrimoniale, celle des centres historiques. Je constate qu'en France comme en Europe, ces centres urbains ne se portent pas si mal, qu'il s'y opère beaucoup de réinvestissement. Enfin, le centre appartient également à ceux qui sont nomades, tout autant que la périphérie, et le centre fait partie de ces repères. Le premier travail des professionnels consiste donc à mettre du lien là-dedans ! Il faut travailler sur cette articulation, qu'elle

soit immatérielle ou physique, en prenant en compte cette échelle tout à fait différente de nos échelles habituelles d'intervention.

Patrick COLOMBIER

Architecte-conseil du département du Lot

Je trouve toujours ce genre de réunion absolument passionnante, d'abord parce que l'on y rencontre les copains, ensuite parce que j'y trouve toujours, après vingt-et-un ans d'architecte-conseil, quelques bonnes idées à traduire dans mon activité. En 1976 déjà, à quelques-uns, on avait dénoncé les POS qui venaient de naître — aberration avérée depuis — et souligné l'importance des franges urbaines et des entrées de ville. Depuis, on a rien vu se produire. En 1984, Pierre Lajus est allé jusqu'à écrire des avis éclairés sur le sujet, alertant sur les périls de l'essor de ces anarchies périurbaines. La réalité aujourd'hui veut que dans le malheureux Lot aussi, l'activité économique est à ce point essentielle et vitale que l'on m'impose de me taire devant le maire qui produit des horreurs à son entrée de village. Vingt-cinq ans de lutte m'auront épuisé. Alors, j'aimerais bien que Ruth Marques m'indique ces exemples fabuleux dont elle parle pour que j'aie les visiter au plus vite afin de pouvoir transformer mes élus du Lot en personnalités démoniaques et combattants de l'urbanisme nouveau.

Ruth MARQUES

Je vais donner juste un exemple, celui du maire de Saint-Nazaire, Joël Batteux, qui a retourné en avantage l'énorme handicap historique de la monstrueuse base sous-marine qui verrouillait le port. Le retournement de situation est si réussi que certains en viennent à parler aujourd'hui de cette monstruosité comme d'un atout ! D'autres la lui envieraient même... C'est de cet aikido-là dont je parle. Il faut effectivement voir cette réalisation pour comprendre.

Gilles BOUCHEZ

Architecte-conseil du département du Nord

Je voudrais parler des limites et de l'inversion du système Romulus : l'important n'est pas la limite en soi mais l'espace qui est nommé. Pour exemple, je donnerais la dif-

férence entre Paris confiné dans son périmètre historique et Londres agrandi de ses suburbs pour donner le Grand Londres... Ce que Paris n'a jamais été capable de faire, circonscrit par son périphérique et borné par ses bois. La photo aérienne ne renseigne en rien sur ces deux organisations sociales et intercommunales complètement différentes. L'important, c'est le lien entre les choses, lien pas toujours matérialisé. Pour cette raison, Los Angeles n'est absolument pas dévorante mais d'une intimité fantastique, chaque centre disposant de son autonomie. Qu'importe que la ville s'étale sur 100 ou 200 kilomètres, ou sur la terre entière...

Françoise GAILLARD

La question de la limite n'est pas de cerner un centre ni d'exprimer un dehors mais d'arriver à nommer. Pour que la ville puisse faire ville, il faut qu'elle puisse faire lieu et donc il faut désigner ce qui n'est plus la ville.

Francine FORT

Ce dont l'exposition *Mutations* a voulu parler, ce n'est pas de l'opposition centre/périphérie ou de la ville émergente... Ce n'est pas de la ville en tant que forme mais d'un lieu de vie et de pratiques : on habite là, on travaille ici, on va en vacances ailleurs... La représentation de ce que l'on vit peut se faire par un système de traits, de pointillés, et non pas sous la forme d'une patate. Je parle d'une strate qui définit une autre géographie, du passage, du transit, une organisation fluctuante, immatérielle. L'urbain ne se situe pas uniquement dans la ville. Une communauté urbaine, justement, peut se structurer à travers des réseaux et d'autres liens pas toujours formalisés. C'est cela la culture urbaine : de nouveaux modes de vie, de nouvelles pratiques induites en partie par les nouvelles technologies. Les événements et les médias fabriquent autrement de l'urbain : ainsi Millau, en réunissant des milliers de personnes venues des quatre coins du monde, s'est transformée pour quelques jours en une sorte de mégapole, les Rave-Party et à l'inverse, des milliers de gens assis devant leur télévision applaudissent en même temps les buts de la coupe du monde et les médailles des Jeux Olympiques. Il y aura toujours des architectes pour dessiner le confort et le beau, pourquoi y en a-t-il si peu qui exercent le rôle de maître d'ouvrage — privé ou public —, pour faire de la programmation ou conduire des stratégies de développement ?

Intervention de **Béatrice Simonot**

Commissaire d'Archilab, à Orléans

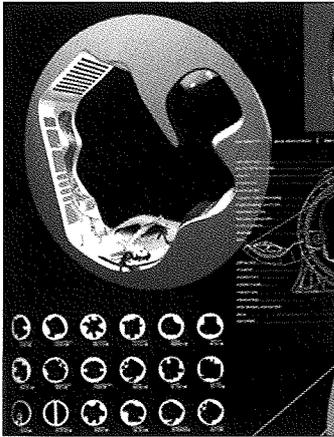


Aujourd'hui commissaire d'Archilab, j'ai enseigné pendant de longues années comme psycho-sociologue dans les écoles d'architecture et après un passage à la direction de l'Architecture et du Patrimoine où j'étais en charge de la diffusion, j'ai rejoint Archilab au départ de Frédéric Migayrou maintenant responsable de l'architecture au Centre Georges-Pompidou. Archilab est une initiative de la ville d'Orléans qui relaie l'intérêt porté par le Fonds régional d'art contemporain à l'architecture avec, notamment, la constitution d'une importante collection de maquettes et de dessins d'architecture. Le maire de l'époque, Jean-Pierre Sueur, a donc souhaité faire de l'architecture une manifestation culturelle privilégiée de la ville et il a proposé de mettre en place ce qu'il appelait un « festival d'architecture », avec une première édition en 1999.

Ce festival a connu sa troisième manifestation en 2001 et je parlerai à partir de cette expérience puisque j'en fus commissaire conjointement avec Marie-Ange Brayer du Fonds régional d'art contemporain.

En 2001, Archilab s'est attaché aux nouveaux modes d'habiter après la mutation du métier d'architecte et la diversification des pratiques en 1999 et des questions d'urbanité en 2000. Nous avons donc présenté 90 architectes et 90 projets venus de 18 pays différents pour savoir comment les architectes répondent à ces nouveaux modes d'habiter. Réputé tourné vers l'architecture expérimentale, Archilab est aussi en prise avec les réalités puisque 70 % de ces projets présentés étaient alors réalisés ou en cours. La manifestation se tiendra encore en 2002 puisque la nouvelle municipalité a réitéré l'intérêt que la ville porte à cette manifestation.

Comment les architectes se situent-ils en face du nouveau contexte auquel ils se trouvent confrontés ? On attend d'eux habituellement une mise en ordre de l'espace social mais est-il encore possible de prétendre vouloir façonner le monde ? Quelles positions



*awg-Alles Wird Gut
visionary housing experiment.
Prototype 2000.*

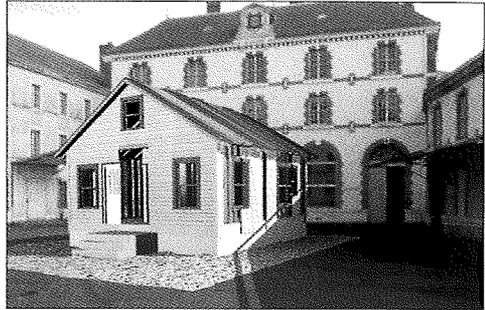
critiques et quelles hypothèses d'action élaborer dans un système qui bouleverse les repères d'espace et de temps, lesquels fabriquaient les logiques d'intervention ?

Entre vouloir modifier les situations, établir un manifeste qui tente d'introduire le changement ou accepter la réalité telle qu'elle est, différentes stratégies s'élaborent, de la résistance au pragmatisme. L'habitation constitue un domaine particulièrement intéressant dans la prise de position devant les problèmes posés par la mondialisation : elle est source de démocratie, ouverture au monde, perte d'identité ou sentiment d'impuissance.

Archilab veut confronter des expériences, illustrer la diversité des approches mais ne prétend pas faire l'inventaire des pratiques architecturales ; plutôt traverser les mouvances et saisir la diversité des questionnements. Économie mondialisée et massification de la consommation, économie de réseaux intégrant le virtuel et l'instantané : c'est dans ce cadre que se situent les travaux présentés. Le ton était donné dès l'entrée, dans la cour d'Archilab, avec l'installation réalisée par l'Américain Kyong Park d'une maison venue de Détroit, témoin d'une situation économique qui a conduit la ville de Détroit à se vider de sa population au profit des banlieues : un centre ville avec des milliers de maisons brûlées qui laissent la place à une forme de campagne. Kyong Park — qui était précédemment directeur du Store Front, une galerie d'art de New-York — s'est installé à Détroit où il a rassemblé autour de lui un groupe d'étudiants pour monter ce qu'il appelle un institut d'écologie urbaine, dans l'un des rares quartiers qui restent au centre de Détroit, quartier devenu ghetto. L'idée était de travailler avec les gens de ce ghetto à démonter les maisons qui restaient, et non les raser, de récupérer les matériaux, d'en conserver les fondations puis de reconstruire dessus et de livrer tout cela à la population, à moindre coût. L'idée était donc de reconstruire une communauté humaine. Nous avons voulu présenter cette expérience comme un questionnement adressé à tous les architectes : bâtir sur des cendres, c'était suggérer l'idée d'un renouvellement et aussi ramener l'architecture à ses « fondamentaux ».

Nous avons donc voulu montrer les stratégies mises en œuvre, voire les attitudes des architectes confrontés à ce questionnement : remise en cause des procédures et des

*Kyong Park.
Installation 2001.
Orléans, France.*



outils, refus du préalable de la forme, refus de la signature et de l'expression au profit du processus de formation... Mais encore détournement des pratiques, brouillage des savoir-faire à l'instar des pratiques artistiques actuelles... Propositions d'une architecture de fiction, d'anticipation... Résistance, donc, mais pas de grandes utopies, empreint d'un certain réalisme qui veut que l'on parte des faits et des contraintes, des contradictions et des situations. Et surtout, une tentative de renouer les liens avec une société multiforme. Comme dans l'art contemporain qui parle d'esthétique relationnelle, on parle ici d'architecture relationnelle, avec l'abandon de l'idée de pouvoir au profit d'une appropriation des situations, l'architecte devenant le médiateur d'un rapport au monde.

Des stratégies se mettent donc en place que nous avons formulées comme autant de thématiques dans l'exposition à travers les salles afin de pouvoir mieux appréhender les propositions. Rien d'innovant dans ces énoncés. Certains remontent même aux années soixante-dix mais avec des significations déplacées, différentes, qui traduisent le passage de la rationalité au désir. Ces thèmes sont :

- Individualiser l'habitat collectif
- Flexibilité
- Créer le paysage
- Styles de vie aujourd'hui et demain
- Subversion
- Processus de formation

(Diaporama sur les projets présentés à Archilab n° 3 et commentaires descriptifs et explicatifs)

En conclusion, l'idée importante qui émerge de tous ces projets est celle d'une production commune de l'espace entre l'architecte et l'habitant. L'appropriation des situations s'est substituée au désir de transformer le monde. La composition de la forme fait place à la constitution de dispositifs qui incluent leur propre transformation, permettant de développer un nouveau lien avec l'habitant. La forme s'ouvre aux nécessités à venir et aux destinations futures. L'architecte se fait le médiateur d'un nouveau rapport au monde.



Intervention de **Christian Girard**

Architecte, enseignant à l'école d'architecture de Paris-Malaquais

On a échappé jusqu'ici à la séduction de la forme à cause de la définition incertaine des photos et ce n'est pas plus mal ainsi. Mon intervention porte sur les hypothétiques mutations architecturales dont rendent heureusement compte un certain nombre de manifestations actuelles.

Une remarque préliminaire: la présentation rapide qui suit est essentiellement axée sur Archilab et s'appuie sur quelques visuels retransmis par ordinateur. Mais on prendra moins la manifestation Archilab comme modèle que comme indice ou reflet de ce qui se passe en architecture dans le monde.

Mutations architecturales? On aurait pu dire aussi bien « modification » ou « changement », mais peu importe! L'idée que dans cette discipline comme partout ailleurs quelque chose évolue, change et ne reste pas immuablement identique est une idée plutôt banale, certainement ancienne et vérifiable tous les jours et à toutes les échelles. L'objet d'une manifestation comme Archilab est ni plus ni moins de rendre compte et de rendre public, visible, ce qui semble changer ou muter en architecture à l'échelle internationale. Qu'Archilab ait lieu en France n'est pas neutre, du moins pas neutre pour nous, dans la situation culturelle de l'architecture que nous connaissons. Inutile de brosser plus précisément le tableau mais nous savons tous combien la diffusion et l'échange de doctrines, de théories et d'expériences architecturales n'est pas tout à fait aussi intense en France que dans des pays comme l'Italie, l'Espagne ou les Pays-Bas, pour en rester à l'Europe... Il n'y a même plus la place pour des débats ou quelques vives polémiques. Mais ne nous flagellons pas trop. Même si vous savez que hormis deux ou trois institutions parisiennes et autant en régions, il y a très peu de lieux où sont vraiment présentées des pratiques architecturales différentes de celles que nous connaissons, différentes

de celles que nous avons appris à connaître et à aimer, différentes des pratiques que nous enseignons dans les écoles d'architecture en France, alors que de telles pratiques sont courantes depuis vingt-cinq ans, par exemple à Londres, pour en rester là-aussi à l'Europe...

Dans Archilab, il y a « lab » : le principe du « laboratoire ». Et dans un laboratoire, autant le dire tout de suite, il y a des échecs, des protocoles d'expériences qui ne fonctionnent pas, des recherches sans issue... Mais ce qui reste — et qui n'a aucune raison de ne pas exister aussi en architecture — c'est la ferme volonté d'explorer l'inconnu, de sortir des sentiers battus, d'inventer l'inimaginable. L'envisager comme un laboratoire, c'est voir les choses plutôt positivement. Mais bien entendu, Archilab, tout en ayant cette ambition de fonctionner comme un laboratoire, peut aussi être approché de manière plus prosaïque. Je rappelle d'ailleurs que de l'avis même de ses créateurs, Marie-Ange Brayer et Frédéric Migayrou, Archilab est aussi une véritable foire. On montre, on apprécie ou non ; il y a de la variété, pas d'homogénéité flagrante, pas de corps de doctrine constitué.

Je ne chercherai donc pas à reclasser en typologies les architectures, réalisées ou pas, présentées à Archilab depuis quatre ans. Chacun peut le faire à partir du catalogue et exprimer ses intérêts plus ou moins grands ou ses désintérêts pour telle ou telle production, pour tel ou tel architecte ou équipe d'architectes... J'ajouterai — pour mettre les points sur les i — que, bien sûr et bien naturellement, il y a aussi dans Archilab des sortes de grandes tendances stylistiques. J'emploie exprès le terme de style que je considère comme une espèce de « gros mot » en architecture, c'est à dire de pseudo-concept mal assuré que l'on utilise, faute de mieux, mais qui finalement est moins ridicule et moins usé à la corde que celui « d'écriture architecturale ».

Il y a donc bien des enjeux formels dans Archilab, mais c'est parce qu'il y va toujours d'une question de forme en architecture, n'en déplaise à certaines doctrines du siècle précédent. Je dirai même qu'en France, plus qu'à l'étranger, Archilab a aussi comme rôle de rappeler que l'architecte ne peut jouer *ad aeternam* à la vierge effarouchée devant la question formelle et architectonique à la fois.

À une époque déjà lointaine, il fallait importer chez nous un Bofill, malheureusement à l'époque en train de quitter la partie intéressante de sa carrière, puis un Fuksas pour débrider des carcans et dissoudre des sédimentations coulées dans le béton. Donc,

ne surtout pas échapper par un jugement trop rapide à la question de la forme ! Je fais partie de ceux qui pensent qu'il s'agit de l'un des enjeux les plus importants de l'architecture aujourd'hui, et de la définition de l'urbain, aussi, bien entendu ! Fermons cette parenthèse en disant que comme tout un chacun, j'apprécie à différents degrés les expériences architecturales et urbaines présentées à Archilab et que, pour ce qui est de la dimension formelle, qu'il ne faut que provisoirement détacher comme telle, il y a des choses que j'aime beaucoup et d'autres pas du tout. Ce qui n'a que peu d'intérêt pour quelqu'un d'autre que moi... Il est possible, surtout pour celles et ceux qui ne seraient pas allés sur place, de feuilleter les catalogues comme des albums d'images, et pourquoi pas ? Ils sont conçus en partie pour cela et comme ça ! Vu sous cet angle étroit, je m'amuse de penser que certaines images sont « susceptibles de heurter la sensibilité d'un public non averti », comme il est écrit maintenant à l'entrée de n'importe quelle exposition d'art contemporain. Sauf qu'ici, le sexe est bel et bien remplacé par des outrages aux bonnes mœurs architecturales : en quoi, par exemple, un machin complètement « bilbaoté » par Nox ou Greg Lynn nous concerne-il ? Pour ne rien dire des projets de tours poilues ou avec piercing que l'on a vu cette année... Quel rapport avec l'architecture réelle, au quotidien, dans nos départements où entre les exigences du Qualitel, du HQE, des Bâtiments de France, des règlements de POS, toujours en retard par définition d'une réalité, et des coûts d'objectifs toujours plus mesquins, l'honnête architecte, par ailleurs également honnête femme ou homme cultivé(e), tente d'exercer son métier ? Est-ce qu'on ne perd pas son temps devant ces images qui du reste ne franchissent pas toujours le stade du virtuel infographique ? Ma conviction est que non. La référence en la matière est évidemment Beaubourg qui n'aurait jamais vu le jour sans les sérieuses élucubrations d'Archigram une décennie avant sa réalisation. Mais ce précédent est trop facile et ne vaut pas argument à lui tout seul.

Remarquons qu'un jour ou l'autre, ces choses nous tombent dessus et se réalisent, même parfois paradoxalement, par la grâce d'élus en mal de sensationnel à l'exemple caricatural du musée des Confluences que Lyon veut s'offrir à coup de millions. N'ayant manifestement pas visité Archilab et ayant peut-être feuilleté trop vite les catalogues, ces élus et décideurs retiennent la proposition des excellents Coop Himmelblau qui leur servent du réchauffé : leur projet de Malibu House des années 1980 agrandi mille fois à la photocopieuse 3 D. Il s'agit là d'un contre-exemple qui milite pour la plus grande pru-

dence dans les mutations. Mais, je rappelle et insiste, s'agissant des catalogues, qu'ils comprennent des textes critiques qui sont autant de points de vue, parfois contradictoires, sur le comment, le pourquoi, l'ampleur et la qualité des mutations architecturales ou, plus modestement, autant d'indices et symptômes de mutations architecturales rassemblées dans ces trois manifestations successives.

Que signifie encore Archilab pour tous les architectes, qu'ils soient architectes-conseils ou non, enseignants ou non, et qui ont mission d'accroître, à la mesure de leurs faibles moyens, le degré minimal de culture architecturale des décideurs de ce pays ? Un exemple concret : le président de la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte a organisé une visite d'Archilab il y a deux ans pour une cinquantaine de ses collègues de toute la France. À la sortie de l'exposition, il a été assez étonné de constater combien ses collègues, pour l'essentiel d'entre eux, avaient été enthousiasmés par les découvertes qu'ils avaient faites. Ces décideurs, maîtres d'ouvrages, urbanistes — mais pas uniquement bien sûr — avaient découvert que l'architecture ne se réduisait pas à ce qu'ils connaissaient. Qu'existait aussi le travail du Japonais Shigeru Ban, celui des Hollandais MVRDV — certes beaucoup plus connus depuis, mais il faut se remettre dans le contexte d'il y a deux ans — et j'arrête tout de suite la liste. Bref, que sur la ville et sur l'architecture, bien d'autres approches existaient que celles apprises et pratiquées en France.

Pour conclure, on peut tenter de faire très rapidement le bilan de ce qui change vraiment à partir de ce qui a été vu et entendu à Archilab, qui n'est autre que le reflet de ce qui a lieu dans une partie de la production architecturale internationale. Par exemple et de façon non exhaustive :

- les objectifs que se donnent les architectes : pas vraiment de changer le monde (pas exactement cette ambition) mais de fabriquer directement, sans s'encombrer des médiations habituelles que seraient l'histoire de l'architecture ou l'affiliation à des doctrines ou théories du xx^e siècle, des environnements à la fois radicalement étrangers à toutes références architecturales connues, répondant pourtant à une sorte d'intimité non mimétique avec les contextes d'accueil ;

- les stratégies de projets : des stratégies de situation, opportunistes, pragmatiques, hélas parfois frisant un cynisme dont les émules de Rem Koolhaas sont, comme vous le savez, les représentants les plus évidents ;

- les modes de lecture de la réalité urbaine où les idéologies du plan, de la composition, du tissu urbain et de la ville européenne traditionnelle (rues, places, axes, espaces publics, espaces privés, parcellaire, etc.) sont oubliés au profit d'analyses morphogénétiques, à la fois abstraites et métaphoriques, « processuelles » et « diagrammatiques », c'est-à-dire, pour faire simple, des lectures franchement partielles, partiales, éventuellement machiniques, laissant libre cours à l'aléatoire autant qu'à des rationalisations rigoureuses ;

- les procédures de projet, désormais fortement investies dans une exploration aux limites des potentialités des outils de CAO, voire de CFAO, cette fabrication assistée par ordinateur qui peut à moyen terme reconfigurer les pratiques de chantier, la relation avec les matériaux, les produits industrialisés et les différents composants du bâti... Ces procédures exploitent par exemple des méthodes empruntées par d'autres disciplines que l'architecture et qui démultiplient la palette de l'architecte : choix morphologiques, choix constructifs, choix économiques, etc. En même temps, s'annoncent des possibilités de maîtrise et de contrôle de la fabrication des édifices qui étaient impensables il y a vingt ans. Par exemple, le positionnement ultraprécis dans l'espace de la moindre pièce d'assemblage, du moindre composant bâti grâce à différentes techniques de visée laser ou de repérage satellitaire (GPS) qui devrait ressouder, si je puis dire, la liaison entre le projet dessiné et l'édifice construit.

Toujours pour ce qui est des méthodes de projettation, je signale pour raisonner dans une optique historique que les projets théoriques de Bernard Tschumi des années 1970 fondés sur le parallèle entre le montage cinématographique et le parcours urbain anticipaient, pour partie, l'utilisation désormais courante des techniques de montage numérique dans le projet architectural et urbain. Tout tient aux moyens et instruments conceptuels que se donnent les architectes pour atteindre leurs objectifs. L'évolution d'une discipline se fait à partir de l'évolution des techniques qui lui sont propres mais aussi, de l'appareillage conceptuel qu'elle se donne. Lequel instrument est nécessairement, par définition, en phase avec le monde en général, pour parler vite.

En tant qu'enseignant, j'observe que les étudiants opèrent avec des idées — pas toujours conceptualisées, mais c'est notre rôle de leur apprendre à faire ce travail — qui n'ont pas grand rapport avec celles de leurs aînés. Je vous épargne tout commentaire sur le développement d'Internet et ses conséquences disons « idéologiques »,

pour me contenter de vous dire qu'il faut garder tête froide et ne tomber ni dans l'apologie des réseaux ni dans leur dénonciation.

Une mutation identifiée par tous mérite d'être rappelée : celle de la vitesse accrue, de l'accélération qui contamine tous les domaines dont celui du projet architectural. Finie la lente maturation du projet faite de reprises, de remords, de recherches, de retours en arrière, et autres tricotages minutieux ! On conçoit et construit en moins de trois ans un grand stade de 80 000 places ! Et cela se fera un jour en moins de deux ans. A chacun de tirer les conséquences positives et négatives de l'introduction de la production just in time ou en flux tendu dans l'architecture.

Tels sont, à grands traits, une partie des mutations en cours aujourd'hui pour la discipline architecturale.

Post scriptum de Christian GIRARD

Le trop bref exposé sur les mutations architecturales relaté ci-dessus était illustré par quelques uns des nombreux projets présentés en 2001, dans le cadre de la 3^e édition de l'exposition Archilab organisée à Orléans par le Frac Centre. Des représentations photographiques ne peuvent rendre justice de la richesse et de la complexité des pratiques architecturales et urbaines venues de plusieurs pays et rassemblées à Orléans. Cette manifestation était par ailleurs accompagnée d'un forum de trois jours entre les différents exposants. L'hostilité suscitée par mon exposé à Roubaix, de la part d'une fraction de l'auditoire, a eu l'intérêt de rappeler la réalité du contexte de perception-réception de ces mutations en France où persistent des positions dogmatiques et doctrinales, notamment héritées du Mouvement Moderne, depuis longtemps ailleurs, versées dans le débat critique.

D é b a t s

François LAMARRE

Il faut remercier Christian Girard de nous avoir fait saisir l'intérêt de cette manifestation en se pliant, lui aussi, à cette accélération qui est devenue la marque de notre temps. On peut noter au passage que cette manifestation, par mimétisme, prend sensiblement une forme marchande puisqu'elle se présente et ambitionne — c'est écrit — d'être une foire. Son catalogue, d'ailleurs, s'apparente un peu à un catalogue de VPC que l'on feuillette comme pour faire son marché... Tout cela donne à réfléchir sur la manière de produire l'architecture et de la montrer aujourd'hui.

(Brouhaha général d'où émerge le mot d'« architecture molle » à l'image des montres de Dali)

Christian GIRARD

Je ne crois pas qu'Archilab puisse se réduire à une tendance. Vous n'avez pas vu le dixième des 90 projets présentés. Je ne crois pas que le terme « architecture molle » puisse recouvrir l'esprit de cette manifestation qui est bien multi-tendance : un foisonnement. Mais tendance n'est pas le bon mot. On a évoqué ce matin le concept de « pensée molle » ou de « pensée faible » en référence à Gianni Vattimo...

Jean-Paul SCALABRE

Architecte-conseil du département de la Somme

Je veux dire qu'on est bien en présence d'une architecture très « tendance ».

Une voix dans la salle : « En référence à la notion de mode... »

*Jones, Partners : Architecture
Pro/con Package Housing System.
Projet 2000.*



Françoise GAILLARD

J'ai été très intéressée par ce qui a été montré et ce que vous avez dit, à savoir : il peut y avoir aujourd'hui de la résistance mais plus d'utopie. En voyant ce que proposait Kyong Park, j'ai pensé à ce que peut faire Kawamata dans le domaine de l'art contemporain ; vous savez, ces petites constructions fragiles érigées en planches mal agencées qu'il pose au pied de monuments, buildings ou gratte-ciel. La frontière entre art contemporain et architecture devient extrêmement perméable et flottante, comme s'il y avait une volonté commune de résistance sans possibilité de reconstitution de quelque chose de l'ordre de l'utopie. C'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec Béatrice Simonot quand elle a dit en montrant un projet : « cela ressemble à du Le Corbusier ». Non, car chez Le Corbusier il y avait encore de l'utopie !

Béatrice SIMONOT

Cela ressemblait à Le Corbusier et je l'ai mentionné parce que le concepteur lui-même, Kangokuma s'y réfère. Cela dit, le rapport à l'art contemporain est flagrant. On ne sait pas toujours, parmi les projets présentés, si c'est de l'art ou de l'architecture. La frontière est ténue.

Christian GIRARD

Juste un point sur art et architecture : ce fricotage est ancien ; il a un siècle sinon plus. L'art ayant changé, ce rapport donne donc des produits différents de l'époque du cubisme, etc.

Borja HUIDOBRO

Architecte-conseil du département du Var

Je voudrais faire une petite mise au point : vous avez présenté des projets faits à partir de conteneurs comme quelque chose de nouveau mais cela a été déjà fait par

l'équipe dont je faisais partie en 1972 et cela a été construit à Mururoa, en Israël et dans certains villages de vacances en France. Donc, ils n'ont rien inventé en trente ans !

Christian GIRARD

Le terme de nouveau n'est jamais utilisé dans Archilab comme une étiquette. Le nouveau n'est pas l'objectif de la manifestation mais bien la présentation de ce qui se fait actuellement, neuf comme revisité.

Francine FORT

De préférence aux expressions « architecture molle » et « architecture mode », je proposerais de parler plus simplement de prototypes. La difficulté à laquelle sont confrontés les architectes, c'est de faire à chaque fois des pièces uniques, à la différence de l'industrie où beaucoup d'argent est investi ne serait-ce que pour tester de multiples prototypes. Il est vrai que dans ce pêle-mêle, l'invention est souvent antérieure — on a parlé d'Archigram, etc. — mais je trouve dommage que tout le monde rigole devant ça. Pourquoi ? Archilab est un centre d'art, chacun est à sa place.

Christian KOCK

Architecte-conseil du département de la Nièvre

On l'a vu et on l'a dit : on a l'impression que vous avez réouvert des revues des années soixante-dix. Dans cette trans-avant-garde, vous avez aussi oublié Luc Arsène-Henri qui avait fait, à Montereau, des logements en plateaux libres. C'était dans l'air et dans le discours de l'époque. Il est étonnant que l'on ait rien appris depuis. Mais il est vrai que vous avez dit tout à l'heure que les étudiants travaillaient sans aucune perception de l'histoire. Alors, on recommence ce qui a été fait vingt-cinq ans auparavant. Or, l'expérience avait montré, il y a trente ans à Montereau, que les familles au lieu de « s'éclater » sur ces fameux plateaux libres reproduisaient en fait ces appartements conventionnels décriés par la profession, avec le WC à droite, la cuisine à gauche et le salon au fond... La mutation qui semble vous avoir totalement échappé, c'est le lotissement avec ses maisonnettes, ses frontons et ses colonnes, etc. On ne peut pas à la fois parler d'architecture pour le peuple et faire de l'architecture sur le dos de ces pauvres gens. Il faut arriver à être clair par rapport à ça !

Serge RENAUDIE

Architecte-conseil du département de la Marne

Sur le même constat, j'arriverai à une conclusion différente : je suis ravi de ce que j'ai vu. Parce que justement, cela me replonge dans les années soixante-dix, comme Huidobro et Kock le rappellent, et je suis ravi également de retrouver Rudovsky et son « architecture sans architecte », laquelle a fondé l'anti grand ensemble et non pas le post-modernisme en architecture. Il y a un effet poubelle dans la mesure où il faut peut-être quarante ans pour que des propositions remontent à la surface après avoir été escamotées lors d'une période noire, celle du postmodernisme qui a tiré à vue sur tous ceux qui ont refusé la compromission avec les barres et les tours aujourd'hui réhabilitées et que l'on veut demain « patrimonialiser ».

Je suis donc ravi, même si cette présentation semble pour l'instant un magma. On est baladé à travers des images qui sont peut-être récupérées du passé, mais je trouve salubre de sortir du débat Corbu + Corbu = Corbu, ou encore composition + composition urbaine = renouvellement... Donc ravi même si cela est très perturbant. Je sortirai ce soir sans savoir qu'elle est la voie à suivre mais avec les bonnes questions. Une chose est sûre : on ne peut plus continuer dans le logement social comme on fait, en accumulant les bêtises.

Jean-Louis BERTHOMIEU

Architecte-conseil du département de la Guadeloupe

Je trouve tout ce débat assez grave. On parle de la ville en nous montrant des images qui sont des vues de constructions nombrilistes et individuelles. On en oublie ce qui est le bien public, ce lieu de l'échange et du partage qu'est l'espace public. On en arrive à un débat sur la forme qui n'a rien de nouveau. La question est : comment construire aujourd'hui la ville à partir de l'espace public qui va donner les règles du partage et de la construction sans forcément coller à un système de composition ? Ce n'est certainement pas en jetant un regard sur le nombril de chaque créateur que l'on va progresser. Je trouve extrêmement grave de faire l'apologie de ce type de conception.

Christian GIRARD

Nous n'avons fait que montrer des images mais l'exposition était tout le contraire d'une collection de clichés et de signatures. Il fallait aller la voir ; il ne vous reste plus qu'à feuilleter le catalogue. Tous ces projets ont le souci que vous évoquez du lien social. Il eut peut-être mieux valu ne pas montrer d'images du tout et ne lire que les textes des architectes en question (brouhaha dans la salle)... Vous ne pouvez rejeter et les images et la pensée !

Jean-Pierre CAMBOURNAC

Architecte-conseil du département de la Savoie

C'est une boutade mais j'ai eu envie de crier « Beaux-Arts, quel mythe ! » Plus sérieusement, je me demande où est l'émotion ? Il n'y a pas de génération imbécile mais, dans cette sélection qui vise plus à susciter la curiosité et la tolérance en chacun, je n'ai été ému par rien. Or, il faut bien quelque part trouver son pain car l'architecture m'émeut encore.

Bertrand DUBUS

Architecte-conseil du département du Haut-Rhin

J'ai beaucoup aimé les photos même si cela ne m'a pas rajeuni... Mais comme j'adore les bonbons et que tout cela était rose et violet, transparent et très agréable, j'y ai vu des bonbons acidulés et ces formes libres qui m'ont fasciné quand j'ai commencé l'architecture. Seulement depuis, j'ai appris que l'on ne pouvait faire de l'architecture sans se resituer dans l'histoire et prendre en compte le lien social. On ne peut pas ainsi dégager la production de l'architecture. Quand on en arrive à faire de telles présentations en opposant, de plus, l'espace public et l'espace identitaire, je ne comprends plus... Toutes ces expériences sont essentiellement anglo-saxonnes ou américaines, pays où le communautarisme est très fort. Nous autres, en France, nous avons la chance extraordinaire d'avoir la république et ce bien commun qui appartient à notre histoire, l'espace public, sur lequel il nous faut travailler pour qu'il reste ce lieu identitaire.

Béatrice SIMONOT

De ce matin, j'ai plutôt retenu que la république disparaissait au profit de la démocratie... Il ne s'agit pas de faire l'apanage de telle ou telle posture ou production mais de rendre compte de ce qui se passe effectivement chez les architectes à travers le monde...

Marie-Hélène BADIA

Architecte-conseil du département du Pas-de-Calais

Je trouve que vous avez raison de grogner mais vous êtes beaucoup trop sévère : ce n'est là qu'un truc expérimental ! C'est beaucoup moins grave que plein de bâtiments qui sont des insultes à l'architecture et à notre métier. Ces gens-là ne prétendent pas nous polluer et toutes ces images ont un sens. Franchement, il n'y pas là de danger imminent mais quelque intérêt à y trouver. Cherchons-les !

Patrick COLOMBIER

Architecte-conseil du département du Lot

Je ne suis pas content du tout : j'ai l'impression d'être dans une classe d'école où l'on essaie de m'inculquer la forme des nouveaux Lego. Or, je n'ai pas le temps ; je suis confronté tous les jours à des problèmes d'architecture et depuis vingt-et-un an je m'efforce avec difficulté d'assurer ma tâche d'architecte-conseil. Je regrette que l'on ait cru bon de nous mener dans une galère pareille... Je suis là pour entendre des choses intéressantes afin de m'aider à conduire une politique intelligente dans le département où je vais chaque mois mais certainement pas pour subir les gags dans lesquels on s'installe aujourd'hui ! Nous avons dépassé l'âge ; nous avons une certaine culture... J'ai l'impression que l'on cherche à nous recycler à l'occasion de ce séminaire ; on ne réussira pas...

(Remous)

Christian GIRARD

Quelle ouverture d'esprit ! Je regrette qu'il n'y ait pas dans cette salle un architecte étranger pour vous entendre, un Anglais ou un Espagnol...

Béatrice Dollé

Achitecte-conseil du département du Bas-Rhin

Nous sommes dans cette salle quelque quatre-vingt architectes-conseils que l'État rémunère pour leur travail, et j'ai l'impression, cet après-midi, d'être plus dans une galerie d'art que dans un séminaire des architectes-conseils. Ce qui m'intéresse aujourd'hui, c'est l'annonce de Jospin, faite hier, qui nous place nous, architectes-conseils, en situation de porter la démolition de quelque 30 000 logements par an.

Jean-Paul SCALABRE

Je vais expliquer le pourquoi du programme d'aujourd'hui : l'idée du bureau était simplement de proposer un état des lieux de la pensée doctrinale actuelle. Cette confrontation nous paraissait salutaire et je continue à le penser ! Il faut regarder la situation avec un peu de recul. Nous sommes devant les deux faces d'une même médaille : d'un côté la crise de l'architecture en tant que discipline et la médiocrité de la production moyenne avec, de l'autre côté, l'émergence d'une néo avant-garde qui recycle de vieux schémas et de vieux clichés. Les deux vont de pair. C'est le moment de nous interroger : sommes-nous capables d'énoncer une doctrine différente, capable de damner le pion à cet éternel recyclage des signes de l'architecture et d'imposer une autre vision des choses sur la scène architecturale ?

Jacques RIPAULT

Architecte-conseil

En réponse à Marie-Hélène Badià, je dirais qu'il y a un réel danger à transmettre dans les écoles d'architecture des outils et des connaissances qui vont vers ce que moi je considère comme des élucubrations formelles. Je crois que les étudiants en architecture connaissent plus les catalogues d'Archilab que les dessins de Roland Simounet que l'on peut voir

ici, et ces catalogues sont assez dévastateurs... Deuxième point, je trouve que vous avez, Madame, Monsieur, une façon de présenter les choses qui est d'une prétention assez choquante. Vous prétendez nous apprendre ce qu'est l'architecture aujourd'hui mais, visiblement, vous n'êtes pas conscients des réalités telles qu'elles se posent et auxquelles ici tout le monde est confronté. Cela rejoint le distinguo que l'on veut nous faire avaler, avec les chercheurs d'un côté et les praticiens de l'autre. Or, les praticiens sont aussi d'éminents chercheurs et je vous demanderais de ne pas contribuer à cette coupure.

Christian GIRARD

Je récusé simplement cette coupure. Je rappelle que votre bureau nous a demandé de présenter les mutations architecturales de par le monde, c'est tout ! C'est quelque chose qui n'est pas du tout fait pour vous ; j'en suis très conscient et j'en suis navré.

Michel REGEMBAL

Président du Corps des architectes-conseils

Je ne peux pas laisser passer ce qu'a dit Colombier ; l'explication donnée par Scalabre me paraît tout à fait pertinente : on ne peut pas passer sous silence les grandes questions du moment et je pense que cela vaut la peine de dépasser, de temps en temps, nos petits problèmes quotidiens...

Présentation d'Euralille par **Jean-Louis Subileau**

Directeur d'Euralille

(Samedi 6 octobre au matin, avant la visite du site)



Bonjour, il est 9 h 15. Évidemment, le mieux serait de se promener ensemble sur le site. Il semblerait qu'il ne pleuve pas à Lille ce matin... Il pleut d'ailleurs rarement; il fait le même temps qu'à Paris, avec un degré de moins!

Cela dit, ce n'est pas mauvais d'avoir une discussion et un échange auparavant. Quand on est à Euralille, il faut toujours commencer par s'expliquer sur le plan théorique! C'est la base. Une bataille d'Hernani y est incontournable et nécessaire. Hier soir, je me suis un peu emporté quand on m'a dit: mais comment, personne n'est là de chez Koolhaas... Comment peut-on oser parler d'Euralille sans un représentant de chez Koolhaas? Saint Koolhaas!

Je vais donc essayer. Je suis arrivé à Euralille quand Jean-Paul Baïetto est malheureusement décédé très brutalement, à Noël 1997, lui qui a vécu l'opération dans sa chair.

Je vais donc essayer de vous donner le plus simplement possible quelques repères. D'abord avec une photo de Lille et du site d'Euralille avant: on y voit à quel point Lille est une île entourée de zones non aedificandi à des fins militaires, inondables pour une large partie, ce qui est très important pour comprendre Euralille.

Le site d'Euralille, c'est en gros, du nord au sud, trois kilomètres depuis l'entrée du grand boulevard en direction de Roubaix-Tourcoing, axe historique depuis le début du xx^e siècle, et l'échangeur vers Paris, ce qu'on appelle « la butte aux lapins » près de la gare Saint-Sauveur. Trois kilomètres d'anciennes zones non aedificandi qui séparent Lille, une

ville très agréable, de ses faubourgs : Five, Saint-Maurice Belvoisin et La Madeleine, quelques unes des 87 communes constituant Lille Métropole. Il s'agit en fait de toute l'articulation entre la ville et ses développements puisque la métropole s'est pour l'essentiel étendue vers le nord-est.

Il faut comprendre aussi qu'Euralille a représenté dans l'idée de Pierre Maurois la manifestation matérielle de cette volonté farouche de créer une métropole à partir d'une agglomération très disparate, aux forces très dispersées. Donc, de manifester par une œuvre qui se voit, très forte et très « choc », l'idée qu'il y avait un centre dans cette métropole.

L'un des défis d'Euralille était de créer un centre directeur mais il était également tentant de faire passer dans cette grande zone vide toutes les infrastructures alentour. On trouve donc ici le maximum de contraintes avec le boulevard périphérique, le départ de la voie rapide vers Roubaix-Tourcoing, l'échangeur à plusieurs niveaux superposés pour accéder à ce grand boulevard et le faisceau des voies ferrées pour relier la gare traditionnelle de Lille-Flandres qui s'enfonce profondément dans la ville au tracé du TGV qui s'engouffre dans cette trouée... On est donc dans un lieu d'articulations où se concentre le maximum de contraintes. Il faut bien avoir en tête cette réalité-là avant de juger du travail de Koolhaas et ne pas s'en tenir aux seuls problèmes d'esthétique architecturale, etc.

Vous savez, bien sûr, comment s'est fait Euralille ! Historiquement, Pierre Maurois, alors Premier ministre, a fait preuve de beaucoup de prémonition puisqu'il a fait passer une loi qui rendait constructibles les zones *non aedificandi* à Paris, mais aussi à Lille.

Deuxièmement, il a beaucoup lutté — parce qu'il était tombé amoureux de Madame Thatcher ! — pour faire passer l'idée du tunnel sous la Manche. Il s'est ensuite battu avec la SNCF pour que le TGV passe dans Lille. Et puis — et là, cela devient homérique — pour que la gare SNCF soit au cœur de Lille et au centre de la métropole. Cette bataille a duré assez longtemps et a coûté très cher, ce qui explique en grande partie les difficultés financières qu'a ensuite connues Euralille. Une ardoise, donc, de 175 millions de francs à payer pour faire passer le TGV... Voilà en résumé, la petite histoire.

Au départ d'Euralille, il y a la volonté de Pierre Maurois de créer la métropole, la volonté de lutter contre le cycle du déclin de cette région et l'opportunité d'utiliser un formidable nœud de transports collectifs puisque passent ici les TGV qui vont à Londres...

et filent vers les grandes métropoles françaises. Toutes les villes disent qu'elles sont au centre de l'Europe, mais à Lille c'est plus vrai qu'ailleurs.

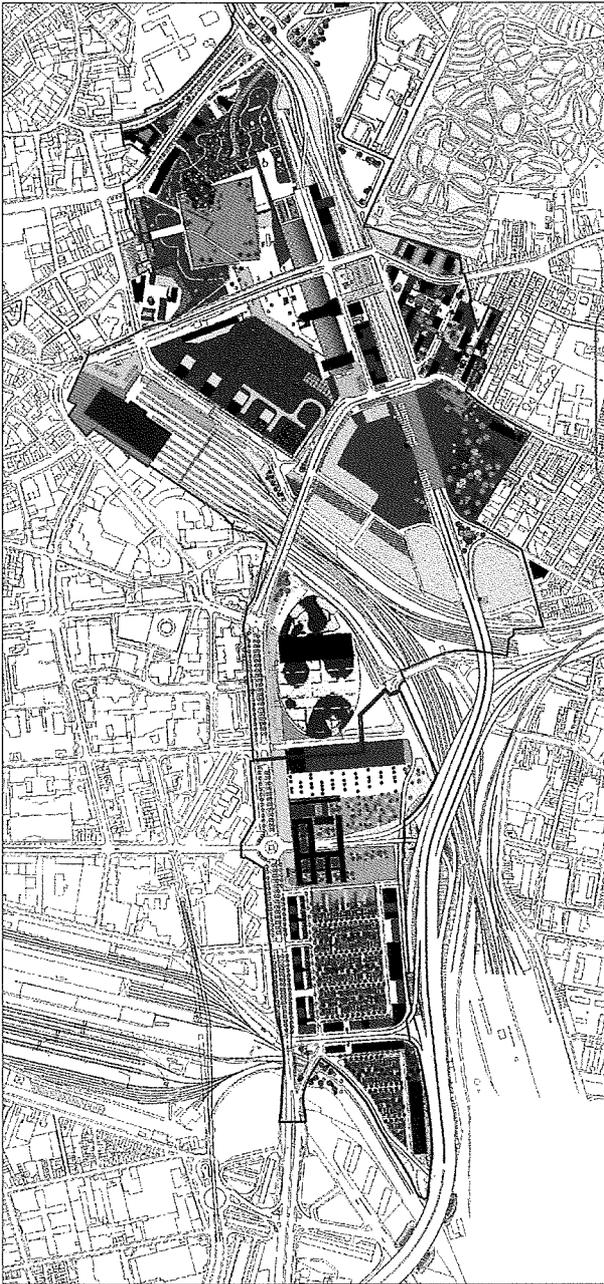
Voilà la base donnée aux architectes. Vous savez que le projet a été choisi non pas sur concours, ni sur marché d'études ou de définition, mais sur entretiens avec des architectes par une société privée qui s'appelait Euralille Métropole, composée de banquiers. C'est elle qui a choisi Rem Koolhaas.

Après, l'opération est sortie assez vite grâce, notamment, au portage de Pierre Maurois, lequel a toujours été très, très fort : un portage exceptionnel et qui continue aujourd'hui. Il y a donc eu une efficacité extraordinaire des équipes en place qui ont produit le projet que vous connaissez tous, que vous avez vu dans toutes les revues, avec une mise en œuvre extraordinairement rapide. Songez que cette opération a été préparée par cette société privée en 1988-1989, que la ZAC a été créée en 1990 et qu'en 1994, la gare TGV était inaugurée, le centre commercial était terminé, le Palais des congrès et le Zénith étaient inaugurés... Et les deux tours en chantier étaient achevées en 1995. Des délais exceptionnels pour réaliser à la fois le TGV, mettre en service le métro, le tramway, la nouvelle gare et de très grands équipements... Bref, toutes ces grandes pièces monumentales qui sont l'image d'Euralille.

Quand arrive la crise immobilière, sévère mais comme partout...

Le projet avait beaucoup parié sur l'avenir. Jean-Paul Baietto avait en réalité anticipé de vingt ans, pas de cinq ans ! Les tours construites sont donc restées vides. D'ailleurs, les loyers sont aujourd'hui encore misérables : à peine au-dessus de 1 000 francs le m² par an pour des bureaux. Pour payer une architecture exceptionnelle et rentabiliser l'affaire, c'est donc très difficile !

Tout cela a pu être réalisé, comme je le dis souvent et comme Pierre Maurois le dit lui-même, grâce aux derniers feux du Colbertisme. Pierre Maurois avait été Premier ministre, son directeur de cabinet était directeur général de la Caisse des dépôts, son directeur-adjoint était président de l'UAP, etc. Tous ont dit : on investit ! Et quand la crise arrive à partir de 1991, tous les bâtiments restent vides. La SEM elle-même qui avait en charge de nombreux équipements, le surcoût du TGV (175 MF), l'immense paroi étanche



*Plan urbain directeur d'Euralille
2000/2010*

(160 MF) et j'en passe, est mise en situation de faillite. Or, elle avait eu l'audace de prendre cette opération à sa charge, en qualité de société privée. Passons...

Le noyau de l'opération est aujourd'hui réalisé. C'est un peu moins de 40 % du programme total, soit 70 à 80 hectares pour la ZAC, avec un programme de départ de 600 000 m² à construire. Or, en 1994-1995, quand la première vague est terminée, c'est 35 à 40 % du programme qui est réalisé, y compris Lille Grand-Palais, le palais des congrès de Koolhaas.

Il reste encore 60 % du programme à commercialiser et, peut-être, de 70 à 80 % du territoire à aménager parce que la première phase s'est concentrée dans le Triangle des gares, Lille Grand-Palais étant séparé de l'ensemble par une autoroute. Tout le monde pense qu'Euralille est fini alors que tout est encore en friche à ce jour...

Nous essayons donc de repartir aujourd'hui et je vais vous décrire comment maintenant. Comment pouvait-on faire ? On ne pouvait pas repartir sur le schéma d'origine de Koolhaas

(quelques images du premier projet de l'OMA vous sont projetées par David, représentant ici l'agence).

David a retrouvé ce petit schéma qui est apparemment le schéma programmatique qui avait été donné aux architectes au départ : on y reconnaît bien le Triangle des gares tel qu'il a été édifié. Finalement, Koolhaas a simplement mis en musique ces éléments programmatiques qui étaient donnés aux concurrents en les interprétant magistrale-

ment, avec le radicalisme esthétique qu'on lui connaît. Et voilà la maquette qui va nous permettre de faire la transition avec la situation présente. Aujourd'hui sont réalisés :

- le centre commercial par Jean Nouvel avec ses trois tours, aujourd'hui il reste deux petites tours, ainsi qu'une barre de logements à construire ;
 - le palais des congrès de Koolhaas ;
 - la tour WTC de Vasconi ;
 - la tour de Porzamparc ;
- (donc les deux tours de bureaux existantes).

Figure ici la fameuse tour-hôtel que Jean-Paul Baïetto a toujours voulu faire. Dans le programme d'origine, figuraient encore :

- 3 à 4 tours dans le secteur qu'on appelle les Dondaines, plus une grande tour sur l'échangeur ;
- de grandes barres et un espace assez vide avec des petites tours sur le secteur Saint-Maurice ;
- et rien dans ce projet sur La Madeleine, parce qu'à l'époque un autre architecte, Quatre A, était en charge de cette ZAC.

Quand la DDE a lancé la déclaration d'utilité publique pour le nouveau périphérique, la population a obtenu la conservation du parc des Dondaines et la couverture partielle du périphérique en cet endroit. Depuis longtemps déjà, le projet avait perdu en force mais ce n'est pas moi qui ait supprimé les tours de Rem Koolhaas, ni même le marché, c'est la population et les élus.

Quant à la tour-hôtel, nous en maintenons la possibilité. D'ailleurs, si vous connaissez des investisseurs pour demain ou dans dix ou vingt ans...

Sur un autre secteur à développer, Chaude-Rivière, figuraient aussi des tours. Sans vouloir être injuste, il y avait très peu d'espaces publics dans le projet d'origine.

Voilà pour la situation présente : le même plan, mais en plus récent (1999), avec Euralille 1 et Euralille 2 ; puis toute cette frange sur les terrains de la Foire que l'on essaye de ressouder à la ville.

Quels sont alors les objectifs que nous nous sommes fixés ?

Premièrement, finir et renforcer le cœur directionnel d'Euralille. C'est-à-dire, finir les

espaces publics et les renforcer car le centre d'affaires tombe, à mon avis, comme une soucoupe volante avec au moins 200 000 m² de bureaux — soit un peu moins que la Part-Dieu — en profitant évidemment du caractère exceptionnel de la desserte. Cet objectif n'est pas forcément évident. Même aujourd'hui, nous entendons des critiques: on peut nous demander d'arrêter au motif que cela densifie, qu'il se forme des embouteillages... Il s'agit donc d'un objectif à poursuivre avec beaucoup de doigté.

Le deuxième objectif — pour moi essentiel — est de relier Euralille à la ville par tous les bouts! Vers le Vieux Lille et puis du côté de Saint-Maurice et des faubourgs. Il s'agit de créer un tissu conjonctif qui en fait n'a jamais existé. Se raccrocher aussi par le Romarin à la Madeleine... C'est pour nous un objectif constant que l'on développe sur les trois secteurs.

Enfin, le troisième objectif que nous avons et qui me semble très important, c'est d'ouvrir Euralille vers le sud. Pourquoi? Parce que la force d'Euralille qui apparaît aujourd'hui comme très concentrée au cœur de la ville, profilera à terme, dans dix ou vingt ans, une vallée d'équipements la mieux aménagée possible articulant la métropole. Nous n'en sommes qu'aux prémices. Le déplacement du périphérique va nous permettre d'ouvrir Euralille sur ce secteur. De la même manière, le centre commercial complètement fermé au sud va s'ouvrir pour permettre aux gens d'aller de la gare vers Lille Grand-Palais. C'est un point essentiel. D'autant plus que les Verts sont très sensibles à l'avenir de ce secteur dit des Dondaines, le long de la rue Chaude-Rivière... Ce secteur devient tout à fait déterminant pour l'avenir d'Euralille et la réflexion est en cours.

Parlons maintenant d'Euralille 2 sur les terrains de l'ancienne Foire de Lille, 22 hectares à l'entrée de Lille. C'est là que l'hôtel de région doit s'implanter, avec un schéma d'urbanisme en extension de Lille Grand-Palais et la création de tout un quartier... Mais ces jours-ci, plus rien n'est sûr. L'équipe Dusapin-Leclerc qui a gagné selon une procédure d'études et de définition est urbaniste-en-chef de cette ZAC.



Voilà nos objectifs et notre programme.

(Présentation des plans et de la plaquette.)

Nous l'avons présenté à Rem Koolhaas et nous gardons le contact contrairement à ce que je vois écrit dans les journaux. Je ne cherche pas à détruire l'œuvre de Koolhaas, surtout pas ! Au contraire, je lutte contre tous ceux qui, dans cette métropole, une fois Koolhaas parti, une fois Baietto décédé, veulent revenir à une architecture régionale.

Le plan présent vise au renforcement du centre d'affaires à la fois le long des boulevards devant la gare Lille-Europe, puis de l'autre côté du périphérique sur Saint-Maurice ainsi qu'au Romarin, au renforcement des espaces publics dont une place travaillée avec Jean Nouvel, avec mise en place d'escalators pour accéder à la gare Lille-Europe. Mais encore finir les bassins ici, réaménager le boulevard Carnot, dessiner des entrées sur le parc Matisse en cours d'achèvement, refaire la place Saint-Hubert devant la porte de Roubaix, créer dans le quartier Saint-Maurice toute une série d'espaces publics, jardins, cheminements allant vers le parc des Dondaines et l'ouverture au sud, créer une place devant la tour Vasconi, dite parvis de Rotterdam... Et réaménager l'ensemble du boulevard urbain... Et puis, j'oubliais, faire une passerelle au-dessus de la gare, sachant que la gare Lille-Flandres est la plus importante gare française après les gares parisiennes en terme de trafic... Et puis, dans le Romarin, créer une avenue qui relie le cœur d'Euralille pour créer une nouvelle liaison à l'échelle urbaine... etc.

(Commentaires sur quelques images.)

Voilà, je crois que j'ai suffisamment parlé avant la visite. Je vous ai brossé un petit panorama de nos activités et l'esprit dans lequel nous travaillons. Nous avons encore le temps de quelques échanges avant de nous rendre sur le site.

D é b a t s

Réponses de Jean-Louis Subileau aux questions des architectes-conseils

Sur l'hypothétique couverture des voies autoroutières

J-L. S. : Si vous écoutez les habitants de Lille, et à juste titre, il faudrait couvrir toutes les voies entre Fives et Lille. Il y a à l'entrée de Lille — et pour longtemps encore — un extraordinaire plat de spaghettis qui a été réalisé entre le faisceau des voies ferrées et le faisceau des voies rapides : périphérique de Lille, voie rapide... En terme de coût, la couverture est impossible. On peut rêver de tout mais pas aujourd'hui, avec des charges foncières à 1 300 francs le m² quand elles sont à 24 000 francs à Paris sur Seine Rive Gauche, à la Semapa... On peut toujours dire : les collectivités publiques vont payer, mais songez aux problèmes que les collectivités publiques doivent affronter dans une métropole où la pauvreté est le principal problème. Je propose de commencer à couvrir ce petit carré ici, puis celui-là...

Plus précisément, sur la couverture de la voie SNCF à hauteur des échangeurs de manière à affirmer cet axe volontariste.

J-L. S. : Nous discutons avec la SNCF de ce problème. Je vous l'ai dit : la gare Lille-Flandres est celle où il y a le plus de trafic TER + TGV en France après les gares parisiennes. Le directeur régional de la SNCF chercherait même à gagner un faisceau ici ou là... Il est donc clair que l'on peut toujours chercher à couvrir mais, comme pour Seine Rive Gauche, il y a toutes les contraintes SNCF réunies. Avec des travaux réalisés de nuit, ça coûte la peau des fesses... Et puis deuxièmement, comment cela s'intègre dans l'espace urbain ? Je ne pense pas que les dalles de couverture soient de bonnes solutions en soi.

Au-delà des préoccupations fonctionnelles, n'est-on pas confronté à une sorte de sission entre deux urbanismes qui s'opposent, deux architectures qui ne se rencontrent pas et, plus globalement, entre deux façons de vivre et d'être en ville ? Comment gère-t-on cela ?

J-L. S. : Comme vous le savez, je suis arrivé tardivement à Euralille. Mais Pierre Maurois l'a voulu. Son projet politique pour le développement de Lille était celui-ci. Il est vraiment retranscrit et s'il s'identifie encore tant aujourd'hui à Euralille, c'est bien parce que cela lui correspond : il est quand même quelque part le porte-parole de la population lilloise... Deuxièmement, Eurallille a fait l'objet d'une vive polémique mais aujourd'hui, tout le monde reconnaît que l'opération donne une image relativement dynamique de la métropole, et une image plus contemporaine.

Alors après, comment discuter avec les habitants eux-mêmes ? Pour ma part, je suis relativement conscient des erreurs passées, disons plutôt des faiblesses de conception du projet initial s'agissant notamment du problème de la circulation automobile. Je pense que cela se rattrapera plus ou moins bien, tout comme les espaces publics. Par contre, pour la structure, le fait d'avoir une grande gare TGV sans aucune liaison à la gare historique est plus problématique. Finalement, on a implanté un programme très important sans rien changer à la structure urbaine. C'est très étonnant... et je n'arrive toujours pas à comprendre cela. Cet aspect me préoccupe beaucoup. Parce que dans le fond, le programme n'est pas si dense. Alors, comment fait-on avec la population ? On se rend beaucoup dans les mairies de quartier. Les gens s'attendaient au pire mais comme nous doux et conciliant, ils sont plutôt agréablement surpris...

Évolution du projet et des modes de penser à la lumière d'Euralille. Que penser de cette notion de rattrapage puisque nous sommes aujourd'hui dans un scénario de réparation après le passage des grandes infrastructures ?

J-L. S. : Oui, l'opération pose d'emblée le problème des grandes infrastructures nationales, internationales, et le socle d'équipements a été réalisé en première phase. Rem Koolhaas a beaucoup travaillé là-dessus. Pour le reste, il me semble qu'Euralille n'est pas une œuvre fermée. Le concept est très clair, réduit à très peu d'éléments. Je crois que d'ailleurs que Koolhaas aurait adapté son projet au marché. De toutes les manières, il faut plusieurs couches sur un tel projet. Mon arrivée a choqué ici ; certains ont dit : « voilà encore un Apurien qui arrive avec son Haussmann ; il va mettre une couche d'haussmannisme sur Koolhaas ! »

Comment parler avec ceux qui ont une tout autre vision de l'architecture ?

J-L. S. : Il y a quand même une gestion des projets architecturaux exceptionnels dans la métropole lilloise. Les promoteurs s'intéressent désormais à une architecture vers laquelle ils n'iraient pas d'eux-mêmes.

Marie-Hélène BADIA

Architecte-conseil du département du Pas-de-Calais

Le rejet local de cette architecture se fait sentir jusque dans le département voisin et cela se traduit par une montée en puissance des pastiches régionaux. Euralille entraîne certes une prise de conscience des hommes publics et des professionnels locaux, mais le rejet d'une architecture contemporaine l'emporte sur le terrain. Ce que vous faites ici est très important et il faut mesurer l'impact que cela a sur l'ensemble du département et même sur le département voisin. L'opération Euralille fait office de repoussoir et n'est pas du tout appropriée ou revendiquée par les décideurs locaux qui prennent ostensiblement le contre-pied !

Vincent SABATIER

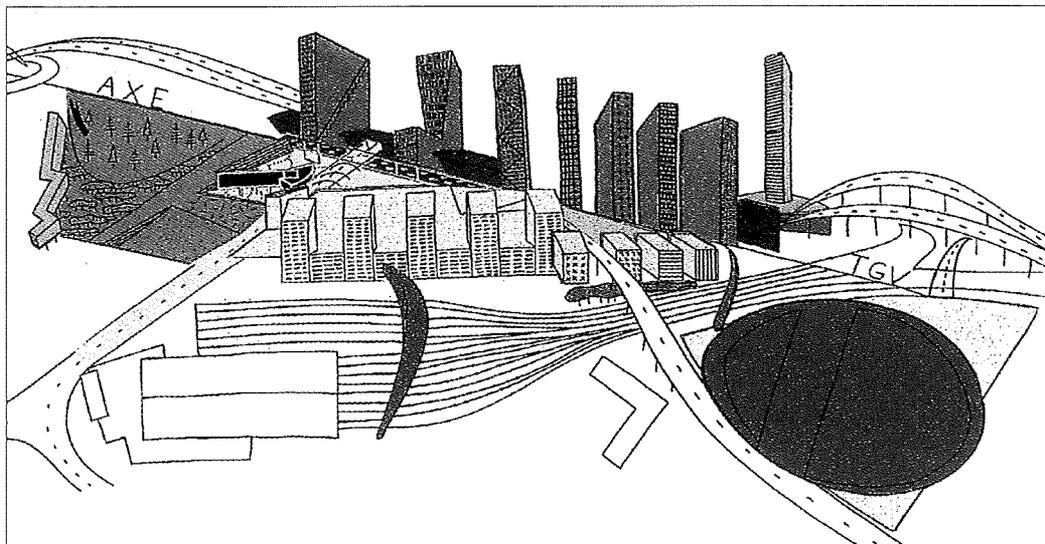
Architecte-conseil du département de l'Hérault

L'angoisse suscitée provient d'un problème de réflexion sur la structure de la commande. La commande devait être bien faible et floue pour avoir reçu une réponse qui pose autant de problèmes, notamment sur le raccordement au tissu existant.

J-L. S. : Je me suis peut-être mal exprimé mais je ne suis pas angoissé. Je me suis peut-être trop mis en valeur ; j'ai dit le travail que je fais mais il n'est rien par rapport à celui qui avait été fait avant !

Quant à la faiblesse de la commande, je pense effectivement que le dialogue maître d'ouvrage/maître d'œuvre en urbanisme devrait être beaucoup plus musclé qu'il ne l'est.

Je crains — mais Jean-Paul n'est plus là — qu'il était un grand développeur mais je crois qu'il a laissé faire à Koolhaas tout ce qu'il voulait... C'est bien quand c'est lui qui



Croquis du concept d'origine d'Euralille par Rem Koolhaas

dessine... D'autres fois, c'est le contraire: le maître d'ouvrage fait venir le promoteur et l'architecte mais il dessine à leur place.

Comment donc avoir un dialogue d'égal à égal? C'est la base en urbanisme: cent fois remettre son métier sur l'ouvrage. Une opération dure dix ans ou plus; les demandes évoluent. Il faut regarder comment ça marche et corriger le tir...

Je pose souvent la question: « pourquoi a-t-on mis un centre commercial entre les deux gares »? Je pense que je me serais battu pour répondre à cette question qui est un problème urbanistique...

Rémy BUTLER

Architecte-conseil (sans affectation)

Je me rappelle le choix de Koolhaas par le jury: on avait quand même l'impression de s'acheter une Ferrari, avec l'affirmation de la rupture et de la disharmonie comme forme de composition. Le problème, c'est que tout le monde ne sait pas conduire une Ferrari!

J-L. S. : Parce que vous pensez être en présence d'une Ferrari ? Attendez, nous ne cherchons pas à recoudre... Pourquoi ne pas assurer les fonctionnalités tout en gardant le plus haut niveau possible d'exigences architecturales ? Ce que vous dites, c'est une belle formule ! Mais d'abord qui sait ou peut conduire une Ferrari ? Pierre Maurois ? Et puis nous ne cherchons pas à faire du ravaudage ; ce n'est pas le problème à Euralille !

En entendant parler de vallée d'équipements, on sent percer un vocabulaire paysager qui est comme une sorte de retour à la proximité, au terrain. Y aurait-il là un fil conducteur ? Ou bien plus simplement imprégnation progressive d'une nouvelle conscience, un peu contrainte et rétrograde ?

J-L. S. : Non ! Il faut bien un peu écouter ce que disent les habitants ! Il est clair que la trame des espaces végétalisés est importante et extérieure à toute démagogie. Ça n'empêche pas d'avoir une grande idée et de défendre une image forte d'Euralille, surtout à l'international.

Peut-on aller plus loin ? Pierre Maurois disait toujours : *les villes du nord ne sont pas plantées*. Nous avons établi récemment un plan de la trame végétale d'Euralille et nous avons déduit, notamment pour Euralille 2, que le caractère de cette deuxième phase proviendrait justement du retournement. Si l'on veut que les gens habitent là, il faut leur faire oublier le périphérique par la mise en œuvre de ce concept de nature.

À propos d'un projet antérieur datant de 1987 : plutôt que de vouloir continuer la ville, pourquoi n'est-il pas pensable de faire un travail de mémoire sur cette césure urbaine, de la mettre en valeur et d'en travailler les franges aux deux extrémités ?

J-L. S. : Lille avait besoin d'un centre d'affaires. Et Pierre Maurois voulait ce qu'il appelle : *la turbine tertiaire contre le déclin économique*.

Peut importe la Ferrari ! Sans turbine, même une Ferrari ne marche pas...

Un moment partagé

Un séminaire d'architectes conseils c'est avant tout un moment partagé, une courte escapade architecturale dans un calendrier pressé. Le petit album de photos présenté ici retrace les étapes de ce parcours commun. Rappelons en les principales.

La journée du 5 octobre fut consacrée aux conférences et aux débats du séminaire sur le thème des mutations. Les débats se sont tenus dans une grande salle des Archives du monde du travail à Roubaix, une ancienne usine textile transformée par A. Sarfati. Cette institution conserve, entre autres documents, l'ensemble des archives de Roland Simounet. Quelques-uns de ses carnets de croquis étaient d'ailleurs présentés à notre intention dans des vitrines.

Le déjeuner eut lieu dans le restaurant «Aux orgues» que nous avons rejoint à pied en traversant la place de la mairie de Roubaix réaménagée par Bernard Huet.

Les débats se sont poursuivis l'après-midi dans la même salle. Ceux qui le souhaitent ont pu ensuite visiter le musée de Roubaix conçu par Jean-Paul Philippon.

Le soir, un repas nous réunissait tous dans la magnifique salle gothique du Palais Rihour. Le moment fort de la soirée fut le concert de jazz interprété par le quatuor de notre confrère Jean-Charles Demichel.

Le lendemain samedi, le temps était à la pluie fine. La matinée a commencé par la conférence débat du directeur d'Euralille Jean-Louis Subileau dans la salle Baïetto d'Euralille. Il a présenté l'évolution du projet et sa situation dans son étape actuelle. Après une visite à pied du centre d'Euralille, nous nous sommes rendus à Villeneuve d'Ascq pour déjeuner dans la cafétéria du Musée dessiné par Roland Simounet. Malgré le temps maussade, grande émotion architecturale à la visite du musée. Retour ensuite vers Lille où nous avons visité le Musée des Beaux-Arts transformé par Ibos et Vitart. Là encore beau moment d'architecture dans la cour patio du musée avec sa façade en verre et son plan d'eau et visite sauvage des coursives du bâtiment d'administration.

Le dimanche a été consacré à une visite de la ville de Gand. Le soleil était de retour pour la visite du béguinage de Gand, ancien lieu de vie monastique et modèle encore pertinent d'un habitat urbain individuel groupé. Changement de période avec la visite de l'ensemble de logements sociaux à Hollain conçu par l'architecte hollandais W.J. Neutelings. Maisons duplex en bandes, façades en bois et béton lasuré orange. La visite s'est poursuivie par un autre ensemble de logements, cette fois consacrée à un habitat de luxe conçu par l'architecte Paul Robrecht à la Coupure Rechts: un angle de rue et une cour intérieure à galerie, une architecture sobre et élégante dans un style retenu.

Le dernier déjeuner du voyage était organisé dans un restaurant situé en plein cœur de la vieille ville de Gand. L'après-midi a été consacré à une visite du centre ancien de la ville puis retour par le TGV depuis Lille.

L'album photo



Arrivée aux archives du Monde du Travail à Roubaix, ancienne usine transformée par A. Sarfati

Dîner au palais Rihour à Lille, au premier plan, Marc Paillot, Gilles Bouchez et Gérard Lancereau



Déjeuner « aux Orgues » à Roubaix



Luc Weizman, Jean Guervilly et Bernard Althabegoity en conversation



Christine Edekins et Joël Gautier à Roubaix



Les architectes-conseil dans le centre de Roubaix réaménagé par Bernard Huet



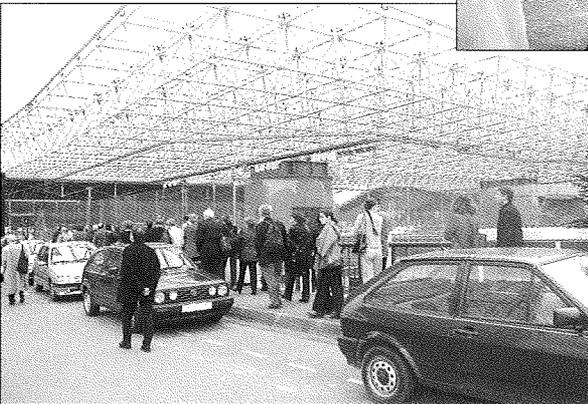
Borja Huidobro et Jean-Paul Scalabre à Euralille



En visite à Euralille



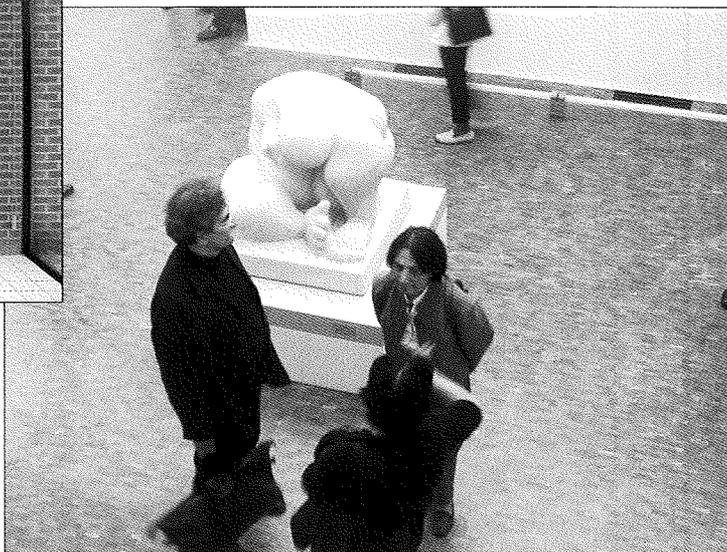
Devant la tour de Portzamparc



La gare de Lille-Europe



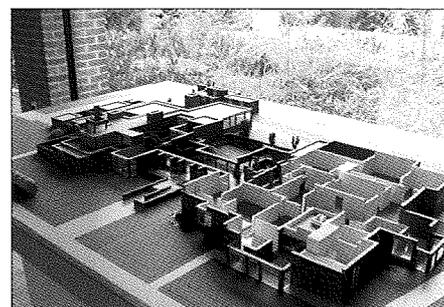
Marie Petit et Pierre Caillot dans le musée



Hélène Sanyas et Pierre Colboc en conversation



La visite du musée de Villeneuve-d'Ascq conçu par Roland Simounet

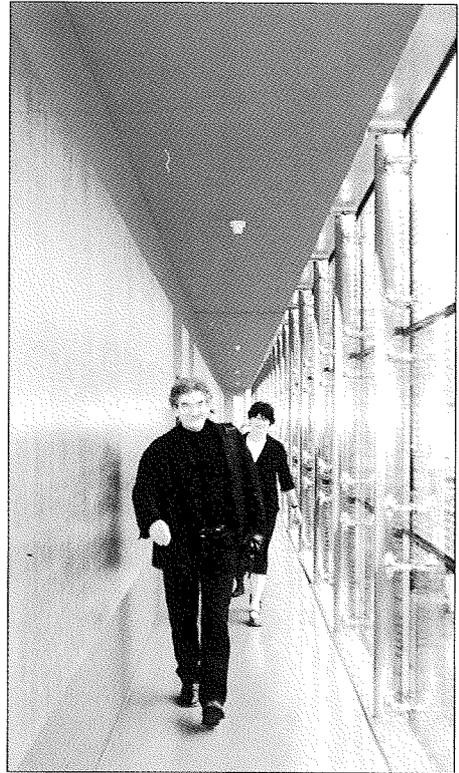


La maquette du musée

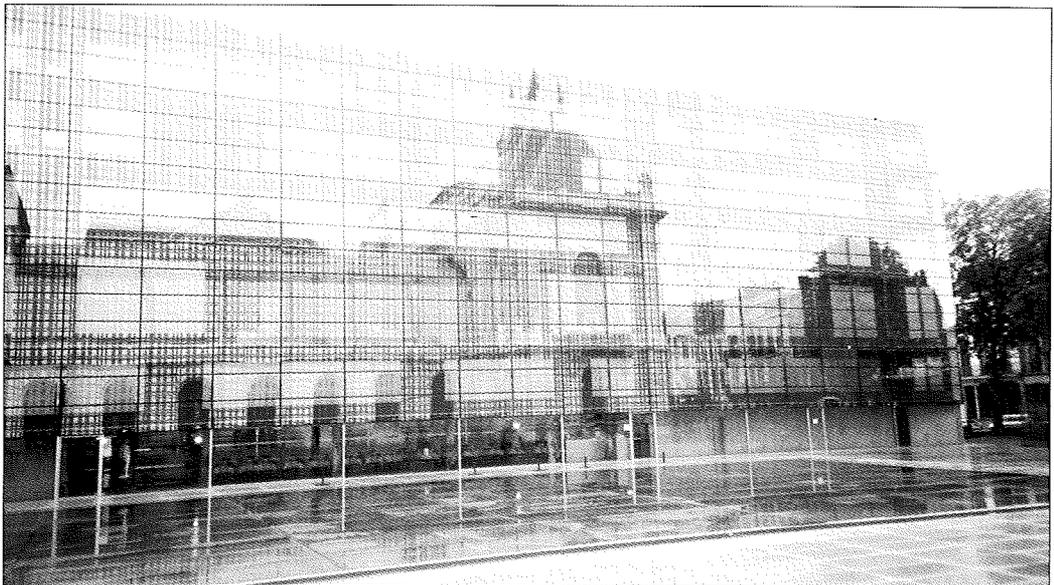
*Jean-Pierre Cambournac, Hélène Sanyas,
Thierry Van de Wyngaert, Jean-Michel Porchon
en visite à Lille*



*Concert
de jazz
de l'ensemble
J.-C. Demichel
dans la
salle
gothique
du palais
Rihour
  Lille*



Dans les coursives du musée



Musée des beaux-Arts de Lille, la façade du bâtiment d'administration dessin e par Ibos et Vitart



Promenade dans le béguinage de Gand



*Marc Dubois, architecte, guide
les architectes-conseils à Gand*



*De gauche à droite : Yves-marie Maurer, Jean-Paul Porchon,
Michel Regemba, Joël Gautier, Nicole Loupiac*



Les maisons individuelles du béguinage de Gand

*Dans une ruelle
du béguinage,
au premier plan
Patrice Dutard*





La prairie au centre du béguinage



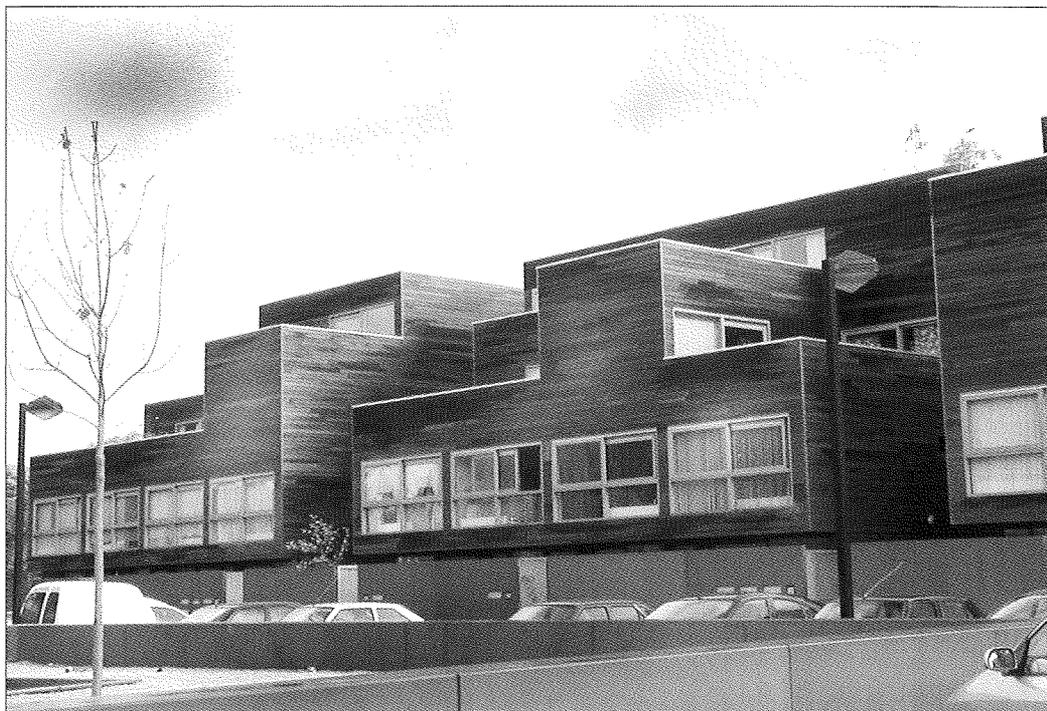
Un des pensionnaires



*Vue de l'arrière
des maisons
individuelles
du béguinage*

*De l'arrière
du béguinage
vers une ruelle
de desserte
des maisons*





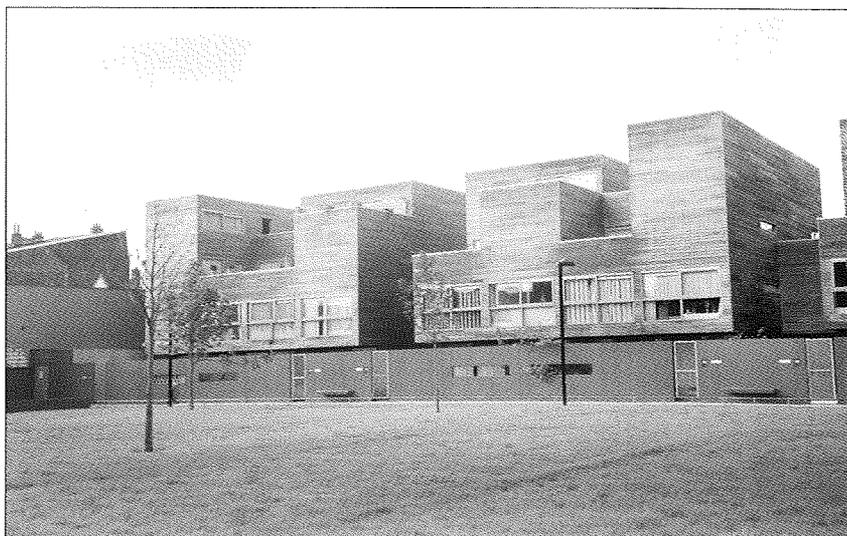
A Gand, logements sociaux à Hollain conçus par W.J. Neutelings



L'espace intérieur de l'ensemble de Hollain



*Joanna Fourquier devant
un escalier de desserte
des logements*



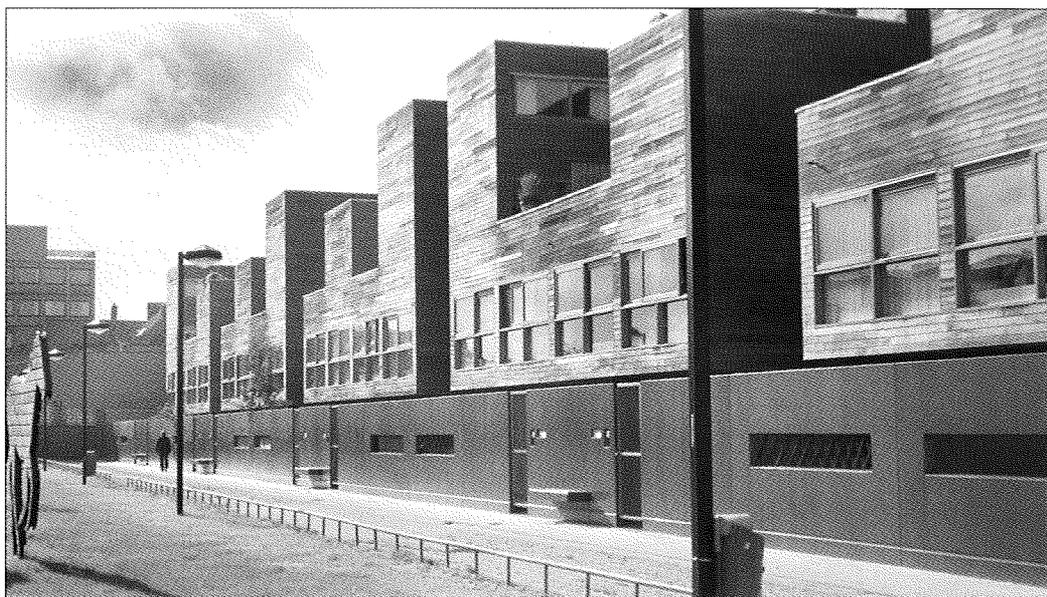
Les logements duplex, avec terrasses en étages et jardins privatifs clos en RDC



Façades en bois et béton lazuré sur l'espace intérieur



La façade sur rue des logements sociaux Hollain



La cour intérieure



*À Gand,
l'immeuble à la
Coupure Rechts
conçu par
Paul Robrecht*



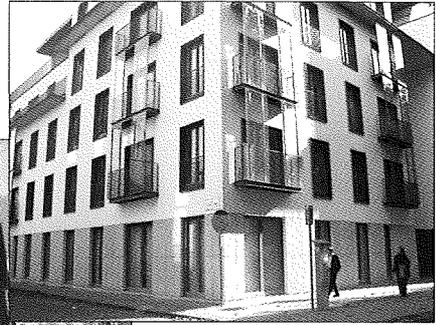
*La façade
sur la rue
qui longe
le canal*



Le patio sur l'arrière de l'immeuble



Dans la cour intérieure, on aperçoit Jean-Louis Duchier, Bertrand Dubus, Pierre Bolze, Jean-Paul Porchon



**Logements
de luxe
de Paul Robbrecht
à Coupure Rechts,
à Gand**



Eva Samuel, Jean-François Galmiche, Suzelle Brou, Christina Conrad dans la cour intérieure



Bertrand Dubus et notre guide Martin Dubois



Devant l'immeuble de l'architecte Paul Robrecht



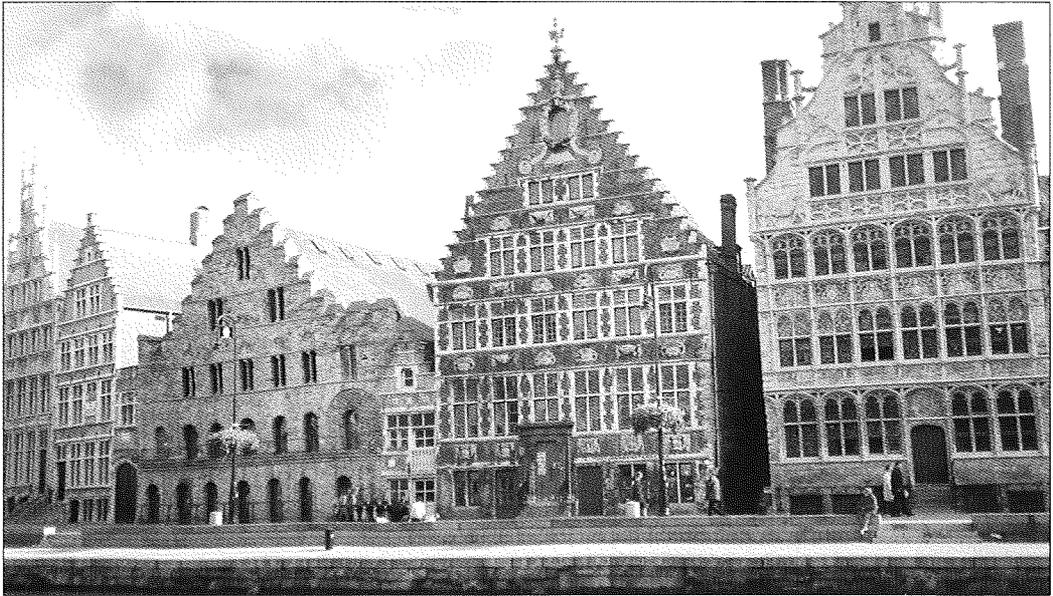
Le centre ancien de Gand dominé par le beffroi



*Déjeuner dans un restaurant
du vieux Gand, au fond Thierry Mostini,
devant Daniel Kahane*



*À table avec Yves-Marie Maurer,
Thierry Mostini, Gérard Huet*



Les quais du vieux Gand



Le centre ancien de Gand

Tous les documents de ce numéro 7 de *Conseil* sont « droits réservés ».

Corps des architectes-conseils
du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

Paris, mars 2002

Séminaire des 5, 6 et 7 octobre 2001

L I L L E

CONSEIL

7

Renouvellement urbain

La situation urbaine contemporaine dominée par la mondialisation et l'explosion des réseaux présente-t-elle des caractéristiques radicalement nouvelles ? Cette modernité ultime induit-elle la prospection de nouvelles approches architecturales ? Est-il possible d'établir un lien entre ces démarches qui s'annoncent comme une mise à jour de nos regards et l'état actuel de notre société et les valeurs qu'elle incarne ?

Pour aborder ces questions, qui tournent autour de l'idée de mutation, et engager le débat avec les architectes-conseils, on trouvera dans ce numéro les contributions des spécialistes invités.

Le renouvellement urbain prend en France la forme de grands programmes publics municipaux qui se développent dans la durée. La politique urbaine menée depuis quarante ans à Roubaix en est un exemple significatif. Elle a fait l'objet d'un exposé et d'un débat qui sont ici retranscrits. À une plus grande échelle, l'aventure d'Euralille, depuis son projet fondateur jusqu'à ses développements récents, est également abordée au travers des nouvelles avancées du projet Euralille 2.

Entre théorie et pragmatisme, globalisation et intervention au plus près des réalités quotidiennes, comment hiérarchiser les problèmes, orienter l'action sans se perdre dans la confusion des valeurs et des messages ? Les débats (souvent vifs) dont on rend compte ici révèlent ces contradictions. Ils ont permis qu'apparaisse avec clarté le besoin d'une réflexion de fond sur le sens de l'action des architectes dans la société d'aujourd'hui.